



Portrait

Steve Montandon, défenseur hyperactif de l'agriculture suisse ●●● PAGE 18

Carrières

La semaine de six jours, un rythme pas anodin pour les employés ●●● PAGE 15

Agroalimentaire

Nestlé nomme le Français Laurent Freixe au poste de directeur général ●●● PAGE 11

Sport

Ode à la planche à voile, une discipline aux sensations inégalables ●●● PAGE 16

ÉDITORIAL

Les Suisses ne doivent pas devenir un peuple de fonctionnaires

ALINE BASSIN
✉ @bassineline

Faut-il relayer les publications qui mettent en exergue le fossé qui se creuse entre collectivités publiques et entreprises privées? Certaines données récentes risquent en effet d'inciter toute personne saine d'esprit à se jeter dans les bras de la fonction publique.

En avril, l'Office fédéral de la statistique créait la surprise en révélant que pendant que les salaires réels s'érodaient de 0,4% l'an dernier en Suisse, ceux de l'administration augmentaient en moyenne de 1,5%. La hausse n'a pas fait que corriger le recul observé un an plus tôt. Elle a étoffé un bilan plutôt favorable pour le secteur public: depuis 2019, la progression réelle des revenus y est de 2,1%, tandis que les salaires dans le privé ont en moyenne reculé de 1,1%.

N'allez pas voir pas dans ce mouvement un louable effort de rattrapage! Publiée par IWP avant la pause estivale, une étude montre qu'à profil comparable, il y a, en termes salariaux, presque toujours intérêt à opter pour le confortable giron étatique plutôt que pour l'économie privée. C'est au niveau fédéral que l'écart est le plus important avec en moyenne un avantage de 12% dans le public. Une exception notable est à relever: celle des hauts cadres, des fonctions pour lesquelles la Confédération et les cantons n'arrivent pas à rivaliser avec les grandes entreprises.

Le résultat des négociations salariales fédérales et cantonales sera scruté

prises. En effet, dans des secteurs tels que la finance ou la haute technologie, celles-ci peuvent aussi se montrer plus généreuses que l'Etat.

D'ailleurs, où diable est le problème? On peut en effet arguer de l'exemplarité dont doit faire preuve le secteur public face à des employeurs privés qui ne veulent ou ne peuvent pas revoir les salaires à la hausse. L'exercice a toutefois des limites qui sont allégrement franchies. Le principal risque que le phénomène fait courir a évidemment trait à une forme de concurrence déloyale à laquelle les entreprises, surtout les PME, doivent faire face. En sus de salaires plus attractifs, les collectivités publiques offrent, ne l'oublions pas, des conditions de travail et une sécurité qui n'ont bien souvent pas cours dans l'économie privée.

Sans trop s'attarder sur le coût de la prodigalité étatique, il faut pointer un autre danger qui plane, lui, sur la cohésion sociale du pays. Les disparités salariales constatées nourrissent inévitablement un ressentiment légitime au sein d'une population qui voit, elle, son pouvoir d'achat rogné.

Autant dire que cette année, le résultat des négociations salariales fédérales et cantonales sera suivi de près. Les syndicats du service public en sont les premiers conscients.

●●● PAGE 11

Pour interdire le Hamas, le Conseil fédéral passe en force

LÉGISLATION La procédure de consultation du projet de loi interdisant le mouvement au pouvoir à Gaza a fait naître des craintes dans certains offices de la Confédération

■ Pour une organisation humanitaire comme l'Appel de Genève, l'entrée en force de ce texte aurait une conséquence: «L'avantage diplomatique dont jouit la Suisse serait définitivement perdu»

■ Selon l'avocat Kastriot Lubishtani, ce projet de loi est «fondamentalement contraire au principe de la séparation des pouvoirs», ôtant toute marge d'appréciation à la justice

●●● PAGE 3

Avec Chrystabell, David Lynch remet le son



MUSIQUE Le réalisateur et la chanteuse publient «Cellophane Memories», un voyage spectral et teinté de nostalgie. Un parfait résumé de l'esthétique lynchienne. (DAVID LYNCH)

●●● PAGE 17

Pêche miraculeuse pour les maladies de peau

MÉDECINE Ulcères vasculaires chroniques ou aigus, brûlures, escarres, traumatismes, pieds diabétiques ou encore plaies post-chirurgicales... Pour traiter les plaies qui leur donnent du fil à retordre, les dermatologues suisses ont accès à une nouvelle solution: la peau de cabillaud. En une année, une septantaine de greffes ont été réalisées. Et si son prix est plus proche de celui du caviar que de la morue, ce produit développé par un laboratoire islandais est remboursé par la LAMal. Cette peau de poisson sans cellule, dont il ne reste presque que du collagène, de l'élastine et des acides gras comme les oméga 3, est issue de la morue de l'Atlantique: d'abord pêchée dans l'océan Arctique, la peau est nettoyée à l'eau, puis écaillée à la main et enfin déshydratée à -50°C. Seul inconvénient, son odeur.

●●● PAGE 9

Retraite des femmes: statu quo privilégié

SONDAGE L'erreur de calcul de l'OFAS sur les prévisions financières de l'AVS ne chamboule pas les intentions de vote au niveau national, selon un sondage MIS Trend réalisé pour «Le Temps»

■ L'enquête révèle toutefois un fossé linguistique sur la question: si dans son ensemble la population suisse ne veut pas forcément un nouveau scrutin, une majorité de Romands souhaitent revoter

●●● PAGE 6

Kamala Harris dans les pas de Joe Biden

PROJET POLITIQUE Lors de leur convention nationale, qui s'est tenue cette semaine à Chicago, les délégués démocrates ont avalisé un programme électoral rédigé le 16 juillet, soit avant que Joe Biden ne retire sa candidature à sa réélection. Kamala Harris n'y est mentionnée qu'à 32 reprises, contre 287 fois pour le président sortant. A la décharge du parti, personne ne s'est jamais lancé aussi tard dans la course à la Maison-Blanche. En seulement un mois, la vice-présidente a réussi à s'imposer et à redynamiser ses troupes: fini l'air sévère de Joe Biden, place à l'optimisme et au «retour de l'espoir». Un contraste qui se joue sur la forme, et non sur le fond. Il y a toutefois une exception: Kamala Harris a présenté un plan économique, axé non pas sur l'emploi mais sur le pouvoir d'achat.

●●● PAGE 4

Primes maladie: et si chacun prenait enfin ses responsabilités!

OPINION



CYRIL AELLEN
CONSEILLER NATIONAL (PLR/GE)

Une chose semble probable: le gel des primes n'aura pas d'incidence sur la célérité et l'efficacité du travail de la classe politique

La fin du mois d'août rime souvent avec la fin des vacances et la joie d'une rentrée scolaire, professionnelle ou politique. Chacun retrouve avec plus ou moins d'enthousiasme les activités mises en veille avant la pause estivale. La fin du mois de septembre rimera quant à elle, comme chaque année, avec la traditionnelle fixation des nouvelles primes de l'assurance maladie.

Il est curieux de voir l'impatience avec laquelle la population attend cette nouvelle que, pourtant, elle redoute et connaît déjà. Il n'y a aucun mystère. La prime sera encore plus élevée que par le passé et cela, sensiblement. Pour une large part de la population le seuil de douleur sera une fois encore repoussé.

Il y a un an, durant la campagne des élections fédérales, j'avais été assez séduit par l'idée, principalement portée par la Fédération romande des consommateurs, d'un gel provisoire des primes d'assurance maladie à leur niveau actuel. Je l'avais dit publiquement à plusieurs reprises.

Deux considérations importantes étaient à l'origine de ma sympathie pour cette mesure: la population est déjà fortement mise à contribution en matière de coûts de la santé et, dans un esprit libéral, il est important de mettre une saine pression financière sur des prix fixés ou contrôlés par l'Etat. J'ai donc poursuivi la réflexion.

Politiquement, si, comme imaginé, le gel des primes de l'assurance maladie est utilisé comme un moyen de pression, cette dernière doit s'inscrire dans un objectif clairement défini et s'exercer sur la bonne cible.

De facto, un gel des primes priverait les caisses d'assurance maladie de revenus légalement destinés à payer des prestations médicales effectivement octroyées et dûment facturées. La question est donc de savoir si la gestion des caisses est la seule cause de l'augmentation des primes.

Avec des frais administratifs moyens de l'ordre de 5,1%, on peut certes

imaginer que des économies puissent être faites, mais il est difficile de prétendre que cette question constitue l'entier du problème. Aussi, un gel des primes doit impérativement s'accompagner d'une répercussion sur le responsable du prétendu surcoût.

Jémets donc une autre hypothèse: l'augmentation des primes est le fait de prestations médicales payées à des prix excessifs. Un gel des primes n'a alors de sens que si l'on dote les caisses de nouvelles compétences. La pression doit être efficace et ciblée.

Les caisses maladie devraient donc pouvoir répercuter leur manque à gagner sur les responsables des coûts: les prestataires de soins et les

entreprises pharmaceutiques. Les factures trop élevées ne doivent plus être intégralement remboursées. Une réduction linéaire ou choisie, peu importe, l'important est d'exercer une pression sur ceux qui nous étranglent financièrement chaque année un peu plus. Mais voulons-nous réellement déléguer cette tâche aux caisses maladie?

Jémets une autre hypothèse: l'augmentation des primes est le fait d'une surconsommation médicale des assurés. Il faut donc donner aux caisses le pouvoir d'évaluer librement la nature et l'étendue des prestations médicales facturées. Le superflu n'est plus remboursé. Il appartient à l'assuré de payer de sa propre poche ses excès. Est-ce la voie à suivre?

Pour ma part, je suis convaincu que l'augmentation régulière et importante des primes est d'abord la conséquence d'un système de soins performant, généreux et en constant développement. Des économies sont néanmoins possibles. Le développement rapide d'un dossier électronique du patient, une plus grande concurrence dans certains domaines comme l'analyse médicale ou les moyens auxiliaires médicaux ou l'administration généralisée de génériques sont, par exemple, d'évidentes sources d'économies importantes.

Mais ces mesures doivent être prises par une classe politique qui est plus souvent occupée à étendre le catalogue des soins couverts par l'assurance de base qu'à œuvrer pour réduire les coûts de la santé. Une chose semble probable: le gel des primes n'aura pas d'incidence sur la célérité et l'efficacité du travail de la classe politique. Peut-être même que l'explosion continue du montant des primes et le mécontentement légitime de la population qu'elle induit seront le moyen de pression le plus efficace sur une classe politique qui doit être mise face à ses responsabilités. ■

JO de Paris, clap de fin

CHRONIQUE



MARIE-HELENE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
MH.MIAUTON@BLUEWIN.CH

A juste titre, l'été s'est vécu au rythme des Jeux olympiques (et non des olympiades comme il se dit trop souvent). Des inquiétudes *ante*, il n'est rien resté durant le déroulement des joutes: la protection était assurée, l'enthousiasme populaire bien présent, les records ont plu. Au-delà des performances athlétiques, ce fut un vrai succès, bravo! Cela étant très sincèrement exprimé, quelques réflexions s'imposent avant le clap de fin.

La sécurité est une question de moyens mais surtout de volonté politique, se disent les Français, dont la criminalité explose depuis quelques années et qui n'en peuvent plus. Selon le service statistique ministériel de la sécurité intérieure, la hausse entre 2022 et 2023 atteindrait 5% pour les homicides, 13% pour les tentatives d'homicide, 9% pour les coups et blessures, 8% pour les violences à caractère sexuel. Sur une seule année, cette évolution est alarmante. Evidemment, il est impossible de maintenir constamment 35 000 membres des forces de l'ordre dans Paris, mais il serait bon qu'une certaine volonté subsiste, celle qui a permis par exemple de fermer les deals de crack qui s'incrustaient depuis trop longtemps sur le Champ de Mars ou Porte de la Chapelle. Les mauvais esprits s'interrogent au passage sur le fait qu'il ait fallu transférer 5000 migrants hors de Paris pour en améliorer l'image. D'autres s'étonnent que les eaux de la Seine aient été viabilisées à grands frais alors que la Mairie de Paris invitait jusqu'ici les habitants à vivre avec les «surmulots», euphémisme pour désigner les rats d'égout qui y nagent allègrement?

On peut se demander aussi, et c'est encore plus important, pourquoi les foules se sont tant enthousiasmées devant les athlètes. Pourquoi l'excellence, le goût de l'effort et la méritocratie, toutes valeurs habituellement jugées rétrogrades, ont-elles suscité l'engouement dès lors qu'il s'agissait de sport dans les stades et non pas d'enseignement dans les salles de classe? Sachant que les jeunes sportifs prometteurs s'entraînent quotidiennement dès le petit matin, pourquoi la moindre surcharge scolaire passe-t-elle pour esclavagiste? Si la concurrence fait toute la grandeur des compétitions, pourquoi les notes et les palmarès sont-ils vus comme discriminatoires à l'école? Et, pour filer la métaphore, pourquoi consent-on à organiser séparément des Jeux olympiques et des Jeux paralympiques, tandis qu'on prône une école absolument inclusive qui a pourtant montré ses limites? De la formule latine *Mens sana in corpore sano*, aurait-on oublié la prémisse?

Impossible de clore cette chronique sur les JO de Paris sans dire deux mots sur la cérémonie d'ouverture qui a tant fait couler d'encre alors qu'elle n'était qu'insignifiante. En écrivant ce mot, je devine mes lecteurs bondir. Je leur accorde que l'idée de faire défiler les délégations sous les ponts de Paris en bateau était réussie, tout autant que *La Marseillaise* chantée des toits du Grand Palais. Mais, à bien y réfléchir, tout ce qui était beau était historique et n'émannerait pas du spectacle proprement dit. La caméra traquerait la Ville Lumière dans toute sa splendeur. Ses monuments savamment illuminés parlaient d'un autre temps, où régnaient rois et reine (même décapités), et de la passion constructrice d'un XIXe siècle audacieux, en commençant par la tour Eiffel. Pour le reste qui s'inscrivait dans la modernité, que de lieux communs, d'images rabâchées, de références obligées et de transgressions coutumières (bel oxymore)! Oui, insignifiance est bien le mot dans la mesure où le signifiant exige un éclairage original, un regard singulier, une voix inédite, celle du poète par exemple: *Sous le Pont Mirabeau coule la Seine. Et nos amours, faut-il qu'il m'en souviennne? La joie venait toujours après la peine.* (Guillaume Apollinaire).

La joie après la peine, n'est-ce pas le lot des athlètes, acteurs prépondérants de la fête olympique et paralympique, dont l'effort, couronné ou vaincu, suscite l'admiration et encourage chacun au dépassement de soi. *Citius, Altius, Fortius.* ■

SUR NOTRE SITE

Réconcilier la France

«Le drame de Macron, ce n'est pas d'être jeune, c'est d'être égocentrique et il n'y a pas d'âge pour ça!» Que faut-il réparer en France pour la faire repartir? Notre dossier cet été a réuni des politiques – Jean-Louis Bourlangue, dont vous avez peut-être reconnu le franc-parler, – mais aussi Sandrine Rousseau; des universitaires – Monique Dagnaud, Marie Duru-Bellat, Jules Lepoutre; des experts, comme l'économiste Eric Chaney... A relire pour patienter, en attendant le futur gouvernement.



La science estime que des mesures politiques s'imposent en matière de biodiversité

OPINION

Tout le monde connaît les avantages qu'offrent une eau propre, des sols fertiles, des forêts vivantes, des prairies colorées et des paysages intacts. Ils façonnent notre santé, notre patrie et l'identité de la Suisse. Une plus grande biodiversité nous sera bénéfique à long terme et est indispensable pour nous adapter au changement climatique. La science affirme depuis longtemps qu'il est dans l'intérêt de la population et de l'économie de préserver la biodiversité et ses services écosystémiques tels que la pollinisation, la purification de l'eau ou la protection contre l'érosion. Des analyses largement étayées scientifiquement révèlent toutefois que l'état et l'évolution de la biodiversité en Suisse restent préoccupants. Malgré certaines améliorations à l'échelle locale, la situation globale continue de se détériorer et est nettement plus inquiétante que dans les pays voisins. L'atteinte à la biodiversité génère des coûts élevés pour la collectivité.

On sait où et comment agir pour inverser cette tendance négative. Les mesures et instruments existants n'ont été que partiellement mis en œuvre et ne suffisent manifestement pas à enrayer la perte quantitative et qualitative de milieux naturels et le recul de la diversité des espèces et de la diversité génétique. Les objectifs fixés par la Confédération n'ont pas été atteints. Toutefois, lorsque les mesures en faveur de la biodiversité sont mises

en œuvre de manière cohérente, elles permettent en général de nettes améliorations.

Si, au lieu de nous arrêter à mi-chemin, nous étendons et mettons en œuvre maintenant les mesures qui ont démontré leur efficacité, une inversion de tendance est possible. D'un

Les décisions les plus importantes sont désormais entre les mains de la population et des responsables politiques

point de vue scientifique, le constat est clair: nous avons besoin de davantage de surfaces de haute qualité écologique, sur lesquelles la biodiversité est une priorité et qui soient à la fois mieux reliées entre elles et préservées sur le long terme. Cela vaut pour les zones habitées, mais aussi pour les zones agricoles, dans les forêts, dans l'espace alpin, dans les milieux aquatiques et à leurs abords.

La nécessité d'agir de toute urgence pour préserver la biodiversité et

ses services écosystémiques a été reconnue par le Conseil fédéral et les cantons, lesquels ont proposé une voie à suivre pour l'avenir dans le contre-projet indirect à l'initiative «Biodiversité». Le contre-projet du Conseil fédéral a toutefois été rejeté de justesse par le Conseil des Etats, malgré le large soutien de la part des cantons. Pour que la Suisse puisse atteindre les objectifs de biodiversité fixés à l'échelle nationale et préserver les services écosystémiques vitaux, de nouvelles décisions politiques devront être prises rapidement. C'est pourquoi, en tant que scientifiques, nous considérons que les objectifs et finalités de l'initiative «Biodiversité» sont judicieux. Les décisions les plus importantes sont désormais entre les mains de la population et des responsables politiques pour réagir de manière adéquate aux connaissances fournies par la science, en faveur de la biodiversité et de la société suisse. ■

FLORIAN AUERMATT PROFESSEUR D'ÉCOLOGIE AQUATIQUE À L'UNIVERSITÉ DE ZÜRICH ET À L'INSTITUT FÉDÉRAL DE RECHERCHE SUR L'EAU (EAWAG).

LOÏC PELLISSIER PROFESSEUR EN ÉCOSYSTÈMES ET ÉVOLUTION DU PAYSAGE À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE ZÜRICH ET À L'INSTITUT FÉDÉRAL DE RECHERCHES SUR LA FORÊT, LA NEIGE ET LE PAYSAGE (WSL).

MARIA J. SANTOS PROFESSEURE EN SCIENCES DU SYSTÈME TERRE À L'UNIVERSITÉ DE ZÜRICH.

Hamas: la voie risquée du Conseil fédéral

LÉGISLATION En matière de répression du terrorisme comme de politique étrangère, le projet de loi interdisant l'autorité de fait à Gaza contrevient à la ligne ayant prévalu jusqu'au 7 octobre 2023. Un jeu diplomatiquement dangereux

MARC GUÉNIAT

C'est en quelque sorte le testament politique de Nicoletta della Valle. Sur le départ, la directrice de la police fédérale (Fedpol) a voulu frapper vite et fort en concoctant un projet de loi interdisant le Hamas, dans le contexte du conflit israélo-palestinien. Mais le moins que l'on puisse dire est que la solution privilégiée, endossée par le Conseil fédéral, suscite de vives critiques exprimées lors de la consultation.

Ce projet, que le Conseil fédéral espère utile à « la promotion des droits humains et la coexistence pacifique des peuples », constitue un marqueur à long terme de la politique étrangère helvétique. Un « jour précédent », selon l'Appel de Genève, organisation humanitaire visant à protéger les civils dans les conflits armés, par lequel « la Suisse s'éloigne de sa pratique historique consistant à ne pas tenir de listes «noires» d'organisations terroristes au-delà de celle assumée par le Conseil de sécurité des Nations unies ». Avec cette conséquence: «L'avantage diplomatique certain dont jouit actuellement la Suisse par rapport à tous ses voisins [...] serait définitivement perdu.»

Divergences

C'est ce qui explique le désaccord de certains offices de la Confédération, du côté des Affaires étrangères et de la Sécurité, précisent deux sources bien placées à Berne. Celles-ci confirment une information parue cet été sur la RTS sur la base des procès-verbaux de la Task Force Proche-Orient, instituée dès le 11 octobre sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, avec la majorité du Conseil fédéral. *Le Temps* a aussi obtenu ces documents grâce à la loi sur la transparence.

«Portant un collier avec l'étoile de David et avec l'hymne israélien comme sonnerie de téléphone [l'anecdote a déjà été relatée par le *Blick*, ndr], Nicoletta della Valle a perdu d'une son rôle après le 7 octobre, note l'une d'elles. Elle était si enthousiaste sur ce dossier qu'elle a permis à d'autres, notamment au Service de renseignement de la Confédération, de se délester de cet objet politiquement encombrant.»

Sur les ondes de la chaîne publique, l'ex-ambassadeur de Suisse à Téhéran et Berlin, Tim Guldemann, partageait ces doutes, se demandant si une telle loi était « utile et nécessaire » : « On ignore comment le conflit va se développer et il n'est pas impossible que la Suisse puisse jouer un rôle dans la résolution de cette catastrophe humanitaire et de ce problème politique difficile. » D'après lui, en prenant parti pour l'un des deux belligérants, cette possibilité s'effondre. Car jusque-là, la voie helvétique consistait à promouvoir une « politique de paix indépendante et impartiale [...] négociée, juste et durable, basée sur une solution à deux Etats » incluant « aussi la politique de contact avec le Hamas ».

À Berne, l'attaque sauvage du Hamas a fait bouger les lignes. Les commissions de sécurité des deux Chambres ont adopté une motion demandant au Conseil fédéral de l'interdire. Il s'y est résolu le 22 novembre. «On a seulement pu éviter que cette loi soit conçue sans consultation large», précise une de ces sources, avec cela, une «décision d'urgence prise sous le coup d'une vive émotion, alors que les massacres perpétrés à Gaza depuis suscitent eux aussi beaucoup d'indignation».

Et que se passera-t-il si toute la région s'embrase? Interdira-t-on tous les alliés du Hamas, dont le Hezbollah et tout simplement l'Iran? Lors des travaux de l'administration, entre novembre et février, ces questions n'ont pas été abordées si l'on se fie aux procès-verbaux, qui sont toutefois largement caviardés.

MAIS ENCORE

Un risque d'attentat en Suisse accentué

terroriste s'est accentuée en Suisse depuis le début de l'année, a averti hier le directeur du Service de renseignement de la Confédération (SRC) Christian Dussey. Il pointe une campagne lancée par l'organisation État islamique (EI) appelée à commettre des attaques en Europe. En comparaison avec l'évolution de la menace djihadiste, l'extrémisme violent de droite ou de gauche est plutôt stable, a assuré le chef du SRC. (ATS)



Une fresque à Gaza représentant des leaders historiques du Hamas; au centre, le fondateur du mouvement, Ahmed Yassine (1936-2004). (15 JUIN 2022/MOHAMMED SABER/EPA)

La solution retenue offre au Conseil fédéral la compétence d'ajouter les organisations pouvant être interdites en vertu de la loi Hamas. Une option qui s'écarte de travaux récents menés par le parlement. A partir de 2018, la question de ces listes noires a été abordée lors la révision de la loi sur le renseignement (LRens). Il s'agissait d'enfin doter la Suisse d'un arsenal juridique réprimant le terrorisme, au-delà du bricolage prévalant jusque-là. Il a fallu compléter l'article 260ter du Code pénal afin de sanctionner non seulement les organisations criminelles, comme les mafias, mais aussi les entités terroristes. Et abroger la loi (temporaire) interdisant Al-Qaïda et l'Etat islamique. Pour continuer à poursuivre ces deux organisations, ainsi que possible d'autres, on a modifié l'article 74 (LRens). Ce dernier ne vise aucun groupe, mais permet au Conseil fédéral de proscrire une organisation sanctionnée par l'ONU.

Hormis l'UDC, tous les partis avaient refusé que le gouvernement puisse agir indépendamment de l'ONU. «L'argu-

ment principal opposé était justement la souveraineté, afin d'éviter que le Conseil fédéral soit soumis à des pressions diplomatiques de la part d'Etats étrangers pour interdire une organisation spécifique. Et c'est ce qu'on accepte de faire ici», explique Kastriot Lubishtani, avocat à Lausanne et rédacteur d'une thèse sur la législation terroriste en Suisse.

Séparation des pouvoirs mise à mal

Le rapport du Conseil fédéral souligne que le Royaume-Uni ou l'Union européenne (UE) ont pris de telles mesures contre le Hamas. Mais il omet de préciser que les organisations visées disposent d'un droit de recours, ce qui n'est pas le cas avec ce projet de loi. La Cour de justice de l'UE a d'ailleurs rendu un arrêt annulant le maintien du Hamas sur une liste de sanctions.

En clair, on abandonne un paradigme «solide et sûr» en faveur d'un projet «fondamentalement contraire au principe de la séparation des pouvoirs», regrette Kastriot Lubishtani. De fait, il ôte au juge pénal toute marge

d'appréciation. Car la loi lui «apportera la preuve» que le Hamas (et les entités poursuivant les mêmes buts, qui ne sont pas définis) est une organisation terroriste; et elle proclame que le Hamas en est une au sens du Code pénal. «Cette formulation est au

«Ce projet vise à court-circuiter l'examen du pouvoir judiciaire pour lui substituer l'appréciation du législateur»

KASTRIOT LUBISHTANI, AVOCAT

mieux un abus de langage, au pire une méconnaissance crasse des principes de la procédure pénale, parce qu'elle n'apporte la preuve de rien. Seule une procédure pénale peut démontrer que

le Hamas poursuit un but terroriste. Ce projet vise à court-circuiter l'examen du pouvoir judiciaire pour lui substituer l'appréciation du législateur», relève Kastriot Lubishtani.

Il ne resterait donc au juge plus qu'à condamner. En pratique, le Ministère public de la Confédération (MPC), compétent sur le terrorisme, reste sceptique: «On peut se demander comment les tribunaux traiteraient cette question s'ils arrivaient à la conclusion que le Hamas ne répond pas aux critères d'une organisation terroriste [...], alors que le législateur définit le Hamas comme tel.» Cela pourrait conduire à des acquittements «dououreux», à l'encontre du but visé.

Incertitude autour du «soutien»

Un autre problème réside dans l'étendue des comportements réprimés. Le rapport explicatif précise que «la propagande, le recrutement, le soutien financier et d'autres activités [...] peuvent être systématiquement passibles de poursuites pénales.» En réalité, il va plus loin encore à travers la notion de «soutien» de l'article 260ter. Alors que, par le passé, ce soutien n'était punissable que s'il se rapportait à l'activité criminelle de l'organisation, la disposition se réfère désormais au soutien à son activité quelle qu'elle soit. Le Hamas étant l'autorité de facto dans la bande de Gaza depuis 2007, où vivent plus de deux millions de personnes, tout acte, même inoffensif, pourrait être considéré comme un soutien au Hamas.

Ce que n'ont pas manqué de relever plusieurs organisations présentes dans la région. Très inquiet quant à la poursuite de son travail en faveur de la paix au Proche-Orient, le Centre de politique de sécurité se demande s'il entre dans le champ de la loi. Car la clause d'exemption pour les services humanitaires n'exclut pas l'activité de cette fondation genevoise, qui rassemble 52 Etats et forme diplomates, fonctionnaires et soldats: «Dans quelle mesure nos engagements avec des fonctionnaires recevant un salaire de l'autorité de facto de Gaza pourraient être qualifiés de «soutien»?»

Dans les prochains mois, le Conseil fédéral devra décider de tenir compte ou non de ces interrogations. ■

Vive inquiétude de la Genève internationale

ONG Si les organisations comme le CICR et l'appel de Genève pourront bénéficier d'exemptions humanitaires en cas d'adoption de la loi interdisant le Hamas, d'autres organisations accomplissant un travail plus politique risquent d'en subir les effets indésirables

STEPHANE BUSSARD
X @StephaneBussard

Le projet de loi du Conseil fédéral visant à interdire le Hamas secoue la Genève internationale. Les organisations humanitaires comme le CICR ou l'Appel de Genève se sont vite demandé si elles allaient pouvoir continuer leur travail en discutant avec tous les acteurs d'un conflit. D'un point de vue juridique, le projet de loi a d'emblée inclus des exemptions humanitaires. Les organisations qui ont des contacts avec des personnes ou des groupes interdits pourront continuer à traiter avec eux pour des raisons purement humanitaires. Ce principe d'exemptions a d'ailleurs déjà été intégré il y a 2 ans dans la loi antiterroriste suisse.

Le CICR pourra toujours discuter avec le Hamas. Son rôle à cet égard repose précisément sur la neutralité suisse. C'est à ce titre que l'institution genevoise a pu jouer les intermédiaires entre Israël et le Hamas pour faire libérer une centaine d'otages détenus à Gaza depuis le 7 octobre

2023. Le Conseil de sécurité de l'ONU encourage d'ailleurs les Etats à intégrer dans leur législation ce principe d'exemptions humanitaires.

Les inquiétudes à Genève au sujet du projet de loi sont plus d'ordre politique. Le Conseil d'Etat genevois s'en est fait l'écho en réponse à la consultation. Dans une lettre adressée au conseiller fédéral Beat Jans, il déplore qu'il ne soit pas fait mention « du risque » que poserait l'adoption de cette loi en termes de « perception de Genève comme un espace neutre ». Le gouvernement genevois s'inquiète aussi de l'impact que pourrait avoir la loi sur les activités futures des organisations basées au bout du Léman. A titre d'exemple, le DCAF (Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité) a travaillé dans les territoires occupés palestiniens. Il a eu des contacts avec des fonctionnaires à Gaza qui sont forcément liés au Hamas pour les former en matière de sécurité. Or ce travail n'a rien d'humanitaire et devrait être prohibé par la future loi.

Ces derniers jours, des représentants des Forces de soutien rapide (FSR), un groupe paramilitaire soudanais qui a commis les pires atrocités envers des civils, étaient à Genève pour négocier notamment avec les Américains. Pourquoi les FSR devraient-ils pouvoir négocier à Genève et pas le Hamas? Le principe de deux poids, deux mesures menace de miner la crédibilité de la Suisse. ■

Un programme en retard sur la candidate

ÉTATS-UNIS Les délégués démocrates ont adopté un programme électoral écrit avant le retrait de Joe Biden. Nouvelle désignée, Kamala Harris ne semble pas être pressée de tracer son propre chemin sur le fond, à part la bataille annoncée pour le pouvoir d'achat

SIMON PETITE, CHICAGO
 @simonpetite

«Le président Biden, sa vice-présidente Harris et les démocrates se présentent pour finir le travail. [...] Cette élection est un choix entre deux visions économiques très différentes pour l'Amérique: celle de Donald Trump, qui voit le monde depuis son country club de Mar-a-Lago et celle de Joe Biden qui l'appréhende depuis la table de cuisine des Américains, comme à Scranton [en Pennsylvanie, ndr] où il a grandi.» A lire le programme électoral des démocrates, Joe Biden n'a pas passé le témoin à sa vice-présidente, Kamala Harris. Pourtant, c'est bien elle qui a accepté l'investiture de son parti lors du discours le plus important de sa carrière hier soir, bouquet final de la convention de Chicago.

La forme d'abord
 Qu'importe si ce document de 92 pages vantant le bilan de l'administration Biden et présentant les grandes lignes pour le poursuivre n'a pas été mis à jour. Les délégués de la convention l'ont adopté sans sourciller lundi. Cette plateforme mentionne le président à 287 reprises. Le nom de sa vice-présidente, au contraire, n'apparaît que 32 fois. Elle est seulement citée trois fois indépendamment du président. Elle est créditée pour ses efforts afin d'améliorer l'accès aux soins maternels pour les femmes ou sur la prévention de la violence armée, deux chevaux de bataille de la vice-présidente restée longtemps dans l'ombre de Joe Biden.

A la décharge du parti, personne ne s'est jamais lancé aussi tard dans l'interminable course à la Maison-Blanche

«Cette plateforme a été adoptée en comité le 16 juillet, quelques jours avant que le président retire sa candidature. C'est une affirmation du travail historique qu'ont effectué main dans la main le président Biden et sa vice-présidente Harris», tentait de se rattraper la direction du Parti démocrate, dans un communiqué dimanche. A la décharge du parti, personne ne s'est jamais lancé aussi tard dans l'interminable course à la Maison-Blanche. En un temps record, un mois, Kamala Harris a réussi à s'imposer dans son parti et à le redynamiser. A tel point qu'elle devance désormais Donald Trump dans les sondages au niveau national, même si l'élection du 5 novembre se jouera dans une poignée d'États.

En contradiction avec ce programme repris mot pour mot, Kamala Harris et son colistier Tim Walz, le gouverneur du Minnesota, qui a accepté mercredi l'investiture de son parti, ont adopté un style politique qui tranche avec celui du président vieillissant. Son air sévère pour alerter sur les menaces contre la démocratie américaine



Les déléguées démocrates célèbrent leur nouvelle leader. (CHICAGO, 20 AOÛT 2024/SUSAN MEISELAS/MAGNUM PHOTOS)

en cas de retour de Donald Trump à la Maison-Blanche n'avait pas mobilisé les électeurs. Plus jeune, le ticket démocrate mise sur l'optimisme et le «retour de l'espoir», comme ont tenté de l'accréditer avec talent les époux Obama, mardi soir sur la scène de Chicago.

Moquée pour son rire sonore, la candidate veut en faire un atout. L'improbable duo Harris-Walz se présente comme des

«guerriers joyeux» qui entreprennent de tourner en dérision Donald Trump. Le candidat républicain dresse, au contraire, un tableau apocalyptique de l'Amérique entre immigration de masse (les arrivées ont toutefois récemment diminué à la frontière avec le Mexique) et des crimes en conséquence hors de contrôle. En réalité, la criminalité a peu de liens avec l'immigration et elle retrouve les niveaux d'avant la pan-

démie de covid dans la plupart des grandes villes des États-Unis.

Pour les démocrates, ce contraste sur la forme, plutôt que sur le fond, fonctionne pour l'instant à merveille. Comme les conventions offrent traditionnellement un rebond dans l'opinion, l'équipe de campagne de Kamala Harris n'est pas pressée de changer de stratégie et de s'attaquer aux questions qui fâchent.

Il y a pourtant une exception de taille. Elle porte sur une vulnérabilité majeure des démocrates: l'inflation. Vendredi passé, Kamala Harris a présenté son programme économique, axé non pas sur l'emploi mais sur le pouvoir d'achat. L'administration Biden se targue d'avoir créé 16 millions de postes, en investissant notamment dans les semi-conducteurs ou la transition énergétique. Mais la bonne santé de l'économie américaine, avec un taux de croissance de 2,8% au deuxième trimestre 2024 et un taux de chômage de 4,3% est obscurcie par l'inflation. Bien qu'elle diminue, les prix sont 20% plus élevés que sous l'administration Trump.

Kamala Harris a proposé plusieurs mesures pour baisser les prix, les coûts de la santé et du logement

Pour neutraliser les critiques du milliardaire, Kamala Harris a proposé plusieurs mesures pour baisser les prix dans les supermarchés, les coûts de la santé et du logement ainsi que les frais pour les enfants à charge. La candidate veut maintenir la pression sur les laboratoires pharmaceutiques pour faire baisser les prix des médicaments et annuler les dettes contractées pour se soigner. Elle a émis l'idée d'une aide publique pour accéder à la propriété et veut des rabais fiscaux pour les familles, autant de mesures qui devront être votées par le Congrès, qui sera aussi renouvelé lors des élections de novembre.

Concours de personnalités
 Mais ce sont surtout ses propositions pour faire baisser le prix des courses des Américains qui continuent de susciter la controverse. Elle veut en effet s'attaquer aux «prix abusifs», selon elle, pratiqués par certains acteurs économiques. Elle est toutefois restée évasive sur les moyens à employer. Mais Donald Trump a eu beau jeu de critiquer un programme inspiré du «Venezuela», voire de l'«Union soviétique».

Certains économistes ont pointé le fait que l'inflation n'était pas simplement causée par des entreprises profitant de la situation pour augmenter artificiellement leurs prix. Mercredi sur la chaîne MSNBC, le patron du géant de la distribution Target, Brian Cornell, a estimé que le commerce de détail opérait dans «un environnement très compétitif avec très peu de marge». Dans un éditorial cinglant vendredi dernier, le *Washington Post* dénonçait des «trucs» plutôt que des idées économiques sérieuses. Le comité pour un budget fédéral responsable, un organisme bipartisan, pointait que ces mesures alourdiraient les déficits de l'État américain de 1700 milliards de dollars sur dix ans. Avec un tel accueil, la candidate a tout intérêt à continuer de faire de cette campagne un concours de personnalités plutôt qu'un débat sur les sujets les plus polémiques, où elle devra défendre les aspects les moins reluisants du bilan de Joe Biden. ■

EN BREF

L'espoir d'une trêve s'éloigne

Les espoirs s'amenuisaient encore davantage hier pour un cessez-le-feu dans la bande de Gaza. De nouvelles négociations entre Israël et les médiateurs, américain, qatari et égyptien, sont en principe prévues cette semaine au Caire. Le président américain, Joe Biden, a «souligné l'urgence de finaliser un accord sur un cessez-le-feu et une libération des otages». Mais le bureau le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fait savoir que ce dernier insistait pour atteindre «tous les objectifs de la guerre». «Cela requiert de sécuriser la frontière sud» de Gaza avec l'Égypte, a-t-il dit, en allusion à une bande de terre le long de la frontière appelée «couloir de Philadelphie». ATS

Aide humanitaire au Soudan

L'ONU a annoncé l'entrée d'un convoi d'aide humanitaire mardi au Soudan via le point de passage frontalier d'Adré, entre le Tchad et le Darfour, rouvert pour trois mois après six mois de fermeture. Plus d'une douzaine de camions d'aide – dont plusieurs du Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation internationale des migrations (OIM) – sont entrés au Darfour depuis le Tchad. Les camions du PAM ont convoyé du sorgho, des légumineuses, de l'huile et du riz qui devraient bénéficier à quelque 13000 personnes menacées de famine, tandis que ceux de l'OIM étaient destinés à quelque 12000 personnes, a affirmé un porte-parole. ATS

Deux tempêtes au Bangladesh

Le gouvernement intérimaire du Bangladesh a annulé hier le passeport diplomatique de l'ex-première ministre Sheikh Hasina. Chassée du pouvoir après des manifestations sanglantes, elle a fui vers l'Inde début août. Le Ministère de l'intérieur a déclaré que le passeport de Sheikh Hasina ainsi que ceux de ses ministres et des anciens parlementaires devaient «être annulés». Par ailleurs, des inondations provoquées par des pluies torrentielles ont submergé une partie du Bangladesh, ont déclaré hier les autorités, des catastrophes naturelles qui viennent s'ajouter aux défis du nouveau gouvernement après des semaines d'agitation politique. ATS

Réélection de Maduro validée

La Cour suprême du Venezuela, que la plupart des observateurs considèrent comme inféodée au pouvoir, a validé hier la réélection du président Nicolas Maduro alors que l'opposition, qui revendique la victoire, avait déclaré «nulle et non avenue» toute décision de la haute juridiction sur le sujet. La Cour «certifie de manière non contestable le matériel électoral et valide les résultats de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024, émis par le Conseil national électoral (CNE), où le citoyen Nicolas Maduro Moros a été élu président de la République bolivarienne du Venezuela pour la période constitutionnelle 2025-2031», a affirmé sa présidente Carylslia Rodriguez. AFP

En Italie, la citoyenneté vaut de l'or

PASSEPORT La médaille olympique de l'équipe de volley féminin a ravivé un vieux débat. Le parti de Silvio Berlusconi se déclare favorable à la naturalisation des enfants étrangers ayant terminé le cycle scolaire. Les démocrates l'accusent de faire de beaux discours sans projet concret

ANTONINO GALOFARO, MILAN
X @ToniGalofaro

Il est hors de question d'accorder la nationalité italienne aux enfants étrangers ayant terminé l'école obligatoire. Et encore moins à quiconque est né sur le sol transalpin. Le vice-premier ministre Matteo Salvini coupe court. La «question n'est pas dans l'agenda du gouvernement, elle n'est pas dans le programme, elle ne se trouve sur aucune table», lâche-t-il dans le *Corriere della Sera* du 22 août. Le patron du parti d'extrême droite la Lega participe au débat estival sur la naturalisation. Les polémiques sont nées au milieu des vacances d'août, sacrées en Italie. La proposition de réformer le système d'acquisition du passeport italien n'est cependant pas lancée par l'opposition mais par les héritiers de Silvio Berlusconi. Le débat s'ouvre plus d'une semaine après la fin des Jeux olympiques. A Paris, l'équipe féminine de volley, menée par Paola Egonu, remporte la médaille d'or. La joueuse est née en Italie de parents nigériens. Ainsi, pour les militants et quelques élus de droite, sa couleur de peau remet en question

sa nationalité. Elle est pourtant italienne. La jeune sportive est dessinée sur une façade près du siège du Comité olympique italien mais l'œuvre a été altérée: la peau de l'athlète, peinte en noire, a été blanchie. L'histoire se tasse avant que, quelques jours plus tard, Forza Italia, le parti fondé par le magnat des médias, n'évoque une réforme de l'accès à la citoyenneté italienne. «C'est un refrain qui revient toujours, assure la sénatrice démocrate Simona Malpezzi. Lorsque l'on voit de jeunes sportifs, ayant sans doute eu du mal à obtenir la nationalité italienne, gagner des médailles, certains commencent à comprendre que le monde est sans doute plus grand de ce qu'ils imaginaient.»

Dénatalité croissante

Or les élus de la droite modérée reprennent simplement la position de leur leader. «Nous sommes favorables à une norme permettant aux jeunes immigrés ayant fréquenté un cycle scolaire complet d'obtenir la citoyenneté», avait affirmé l'ancien premier ministre, un an avant sa mort. «Je ne comprends pas si derrière ces déclarations, il y a ce principe que nous partageons, commente l'élue et ancienne



Paola Egonu et sa coéquipière Monica de Gennaro, victorieuses. La star du «pallavolo» est italienne, née de parents nigériens. (PARIS, 8 AOÛT 2024/PATRICIA DE MELO MOREIRA/AFP)

enseignante: à savoir que celui qui a étudié en Italie, ou qui est en train d'étudier ici peut être considéré comme Italien.» La Milanaise est en effet la principale signataire d'un projet de loi

«Je le dis depuis toujours, qui naît en Italie est Italien»

SIMONA MALPEZZI, PARTI DEMOCRATE

visant à modifier la législation sur la citoyenneté. Son texte attend depuis bientôt un an et demi d'être examiné par les parlementaires. Le débat en cours ne l'a pas exhumé. «J'aimerais comprendre ce qu'il y a derrière leurs paroles,

car nous n'avons jamais vu une proposition concrète de Forza Italia, nous ne nous sommes jamais assis ensemble autour d'une table», ajoute Simona Malpezzi.

Sa proposition vise à offrir la citoyenneté italienne aux mineurs étrangers ayant occupé les bancs d'une école pendant au moins cinq ans, et non dix ans comme le proposent les héritiers de Silvio Berlusconi. Elle veut de cette manière intégrer non seulement les étrangers nés en Italie mais aussi tout mineur étant arrivé dans la Péninsule avant son douzième anniversaire. La proposition de loi concerne 900 000 mineurs étrangers, soit environ 10% du total des écoliers dans la Botte. Le texte est déjà une concession pour la démocrate, favorable au droit du sol: «Je le dis depuis toujours, qui naît en Italie est Italien.»

La question de la citoyenneté n'est pas la seule à crisper la droite au gouvernement en cette fin de mois d'août. Mercredi, lors d'un important meeting catholique organisé tous les ans à Rimini, le gouverneur de la Banque d'Italie a déclaré que pour «favoriser la croissance», et «réduire la dette publique», l'Italie devait accueillir davantage «d'immigrés réguliers». La Péninsule, souffrant de l'un des taux de dénatalité les plus élevés d'Europe, manque en effet de «capital humain» en âge de travailler, pour reprendre les paroles du gouverneur. «Depuis près de quarante ans, l'Italie a une fécondité extrêmement basse, moins d'1,5 enfant par femme», donc sous la moyenne européenne, détaille Alessandro Rosina, professeur de démographie à l'Université catholique du Sacré-Cœur à Milan.

Quel rapport entre la question de la dénatalité et celle de la citoyenneté? «Les statistiques nous montrent que toujours plus de jeunes Italiens quittent le pays à la recherche de meilleures opportunités, répond le démographe. Cette tendance est encore plus forte parmi les jeunes nés de parents immigrés. Leur accord de la nationalité italienne accroît au contraire leur sens d'appartenance à une communauté, il faut donc valoriser les parcours d'intégration, de formation et ce sens d'appartenance sociale. Sinon, le risque est d'investir dans leur formation pour ensuite les offrir, passez-moi l'expression, aux autres pays.» Et de conclure: «Le gouvernement actuel, au-delà des intentions, n'a pas réussi à inverser cette tendance.» Et il ne compte pas y répondre en facilitant les naturalisations. ■

Après les Jeux, le casse-tête du gouvernement

FRANCE Emmanuel Macron entame ce vendredi des consultations avec les dirigeants des partis. Il devrait nommer dans la foulée son nouveau premier ministre, plus de six semaines après la dissolution de l'Assemblée nationale. L'exercice est compliqué et très délicat

STEPHANE BUSSARD
X @StephaneBussard

Un rendez-vous à l'Elysée sous haute tension. A partir de vendredi matin et jusqu'à lundi, le président français, Emmanuel Macron, reçoit les chefs de parti et de groupe parlementaire pour tenter de trouver une issue à la crise politique qui secoue l'Hexagone depuis les législatives du 7 juillet. Les premiers conviés sont les représentants du Nouveau Front populaire (NFP) qui se rendront à l'Elysée avec un haut fonctionnaire qu'ils proposent pour le poste de première ministre, Lucie Castets.

Même si les Jeux paralympiques commencent le 28 août, la trêve olympique souhaitée par le chef de l'Etat est terminée. Mais la France s'impatiente. Depuis plus d'un mois et demi, le pays n'a plus de premier ministre de pleins droits. Gabriel Attal est démissionnaire et chargé de gérer les «affaires courantes». Paradoxalement, il a émis auprès des ministres eux aussi démissionnaires des propositions budgétaires visant à geler les dépenses de l'Etat en 2025, suscitant l'ire de ceux qui estiment qu'aucune décision ne peut être prise par un gouvernement sur le départ.

Quant au chef de l'Etat, qui s'est toujours vanté d'être le «maître des horloges», il est accusé de toute part de jouer la montre. Or, l'article 8 de la Constitution française est clair: il a l'obligation de nommer un chef du gouvernement même si aucune majorité ne se dégage à l'Assemblée nationale. Certains élus y voient un déni de démocratie après la victoire relative du Nouveau Front populaire (PS, écologistes, La France insoumise et le Parti communiste), la défaite de la majorité présidentielle et l'incapacité du Rassemblement national à prendre les rênes du gouvernement. Le politologue François Miquet-Marty, cité par l'AFP, analyse: «Emmanuel Macron espère que le temps fera émerger des alliances qui ne semblent actuellement pas possibles aujourd'hui.» Et le politologue d'ajouter, ironique: «C'est un maître des horloges très contraint parce que le temps ne joue pas pour lui.»

Les lignes rouges

Le retard pris par Emmanuel Macron rend le climat politique français délétère. Il s'explique en partie par la nouvelle configuration de l'Assemblée nationale, sans véritable majorité, avec trois blocs plus ou moins égaux. Un fait unique sous la Ve République. La gauche, qu'on croyait unie derrière Lucie Castets, s'est à nouveau déchirée après la publication voici quelques jours d'une tribune dans la presse signée par trois pontes de LFI dont Jean-Luc Mélenchon appelant à la destitution d'Emmanuel Macron. L'opinion diffusée a produit l'effet d'une bombe au sein du

Parti socialiste écartelé entre les anti-et pro-LFI. Le nouveau clash au sein du NFP, lequel avait déjà mis des semaines à s'entendre sur un candidat au poste de premier ministre, apparaît comme du pain béni pour le président qui n'a jamais caché ses réticences à nommer Lucie Castets à Matignon. Mais il ne rend la tâche du chef de l'Etat pas moins délicate. Ne pas tenir compte de la victoire relative du NFP lors des législatives de juillet pourrait produire un effet boomerang et susciter une réaction violente de la rue dénonçant un déni de démocratie.

La réunion d'Emmanuel Macron avec les représentants du NFP, puis avec la droite de Laurent Wauquiez vendredi après-midi sera suivie lundi par des consultations du président avec les dirigeants du Rassemblement national, Marine Le Pen et Jordan Bardella. Même Eric Ciotti, qui, en tant que président des Républicains s'était allié au RN lors des législatives, sera reçu à l'Elysée au nom de son micro-parti «Les Républicains à droite» qui disposent de 17 élus à l'Assemblée nationale. Ce n'est qu'après ce processus que le nouveau premier ministre devrait être nommé.

Emmanuel Macron a ses lignes rouges: il est hors de question d'avoir un gouvernement avec des ministres de LFI. Dans cette logique, il craint que la candidature de Lucie Castets ouvre la porte du cabinet gouvernemental à des élus de La France insoumise. A l'Elysée, on est catégorique: la censure d'un gouvernement Castets comprenant des ministres insoumis «est acquise. C'est arithmétique.»

Le chef de l'Etat cherchera-t-il à créer une large coalition avec des socialistes ou à constituer une équipe gouvernementale avec des figures connues de la droite? Selon l'Elysée, l'objectif est de «continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible au service du pays».

Attal le plus populaire

Parmi les papables, des noms circulent plus que d'autres: l'ex-ministre du Travail (dans le gouvernement de François Fillon) Xavier Bertrand, Michel Barnier, ex-négociateur de l'UE, les ex-premiers ministres Bernard Cazeneuve et Jean-Pierre Raffarin voire le maire socialiste de Saint-Ouen Karim Bouamrane. Testé parmi 35 personnalités lors d'un sondage Harris Interactive, Gabriel Attal, le premier ministre démissionnaire, reste le plus populaire auprès des Français avec 40% d'avis favorables. Cheffe de file de LFI, Mathilde Panot rue pour sa part dans les brancards: «Nous respectons la parole que nous avons donnée aux électeurs autour de notre programme et nous ne voulons pas d'un gouvernement d'union nationale.»

Le temps presse. La France n'est pas la Belgique qui a réussi à tenir 541 jours sans gouvernement. Les échéances pour le futur gouvernement français vont vite arriver. A commencer par l'élaboration d'un budget qui s'annonce explosif. Sommée par l'UE de réduire son déficit d'ici au 20 septembre, la France devrait, selon les estimations, économiser jusqu'à 20 milliards d'euros pour la seule année 2025. ■

La Russie accuse Kiev de viser une centrale nucléaire

CONTRE-OFFENSIVE Plus de 130 000 personnes ont fui la région de Koursk. Vladimir Poutine accuse l'Ukraine d'avoir voulu frapper la centrale nucléaire

ATS

Vladimir Poutine a accusé jeudi l'Ukraine d'avoir tenté de frapper la centrale nucléaire de Koursk pendant la nuit, dans la région russe éponyme, en proie à une offensive des forces de Kiev depuis deux semaines.

Le président russe n'a fourni aucun détail ni présenté directement de preuves mais il a assuré que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait «été informée» et avait «promis d'envoyer des spécialistes pour évaluer la situation».

Ferry coulé

Depuis le début de l'offensive ukrainienne, plus de 130 000 personnes ont fui les combats et les bombardements, selon les autorités de la région de Koursk.

Par ailleurs, un ferry transportant des citernes de carburant a coulé hier dans un port russe situé face à la Crimée annexée, après avoir été touché par une attaque ukrainienne, ont rapporté les autorités régionales. ■

L'initiative «Biodiversité» crée un débat de chiffres

VOTATION Le texte «Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage» suscite des inquiétudes chez les opposants, avec des accusations de confiscation potentielle d'un tiers du territoire suisse

DIMITRI FAVRE

«Trente pour cent de surfaces confisquées? Production suisse en danger!» C'est l'un des slogans les plus fréquemment brandis par les opposants à l'initiative «Pour l'avenir de notre nature et de notre paysage», communément appelée initiative «Biodiversité». Pour ceux qui suivent les débats télévisés, voient les affiches, ou naviguent sur internet, le point d'interrogation de cette phrase dépasse rapidement sa fonction rhétorique pour devenir le symbole d'une incertitude plus profonde. D'où provient ce fameux pourcentage, et est-il réellement question de céder près d'un tiers du territoire suisse pour le consacrer à la biodiversité lors du vote du 22 septembre prochain?

«Au-delà de la quantité, l'emplacement et la qualité des surfaces sont déterminants»

SARAH PEARSON PERRET, DIRECTRICE ROMANDE DE PRO NATURA

Le seuil de 30% provient d'un accord mondial sur la biodiversité signé lors de la COP15 à Montréal, où les pays participants se sont engagés à protéger cette proportion des surfaces terrestres et maritimes d'ici à 2030. De plus, Pro Natura, l'une des organisations à l'origine de l'initiative, mentionne cet objectif sur son site internet comme une volonté explicite: «Il faut maintenant réellement s'atteler à la concrétisation et à la mise en œuvre de cet objectif dit «30by30.» Cependant, les responsables de l'initiative affirment que ce chiffre n'est pas un objectif du texte, mais plutôt une interprétation exagérée par les opposants.

Sarah Pearson Perret, directrice romande de Pro Natura, clarifie: «L'initiative demande à la Confédération et aux cantons de mettre à disposition les surfaces mais également les instruments et les moyens financiers nécessaires à la sauvegarde et au renforcement de la biodiversité. En cas d'acceptation de l'initiative, le Conseil fédéral, le par-

lement et les cantons détermineront quelles sont les mesures nécessaires.» Elle insiste sur le fait que l'initiative ne fixe aucun objectif chiffré, car «au-delà de la quantité, l'emplacement et la qualité des surfaces sont déterminants pour la biodiversité et les besoins sont variables d'une région à une autre. Si la quantité ne rime pas avec la qualité, il ne sert à rien de disposer d'espaces protégés. On le constate par exemple dans le mauvais état des marais, pourtant protégés, et pour lesquels les moyens manquent cruellement.»

Selon elle, ce chiffre est principalement utilisé pour susciter la peur et la confusion parmi la population. Elle précise que la loi ne prévoit en aucun cas de «confisquer du territoire», soulignant que la plupart des zones dites «protégées» n'excluent pas une activité humaine.

«Loi floue»

Les opposants restent néanmoins sceptiques. Pour eux, l'objectif des initiateurs est clair: «Réserver 30% de la surface du pays à la biodiversité.» Alexandre Truffer, directeur de la communication de Promoterre, l'Association vaudoise de promotion des métiers de la terre, et responsable de la campagne du non en Suisse romande, reconnaît qu'il n'est pas certain que ces 30% dédiés à la biodiversité deviennent réalité. Cependant, il souligne que «la statistique ne sort pas de nulle part». Selon lui, ce pourcentage a été largement utilisé par les initiateurs, notamment par Pro Natura, pour promouvoir leur cause. Il insiste sur l'importance de considérer l'initiative dans son contexte global: «Nous devons envisager tous les scénarios possibles en raison de cette loi floue. C'est le chiffre qui a été mis en avant par les initiateurs et les traités internationaux.»

Pour rappel, en cas de victoire de l'initiative, sa mise en œuvre dépendra du parlement, qui devra traduire ces principes en lois concrètes. Or, ce parlement n'est actuellement pas majoritairement en faveur de l'initiative, ce qui pourrait entraîner des discussions approfondies sur les modalités d'application. Ces débats auront un impact sur la manière dont les objectifs seront définis dans la loi.


Pour Alexandre Truffer, cette initiative révèle un conflit plus profond entre deux visions de la nature: celle d'un environnement de loisirs pour les citadins et celle d'un environnement de travail pour les agriculteurs. Il conclut en soulignant que la loi proposée ne prend pas en compte les besoins ni la contribution des agriculteurs à la société. ■

SUR LE WEB

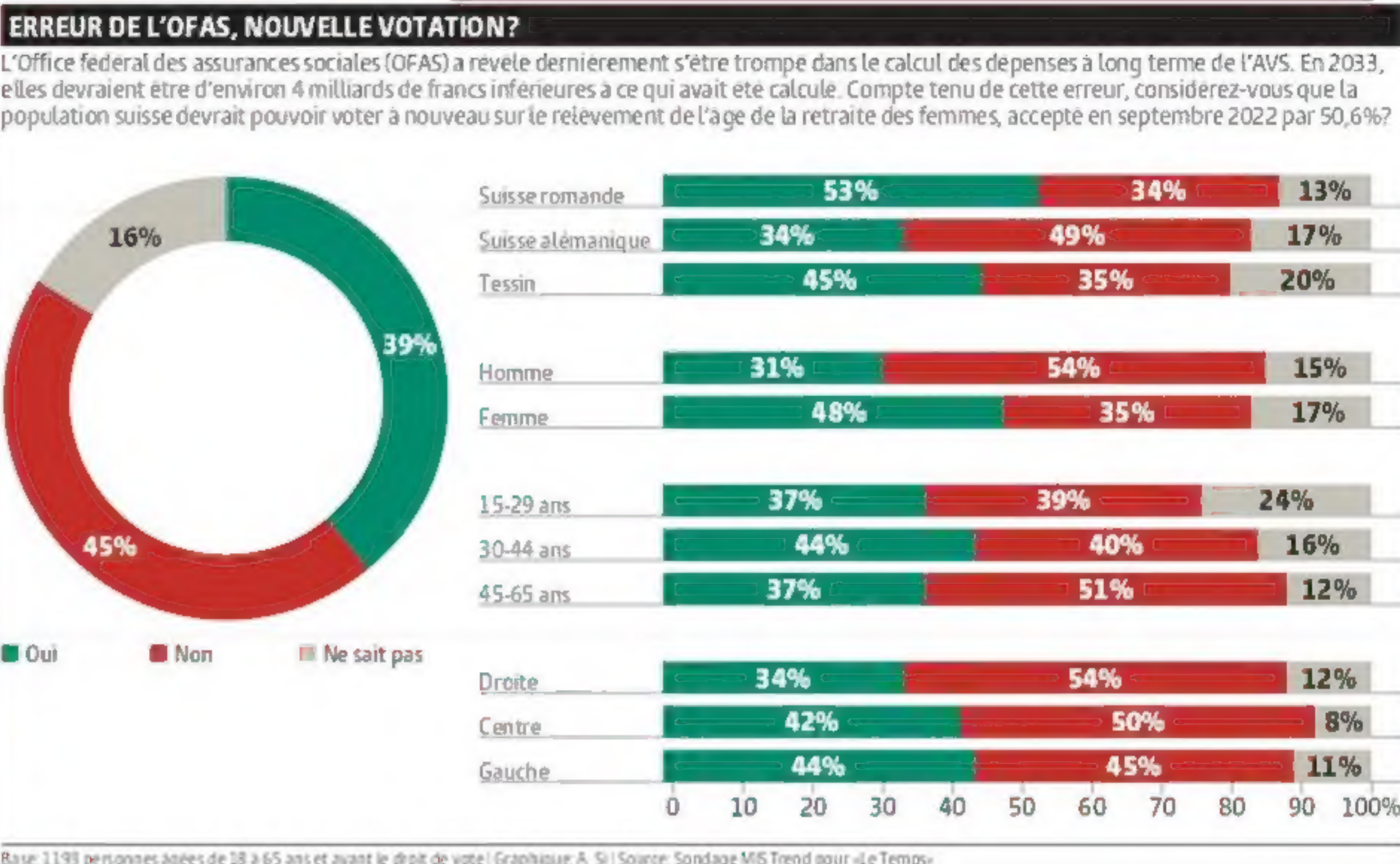
Alain Ribaux ne briguerait pas de quatrième mandat

On attendait sa décision depuis des mois. Le PLR neuchâtelois vient d'annoncer qu'il quittera le Conseil d'Etat l'an prochain. Un coup dur pour son parti, qui aura du mal à conserver sa majorité gouvernementale.

Retrouvez l'article d'Alexandre Steiner en scannant ce code QR.



Chiffres de l'AVS: une majorité de Romands désirent revoter



OPINION Un sondage du «Temps» montre que la bourde de l'Office fédéral des assurances sociales porte peu à conséquence. Si les Femmes socialistes et Les Vert-e-s ont fait recours, la majorité des personnes interrogées ne veulent pas de nouveau scrutin

ANNICK CHEVILLOT, BERNE
X @chevillot_a

C'est le feuilleton de l'été. L'erreur de calcul de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) sur l'AVS lors de la votation sur le relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans en septembre 2022 a induit la population en erreur, selon les Femmes socialistes et les Vert-e-s, qui ont déposé des recours. Ce serait même l'une des principales raisons du oui très serré (50,5%). Le Tribunal fédéral devra statuer.

Dans son ensemble, la population ne souhaite pourtant pas forcément revoter sur le sujet, avec une exception notable du côté des Romands. C'est ce que montre un sondage MIS Trend réalisé pour *Le Temps* dans le cadre du Forum Prévoyance qui se tiendra le 3 septembre prochain à Lausanne. «Une toute petite majorité des sondés ne désirent pas s'exprimer une nouvelle fois sur l'âge de la retraite des femmes», explique Mathias Humery, directeur associé de MIS Trend SA. Ce qui est très clair, c'est que l'erreur de calcul de l'OFAS sur les perspectives financières de l'AVS ne chamboule pas les intentions de vote au niveau national.

Encore un Röstigraben

Le sondage montre néanmoins d'importantes variations entre les régions linguistiques du pays. A la question:

«L'OFAS a révélé dernièrement s'être trompé dans le calcul des dépenses à long terme de l'AVS. En 2033, elles devraient être d'environ 4 milliards de francs inférieures à ce qui avait été calculé. Compte tenu de cette erreur, considérez-vous que la population suisse devrait pouvoir voter à nouveau sur le relèvement de l'âge de la retraite des femmes, accepté le 25 septembre 2022 par 50,5% de la population?», 45% des sondés sont contre un retour aux urnes, 39% sont pour et 16% se disent indécis.

Ce sont les Alémaniques qui font pencher la balance du côté du refus: ils sont 34% à envisager positivement cette perspective, 49% sont contre et 17% indécis sur le sujet. Les Romands, eux, sont 53% à plébisciter un nouveau scrutin, 34% sont contre et 13% indécis. Enfin, 45% des Tessinois se disent favorables, contre 35% et 20% d'indécis.

Diversité hommes-femmes

Les avis féminins et masculins varient également fortement. 54% des sondés ne veulent pas s'exprimer une nouvelle fois sur l'âge de la retraite des femmes. Ces dernières sont 48% à vouloir s'exprimer à nouveau.

Le sondage s'est également penché sur la volonté de la population en cas de nouvelle votation sur le sujet. La divergence entre les hommes et les femmes est encore plus marquée: 53% des sondées refuseraient le relèvement de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans. 50% des sondés voteraient en faveur.

S'ils devaient à nouveau s'exprimer, 47% des Romands rejetteraient le projet, 42% des Alémaniques feraient de même et 50% des Tessinois. Et ce sont les 45-65 ans qui seraient les plus enclins à accepter (44%) cette hausse de l'âge de

la retraite. Sans surprise, c'est à gauche que l'on retrouve le plus fort taux d'opposants (51%). A droite, 48% des participants demeurent favorables à ce relèvement et au Centre, ils sont 43%.

Pour Mathias Humery, de MIS Trend SA, «ces résultats sont un peu surprenants: on aurait pu s'attendre à ce que l'erreur de calcul de l'OFAS remodèle les cartes et que plus de gens changent d'opinion. Cela suggère que cette faute ne représente pas un élément si fondamental dans la formation de l'opinion.» Et d'ajouter: «Si on devait à nouveau voter, un nombre limité de personnes changeraient d'avis et le résultat serait à nouveau extrêmement serré.» ■

Forum Prévoyance

«Bien agir aujourd'hui pour mieux vieillir demain»

Cinquième édition organisée par «Le Temps» en partenariat avec Groupe Mutuel, en présence notamment de la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider et du directeur romand d'Avenir Suisse, Jérôme Cosandey.

Le 3 septembre 2024, de 9h à 12h30

Retrouvez toutes les informations en scannant ce code QR.



«Apprendre tout au long de la vie signifie aussi pouvoir vivre en toute liberté de choix.»



Stefanie Weber
Head Group
Human
Resources

Pour offrir à nos clients la liberté de choix.



EN BREF

La non-réexportation d'armes vers l'Inde pose question

La Suisse a des difficultés à contrôler les règles de non-réexportation du matériel de guerre en Inde. Une délégation suisse n'a pas pu contrôler toutes les armes livrées à ce pays en novembre dernier. Elle n'a pu «vérifier physiquement» qu'une petite partie des armes, montre un rapport caviardé remis à Keystone-ATS, confirmant une information de la SRF. Les contrôles, réalisés par appel vidéo, n'ont pas été concluants. La question se pose maintenant de savoir si les armes à feu non vérifiées pourraient avoir été transmises, peut-on lire dans le rapport. L'ambassade suisse à New Delhi juge toutefois ce risque faible. La Suisse peut se réserver le droit de vérifier le respect des règles de non-réexportation de matériel de guerre dans les pays où elle exporte. La loi a été modifiée en ce sens après l'apparition de grenades suisses dans la guerre civile syrienne en 2012. ATS

Les dates de l'école de recrues adaptées pour les apprentis

L'armée suisse a décidé d'adapter le début de son école de recrues de juillet pour les apprentis. Dès 2027, elle commencera plus tard afin de permettre à ces jeunes de finir leur formation avant d'effectuer leur service, avec une pause entre-deux. La deuxième école de recrues de l'année tombe actuellement toujours quelques semaines avant la fin des contrats d'apprentissage, alors que 70% des recrues démarrent leur service après un apprentissage, indiquait hier le Département de la défense dans un communiqué. Ces personnes repoussent donc en général le début de leur service d'un semestre. Résultats: l'armée se retrouve avec plus de recrues en début d'année. Une inégalité qui se répercute sur le personnel et les infrastructures. La durée d'instruction des formations de militaires en service long sera en outre adaptée. ATS

Les SIG empêtrés dans un drame

JUSTICE L'enquête sur le décès de deux personnes dans les eaux de l'Arve se dirige vers une mise en prévention de la régie publique genevoise pour homicides par négligence. Le Ministère public utilise l'arme de la responsabilité pénale de l'entreprise

FATI MANSOUR
 @fatimansour

Année noire pour les Services industriels genevois (SIG). Calculs défavorables aux consommateurs, nominations controversées, démission du directeur général, la régie publique doit désormais affronter encore bien pire. Une procédure pour homicides par négligence dans une affaire particulièrement tragique. Comme l'ont révélé la *Tribune de Genève* et *Léman Bleu*, l'enquête sur la mort d'une jeune policière et d'un joggeur venu la secourir dans les eaux de l'Arve – tous deux noyés après avoir été électrocutés probablement à cause d'un système défectueux visant à repousser les poissons loin du barrage de Vessy – se dirige vers une mise en prévention des SIG.

Ce type de développement reste un cas de figure rarissime. La responsabilité pénale de l'entreprise (entrée dans le Code pénal en octobre 2003) défraie peu la chronique et c'est généralement dans des affaires financières impliquant des banques ou des sociétés de négoce. Contacté, le procureur général Olivier Jornot

confirme «avoir informé les SIG du fait qu'ils allaient être poursuivis et les avoir invités à désigner un représentant pour la procédure». L'instruction va se poursuivre avec une convocation et une mise en prévention formelle qui leur donnera un accès au dossier. Une expertise technique complète sera également ordonnée pour établir les causes de cette présence d'électricité dans l'eau.

Une bombe à retardement

Deux ans après le drame, l'enquête préliminaire menée par la brigade criminelle a donc révélé une série de dysfonctionnements liés à cette installation de répulsion électrique de poissons, livrée par une entreprise américaine et installée à Vessy, où les SIG exploitent depuis 2008 la centrale hydraulique et le groupe hydroélectrique. Un système (destiné à éviter que la faune aquatique ne se retrouve piégée dans des turbines) visiblement mal maîtrisé, mal entretenu, mal surveillé malgré des alertes ou des couacs à répétition et pas signalé par un panneau «Danger» à proximité.

Le 1er septembre 2022, cette sorte de bombe à retardement

va finalement coûter la vie à la jeune policière de 28 ans qui, voyant son chien faire un malaise dans l'eau, s'était portée à son secours. Le joggeur, âgé de 43 ans, va aussi périr en voulant aider la première. L'installation a été mise hors service depuis lors, précisent les SIG. L'enquête n'ayant pas mis en évidence, pour le moment du moins, une faute majeure commise par une personne en particulier, mais plutôt une série de manquements, la stratégie du parquet se focalise donc sur la responsabilité pénale des SIG en tant qu'entreprise. En théorie, les choses pourraient encore évoluer en fonction de l'instruction.

Pour les familles des victimes, représentées par Mes Patrick Hunziker et Thomas Barth, la douleur et la révolte sont évidemment toujours vives. «Aux yeux des parties plaignantes, la recherche de la vérité est essentielle. Celles-ci veulent savoir ce qui s'est exactement passé. Elles souhaitent que les SIG assument leur responsabilité et présentent leurs excuses. Le silence qui leur est opposé depuis de longs mois est très mal vécu», souligne Me Barth.

La régie publique, défendue par Me Yvan Jeanneret, s'exprime encore par la voix d'Isabelle Dupont Zamperini, directrice des relations publiques: «SIG est profondément touchée par ce terrible drame et compatit à la douleur des proches. Malheureusement, nous ne pouvons pas apporter de commentaire, car une procédure pénale est en cours et nous devons réserver nos réponses au procureur général. SIG collaborera pleinement et espère que toute la lumière pourra être faite sur ce terrible drame.»

Eviter une forme d'impunité

Dans un cas d'homicide par négligence, «seule la responsabilité dite «subsidiare» peut entrer en ligne de compte», analyse Alain Macaluso, professeur de droit pénal à l'Université de Lausanne, car il ne s'agit pas d'une infraction (corruption, blanchiment ou financement d'une organisation criminelle) qui permet la mise en œuvre d'une responsabilité dite «primaire». En clair, une entreprise peut se voir reprocher un tel délit seulement si celui-ci ne peut être imputé à un employé déterminé et que cette impossi-

bilité trouve sa source dans un défaut d'organisation. Dans la responsabilité primaire, ce manque d'organisation devient a contrario une cause de l'infraction et permet de poursuivre l'entreprise indépendamment de ses employés.

«Le silence qui est opposé aux parties plaignantes depuis de longs mois est très mal vécu»

THOMAS BARTH, L'UN DES AVOCATS DES FAMILLES DES VICTIMES

A titre d'exemple de responsabilité subsidiaire, Alain Macaluso cite une des toutes premières décisions rendues il y a 20 ans dans le canton de Fribourg. Il s'agissait d'un grave excès de vitesse commis à bord d'un véhicule d'entreprise dont le conducteur n'a jamais pu être identifié. La société a été condamnée, car cette absence de tout registre n'a pas permis de mettre la main sur le chauffard.

Au-delà de ce cas simple, «la responsabilité subsidiaire est vraiment difficile à manier et ses modalités de mise en œuvre ne sont pas très satisfaisantes, car on fait porter l'essentiel du fardeau sur les épaules des personnes physiques au lieu de partager ce poids», relève encore Alain Macaluso. Tout en précisant que le Tribunal fédéral a laissé la porte ouverte s'agissant de l'hypothèse où l'absence d'imputation de l'infraction à un auteur déterminé résulterait du cumul de petites défaillances individuelles dont aucune ne réaliserait seule l'infraction, mais qui, collectivement, pourraient en quelque sorte être attribuées à l'entreprise, et ce afin d'éviter une forme d'impunité.

Demeure aussi la possibilité de poursuivre un haut dirigeant qui, doté d'une position de garant, aurait omis de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la commission du délit. «Dans un tel cas de figure, l'entreprise serait exonérée de sa responsabilité subsidiaire puisque l'infraction aurait alors bien été imputée à une personne physique.» Tout cela annonce une procédure fort complexe. ■

Les résultats d'un sondage rassérènent l'école genevoise

FORMATION Une enquête inédite lancée par le Département de l'instruction publique révèle un niveau de satisfaction relativement élevé tant chez les familles que chez les élèves. La très grande variété des questions posées interroge toutefois

SYLVIA REVELLO
 @sylviarevello

Prendre le pouls des élèves et des parents sur leur rapport à l'école: tel était l'objectif de l'enquête inédite lancée par le Département de l'instruction publique (DIP) à Genève en février dernier. Les résultats montrent un taux de satisfaction relativement élevé, qui varie toutefois selon les degrés: 82% des élèves du primaire se disent satisfaits de leur scolarité, contre 55% au cycle d'orientation (CO) et 63% à l'enseignement secondaire II. Plus de la moitié des 40000 familles interrogées ont répondu aux quelque 80 questions posées et 68% des élèves, tous degrés confondus. Chez les parents, le taux moyen de satisfaction varie de 85 à 95%.

Matière étudiée, devoirs, violence, stress ou encore confiance, bien-être, mobilité et repas: les thèmes abordés auprès des élèves ratissent très large et enfoncent parfois des portes ouvertes. Si 64% des élèves du primaire se sentent bien dans leur classe, le taux passe à 44% au CO et remonte à 49% au secondaire II. La confiance envers les adultes atteint par ailleurs 67% chez les écoliers, contre 44% au CO et 54% au secondaire II. Des différences peu étonnantes compte tenu de la période, souvent compliquée, de l'adolescence.

L'horaire continu accueilli favorablement

Parmi les questions posées aux familles, outre la relation avec l'école et la qualité de l'information, des thèmes d'actualité retiennent l'attention: 60% des parents se disent ainsi favorables à l'horaire continu, l'un des projets phares de la conseillère d'Etat Anne Hiltbold, actuellement à l'étude. Idem pour une éventuelle nouvelle répartition des vacances scolaires, qui récolte 52% d'avis positifs. L'accès plus fréquent au personnel médico-social est également vivement plébiscité avec 81% de oui.

A quoi serviront ces résultats? «Ce sont des indicateurs précieux qui nous renseignent sur la perception de telle ou telle mesure.

Sur l'horaire continu, par exemple, cela me conforte dans la volonté de poursuivre les travaux. Mais ce sondage nous donne aussi des points d'attention pour orienter au mieux notre politique à l'avenir», répond Anne Hiltbold, sans s'avancer sur davantage de détails.

Un climat de travail globalement satisfaisant

En ce qui concerne le climat de travail, 54% des 11000 collaborateurs du DIP ont répondu à une autre enquête, anonyme, lancée par la direction des ressources humaines au printemps dernier. Parmi eux, 70% d'enseignants et 30% d'employés administratifs et techniques. Quelque 73% d'entre eux se disent globalement satisfaits de leur environnement de travail et 91% trouvent du sens dans leur métier. La confiance envers la hiérarchie directe atteint également 83%.

«Ce bilan va à l'encontre de l'image souvent véhiculée du DIP»

CELINE MERAD-MALINVERNI, DIRECTRICE DES RH AU DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Des résultats qui tranchent avec le constat plutôt critique posé par les syndicats d'enseignants la semaine dernière. «Nous avons été particulièrement surpris en bien par ces résultats qui vont à l'encontre de l'image souvent véhiculée du DIP», reconnaît Céline Merad-Malinverni, directrice des RH.

Dans le détail, plusieurs facteurs pouvant altérer la motivation sont toutefois évoqués: charge de travail trop importante, fatigue, stress, absence de feedback ou encore outils informatiques insatisfaisants et manque de temps pour la formation continue. Un point à relever alors que la réduction de la formation des enseignants du primaire est soumise au vote le 22 septembre prochain. «Il ne s'agit pas d'un outil politique, mais d'une photographie qui donne aux RH des pistes d'amélioration pour élaborer leur feuille de route», rappelle à ce sujet Anne Hiltbold, qui ne s'est pas impliquée dans le choix des questions. ■

MAIS ENCORE

Quatre meutes visées en Valais

Le Valais veut éliminer complètement quatre meutes, soit environ 25 loups, cette année. Il a présenté une demande allant dans ce sens à la Confédération. Les quatre meutes sont celles de Nanz, d'Augstbord, d'Hérens et des Toulles. Le Service de la chasse peut prouver qu'elles ont fait des dégâts en situation protégée. Pour les autres meutes du canton, les critères ne sont actuellement pas remplis. Le Valais compte actuellement une population estimée entre 90 et 120 individus. (ATS)

Tourmente au sein de la commission d'études de Viola Amherd

SÉCURITÉ Le socialiste Pierre-Alain Fridez a quitté l'instance en cours de route, tandis qu'un écolo et un UDC ont songé à l'imiter. L'organe aurait été savamment composé pour épouser la ligne du Département de la défense

PHILIPPE BOEGLIN, BERNE
 @BoeglinP

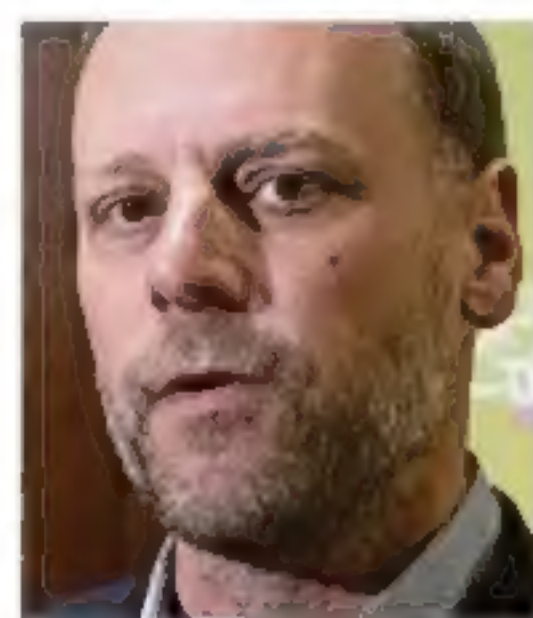
Son rapport n'est pas encore publié, déjà, elle fait des vagues. La commission d'études sur la politique de sécurité, instituée par le Département fédéral de la défense et la ministre Viola Amherd, vit des remous, alors qu'elle se prépare à présenter ses conclusions le 29 août prochain. L'un de ses membres, le conseiller national socialiste Pierre-Alain Fridez, a ainsi quitté la commission avant la fin des travaux, avec l'accord de la tête de son parti, a appris *Le Temps*. Pis, deux de ses homologues parlementaires ont envisagé d'en faire de même: l'écologiste Marionna Schlatter et l'UDC Thomas Hurter.

Selon certains initiés, les trois élus ont jugé l'exercice inutile et mal conduit. Ils estiment que le Département de la défense (DDPS) et sa cheffe ont principalement garni la commission d'études avec des experts et personnalités alignés sur leur stratégie, annihilant les débats d'opinion. Les thèmes et les exposés semblaient choisis à l'avance.

L'OTAN, pomme de discorde

D'autres membres de la commission partagent cet avis. Ils n'ont pas eu l'impression de pouvoir réellement apporter leur pierre à l'édifice de la politique de sécurité de demain, celle qui doit faire face aux nouveaux défis créés par l'invasion russe en Ukraine.

Pourtant, la commission est censée livrer «des impulsions» en politique de sécurité «pour les années à venir», écrivaient les services de Viola Amherd dans un communiqué de juin 2023. «La commission doit notamment exposer comment



«Cette commission ne sert qu'à valider des décisions déjà prises»

FABIEN FIVAZ, CONSEILLER NATIONAL (LES VERT-E-S/NE)

pourrait être mise en place une politique de sécurité suisse durable, c'est-à-dire adaptée aux menaces et aux dangers, correspondant aux ressources, bénéficiant d'un large soutien en Suisse et de la considération requise à l'étranger.»

A entendre des voix sceptiques, le débat n'aurait pas vraiment eu lieu. Le rapprochement avec l'OTAN, désiré par le Département de la défense et sa conseillère fédérale, n'aurait pas fait l'objet d'une remise en cause. De quoi fâcher la gauche rose-verte et l'UDC, parti conservateur. Les premiers pour des motifs pacifistes, les seconds pour des questions liées à la neutralité suisse.

Outre ces désaccords politiques, l'organisation du travail de la commission a mécontenté une partie de ses membres. Le responsable de la rédaction du rapport, l'ancienne éminence grise du Département de la défense, Christian Catrina, a d'ailleurs jeté l'éponge l'année passée encore, avait rapporté le *Blick*.

«Au début des travaux, la manière de travailler et l'organisation de la commission n'étaient vraiment pas satisfaisantes. Il n'y avait pas

suffisamment d'échanges entre les participants et de discussions sur le fond», déplore le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH). «En plus, la composition de la commission a donné une majorité claire aux soutiens de la politique de Mme Amherd. Le résultat final semblait avoir été décidé à l'avance. J'ai donc sérieusement pensé à quitter la commission. Je ne l'ai finalement pas fait, car je trouve préférable de proposer et de défendre nos idées jusqu'au bout du processus.»

Contactés, Pierre-Alain Fridez (JU) et Marionna Schlatter (ZH) n'ont pas souhaité s'exprimer. Ils préfèrent attendre la publication du rapport de la commission.

Armes fourbies

Une approche que l'autre partie, le Département de la défense, semble partager, puisqu'il nous répond qu'une «communication active sur le sujet est prévue pour ces prochains jours», et que «nous ne nous exprimerons pas, plus avant, d'ici là». Le président de la commission, Valentin Vogt, ancien président de l'Union patronale, nous a fait la même réponse.

Nul doute que les trois partis UDC, PS et Vert-e-s ne vont pas mâcher leurs mots une fois le rapport publié. Chez les écologistes, le vice-président du groupe parlementaire Fabien Fivaz (qui n'était pas membre de ladite commission) fourbit ses armes. «Le résultat des discussions était couru d'avance: Viola Amherd et le Département de la défense ont fait en sorte qu'une claire majorité des participants épousent leur ligne. Cette commission d'études est un alibi. Elle ne sert qu'à valider des décisions et des orientations déjà prises. Je doute que ses travaux amènent des idées intéressantes et réalisables pour le processus politique.»

En tout cas, si la gauche et l'UDC s'allient au Conseil national, ils y disposeront d'une majorité numérique. ■

8 Carnet du jour

CONVOIS FUNÈBRES

GENÈVE Genève – 10 h 30: M^{me} Josiane Poussard Marguerat ; chapelle de l'Ange de la Consolation, Saint-Georges Genève – 14 h 45: M. Jean Vernaz ; chapelle de l'Ange de la Consolation, cimetière Saint-Georges Genève – 15 h 45: M^{me} Brigitte Lucie Marguerite Gauthey ; chapelle Camoletti, centre funéraire de Saint-Georges Genthod – 11 h: M^{me} Mona Tozzini ; temple LAUSANNE 14 h: M. Maarten van Pernis ; église néo-apostolique, ch. de la Batelière 5 14 h 30: M^{me} Christiane Dériaz ; centre funéraire de Montoie, chapelle A 14 h 30: M^{me} Françoise Grec ; église Saint-Etienne, La Salaz 14 h 30: M. Louis Kaeppli ; temple de Chailly 15 h: M^{me} Denise Rösti ; centre funéraire de Montoie, chapelle B	16 h 30: M^{me} Catherine Boder ; centre funéraire de Montoie, chapelle B VAUD Blonay – 14 h: M. Othmar Sproli ; église catholique Crissier – 14 h 30: M. Alexandre Cuèrel ; temple Fey – 13 h: M^{me} Edith Clerc-Blaser ; église Lutry – 15 h: M^{me} Christine Rouzeau ; temple Morges – 14 h: M. Roland Lienhard ; chapelle de Beausobre Nyon – 11 h: M. Sebastiano Murari dalla Corte Bra ; centre funéraire Pully – 15 h: M^{me} Carmela Beltrami-Fedeles ; église catholique Saint-Maurice Renens-Village – 14 h 30: M^{me} Juliette Corboz-Dupraz ; temple Saint-Cierges – 15 h: M. Marcel Pelet ; église Sainte-Croix – 14 h: M. René Allenbach-Benz ; temple FRIBOURG Fétigny – 14 h 30: M. Patrick Renevey ; église	Fribourg – 14 h 30: M^{me} Michèle Cotting-Jordan ; église Sainte-Thérèse Fribourg – 14 h 30: M. Karl Inglin ; cathédrale Saint-Nicolas Gruyères – 14 h 30: M. Paul Rime ; église JURA Fontenais – 14 h: M. Jacques Voisard ; église JURABERNOIS Tramelan – 13 h: M. Georges-Armand Gagnebin ; église réformée NEUCHÂTEL Le Lode – 15 h: M^{me} Josette Barré ; cimetière Neuchâtel – 10 h: M^{me} Rosa Palombo-Mazzurco ; basilique Notre-Dame de l'Assomption (église rouge) Neuchâtel – 14 h: M. Pierre-Alain Berger ; centre funéraire de Beaugregard VALAIS Leytron – 16 h 30: M^{me} Séverine Deflorin-Roduit ; église Vétroz – 14 h: M. Bernard Tacchini ; église
---	---	---

TÉLÉPHONES UTILES

NUMÉROS D'URGENCE Urgences santé/Ambulances: Tél. 144 Police Secours: Tél. 117 Sauvetage du lac: Tél. 117 Pompiers: Tél. 118 Secours routier: Tél. 140 La Main tendue: Tél. 143 Centre d'information toxicologique: Tél. 145 Aide pour enfants Pro Juventute: Tél. 147 REGA: Tél. 1414 Air Glaciers: Tél. 1415	Clinique de Carouge: Tél. 022 309 45 45 Clinique La Colline, urgences: Tél. 022 702 21 44 Clinique Générale-Beaulieu: Tél. 022 839 54 15 Clinique des Grangettes: Tél. 022 305 01 11 Urgences adultes: Tél. 022 305 07 77 Urgences enfants: Tél. 022 305 05 55 Clinique et permanence d'Onex: Tél. 022 709 00 00 Clinique dentaire de Genève: Tél. 022 735 73 35 Garde pédiatrique de Lancy: Tél. 022 879 57 00 (Jour) Tél. 08 44 022 022 (Soir sur RDV) SOS médecins à domicile: Tél. 022 748 49 50 SOS Infirmières: Tél. 022 420 24 64	Clinique de Montchoisi, Lausanne: Tél. 021 619 39 39 Clinique Bois-Cerf, Lausanne: Tél. 021 619 69 69 Clinique de La Source, Lausanne: Tél. 021 641 33 33 Clinique de Genolier: Tél. 022 366 90 99 Centre hospitalier Yverdon: Tél. 024 424 44 44 Hôpital Saint-Loup: Tél. 021 866 51 11 Hôpital La Vallée, le Sentier: Tél. 021 845 18 18 Hôpital Riviera-Chablais, site de Remaz: 058 773 21 12 Centre hospitalier de La Côte, Morges: Tél. 021 804 22 11 Hôpital de Rolle: Tél. 021 822 11 11 Hôpital de Gilly: Tél. 021 822 47 00 Clinique La Lignière, Gland: Tél. 022 999 64 64 Hôpital de Nyon: Tél. 022 994 61 61 Hôpital du Pays-d'Enhaut, Château-d'Œx: Tél. 026 923 43 43 Centre universitaire de médecine générale et santé publique, Unisanté: Tél. 021 314 60 60 Permanence Unisanté-Flon: Tél. 021 314 90 90 Hôpital intercantonal de la Broye, Payerne: Tél. 026 662 80 11
HÔPITAUX ET CLINIQUES GENÈVE HUG: Tél. 022 372 33 11 HUG Urgences adultes: Tél. 022 372 81 20 HUG Urgences de gynécologie et d'obstétrique: Tél. 022 372 42 36 HUG Urgences ophtalmologiques: Tél. 022 372 84 00 HUG Urgences pédiatriques: Tél. 022 372 45 55 HUG Urgences psychiatriques: Tél. 022 372 38 62 HUG Prévention suicide: Tél. 022 372 42 42 HUG Ophtalmologie: Tél. 022 382 84 00 Hôpital de La Tour: Tél. 022 719 61 11 Centre médico-chirurgical Grand-Pré: Tél. 022 734 51 50 Centre Médical Eaux-Vives: 022 737 47 47	VAUD CHUV: Tél. 021 314 11 11 Hôpital de l'enfance, Lausanne: Tél. 021 314 84 84 Hôpital ophtalmique, Lausanne: Tél. 021 626 81 11 Centrale téléphonique des médecins de garde du canton de Vaud: Tél. 08 48 133 133 Centre de la main: Tél. 021 314 25 50 Clinique Cecil, Lausanne: Tél. 021 310 50 00	FRIBOURG Hôpital cantonal: Tél. 026 306 00 00

La complainte de l'inquisiteur émérite

REMY CLVAZ, NEUCHÂTEL

Je réagis à propos du «Brouillage sémantique au service du populisme», tribune parue le 14 août dans le cadre du dossier «Réconcilier la France».

Il a fallu à M. François Jost une étude dite scientifique réalisée par ses soins pour démontrer que la chaîne de télévision CNews reflète une opinion. Sur sa lancée, le professeur sous-entend plus ou moins explicitement qu'opinion et information sont incompatibles, le média en question perdrait en conséquence sa qualité de chaîne d'information. Mais le sous-entendu est extensible, la plupart des autres médias ayant pignon sur rue se cantonneraient à la seule information. Le visionnement de BFMTV, de LCI, de Franceinfo, pour ne citer que ceux-là, permet rapidement de se rendre compte que l'insinuation ne tient pas la route.

On l'aura compris, c'est l'orientation de l'opinion et, plus que tout, l'audience de CNews qui pose problème à M. Jost, gardien de la doxa médiatique. Dès lors comment juguler l'effronté média? Le premier moyen qui vient à l'esprit, le couvrir d'anathèmes. «Populiste», «extrême droite», «haineux» volent en escadrille, mais ils restent peu opérants sur le commun des mortels. Le dépôt de plaintes donne quelques résultats, quoique limités.

Quant au décompte de l'encartage des invités politiques, il montre une pluralité qui n'a rien à envier à la concurrence.

Le nom de M. Jost restera dans les annales comme ayant été celui du promoteur de la détermination politique, autrement dit du fichage, de l'ensemble des intervenants dans les médias audiovisuels, et qui devait définitivement régler le compte de CNews. La proposition a reçu un accueil favorable au Conseil d'Etat qui a enjoint l'Arcom, l'autorité française de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, de la concrétiser. La bronca, soutenue et largement répandue, est partie au quart de tour. La complexité et l'arbitraire de la mise en œuvre ont été soulignés, quand ils n'ont pas été l'objet de railleries.

Et puis l'inexorabilité de l'extension de l'entreprise kafkaïenne à l'ensemble des prestataires audiovisuels lui a été fatale. Le risque du coup de projecteur sur les déséquilibres sévissant dans le landernau médiatique, et notamment dans le service public, était trop grand. En l'état le projet paraît bel et bien enterré, au grand dépit de M. Jost. Par ailleurs, il est difficile de voir en quoi les doléances d'un Torquemada contrarié contribueraient à réconcilier la France. ■

ÉCRIVEZ-NOUS! HYPERLIEN@LETEMPS.CH

CARNET DU JOUR

Pour tout faire-part de décès, l'avis de remerciement de la famille est offert

Tél. +41 22 575 80 50
E-mail: carnets@letemps.ch

LE TEMPS

PUBLICITÉ



Revue à paraître le 6.09

On a trouvé des journalistes heureux

Tour du monde de ces médias qui réussissent

En prévente sur shop.heidi.news



HEIDI.NEWS

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Redaction Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél + 41 22 575 80 50 info@letemps.ch	Adjoints: Vincent Bourquin, Célia Héron, Sylvie Logean, Grégoire Nappay, Julien Pralong Assistante et office manager: Monique Graber Sangiorgio	Opinions & Débats: Romain Clivaz Culture & Le Temps Week-end: Stéphane Gobbo Sport: Laurent Favre Sciences: Pascaline Minet	Redaction de Berne Bundesgasse 8 CH - 3003 Berne Tél. + 41 22 575 80 50	Relation clients Le Temps SA Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève Lundi-vendredi 8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30 Tél. 022 539 10 75 E-mail: relationclients@letemps.ch Tarifs: découvrez nos offres sur www.letemps.ch/abos	Impression CIL, Centre d'Impression Lausanne SA	reimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite. ISSN 1423-3967 No CPPAP: 0413 N 05139
Conseil d'Administration Présidence: Abir Oreibi	Chefs d'édition Nicolas Dufour (web) Florian Fischbacher (web) Elise Kerchenbaum (print) Simon Moreillon (print) Philippe Simon (resp. print)	Redaction de Lausanne Rue de la Madeleine 18 CH - 1003 Lausanne Tél. + 41 22 575 80 50	Redaction de Neuchâtel Case postale 2645 CH - 2000 Neuchâtel Tél. + 41 22 575 80 50	Regie publicitaire Nationale: Anne-Sandrine Backes Adresse: NZZ one - Route de Lutry 5C CH - 1131 Tolochenaz Tél.: 021 318 46 60 Email: letemps@nzzzone.ch Régionale: Sébastien Cretton Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2 CH - 1209 Genève Tél.: 022 575 80 50 Email: publicite@letemps.ch	Tirage diffusé 34 118 exemplaires (source: tirage contrôlé REMP 2023)	Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé
Direction Pierre-Adrian Irli, directeur exécutif Madeleine von Holzen, rédactrice en chef Jean-Christophe Potocki, produits & technologie Olivier Schwarz, finances	Chefs de rubrique International: Aline Jaccottet Suisse: Nicole Lamon Economie: Aline Bassin	Redaction de Sion Rue des Creusets 16 CH - 1950 Sion Tél. + 41 22 575 80 50				



Aux HUG, le médecin Damien Pastor indique que le recours à la peau de cabillaud est devenu courant en dermatologie. Constituée de plusieurs couches, elle est très similaire à la peau humaine. (GENÈVE, 21 AOÛT 2024/REBECCA BOWRING POUR LE TEMPS)

La peau de cabillaud pour panser les plaies

MÉDECINE Depuis dix ans, une entreprise islandaise commercialise de la peau de cabillaud pour traiter les plaies. Certains hôpitaux suisses y ont recours pour soulager des patients souffrant d'ulcères, de brûlures et d'escarres notamment

LORENE MESOT
X @Lorene_Mesot

Sec, on dirait presque du carton. Mouillé, le matériau devient gélatineux et une légère odeur de poisson s'en échappe. Normal, il s'agit de cabillaud. Au début, Arlette*, 83 ans, n'y a pas cru. C'est seulement lorsque son dermatologue, le médecin Damien Pastor, lui a montré l'échantillon qu'elle a réalisé que «cette histoire de greffe de peau de poisson» était une proposition sérieuse. Peut-être même sa seule chance de retrouver ses jambes, se dit alors celle dont la peau est en bonne partie nécrosée entre les genoux et les chevilles.

Depuis des mois, Arlette lutte contre une maladie aussi rare que douloureuse: la calciphylaxie, qui provoque une accumulation du calcium dans la peau et les vaisseaux. Au printemps dernier, ses plaies aux jambes étaient si importantes qu'il était impossible de réaliser une greffe de peau à partir de celle de ses cuisses, comme cela est couramment pratiqué.

«On m'a dit que j'allais tourner sirène»

Aux Hôpitaux universitaires de Genève, Damien Pastor lui parle alors d'un substitut de peau encore peu connu du grand public, mais commercialisé de longue date par une entreprise islandaise: de la peau de cabillaud (ou morue de l'Atlantique) pêché dans l'océan Arctique, nettoyée à l'eau, écaillée à la main et déshydratée à -50 °C. Soit de la peau de poisson sans cellule, dont il ne reste presque que du collagène, de l'élastine et des acides gras comme les omégas 3. «Dans la résidence où j'habite, les gens ont ri et dit que j'allais tourner sirène quand je leur ai expliqué», rigole Arlette, qui lutte aussi contre un cancer des poumons et dont l'entraîn tranche avec la frêle silhouette.

Sur son écran, le dermatologue Damien Pastor montre l'évolution des plaies de la vieille dame après ses première, deuxième et troisième greffes de peau de cabillaud, réalisées à trois semaines d'intervalle. Au départ béantes, violacées et aussi grandes que les mains, les plaies perdent peu à peu du terrain au profit d'une peau rosée dans les semaines qui suivent. Sur les dernières images et sous les yeux encore réjouis de Damien Pastor, les plaies sont presque toutes refermées. Grâce aux progrès observés à la suite des premières greffes de cabillaud, le dermatologue a en effet finalement pu réaliser des greffes à partir de la peau de

«La peau de cabillaud sert de matrice, d'échafaudage. A la fin, elle est complètement incorporée dans les tissus»

DAMIEN PASTOR, DERMATOLOGUE AUX HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE

la cuisse d'Arlette. «Mes jambes ressemblent de nouveau à des jambes. A un moment donné, je pensais que j'allais les perdre», glisse cette dernière, dans la salle de consultation où elle est installée, au 4e étage du bâtiment principal des HUG.

Mouton, requin et porc: dans la jungle des substituts

Swissmedic reconnaît le produit depuis 2019 après qu'il a été approuvée par la FDA, l'agence américaine du médicament, en 2014. Damien Pastor l'utilise depuis un an pour traiter des plaies qui lui donnent du fil

à retordre. Ulcères vasculaires chroniques ou aigus, brûlures, escarres, traumatismes, pieds diabétiques, plaies post-chirurgicales: les possibilités sont nombreuses, mais l'utilisation du produit requiert quelques conditions préalables: un diagnostic de la cause de la plaie, l'absence d'infection, l'absence de réponse favorable à un traitement standardisé et l'absence d'allergie au poisson blanc.

En l'espace d'une année, une septantaine de greffes ont été réalisées sur une quarantaine de patients, estime Damien Pastor qui indique que le recours au produit aux HUG est devenu courant en dermatologie. «La peau de cabillaud sert de matrice, d'échafaudage. Elle va permettre la migration des fibroblastes et d'autres cellules essentielles à la création des tissus cutanés et des vaisseaux, ce qui accélère la cicatrisation. A la fin, elle est complètement incorporée dans les tissus», explique le médecin. Après un reportage de l'agence de presse Keystone-ATS diffusé la semaine dernière, il a vu les demandes médiatiques affluer. Dans le monde peu attractif des plaies, que Damien Pastor qualifie volontiers de parent pauvre de la médecine, il est rare de susciter l'engouement du grand public.

Le dermatologue, responsable de la consultation de plaie et cicatrisation du service de dermatologie des HUG, était pourtant dubitatif en rencontrant pour la première fois la représentante suisse de Kerecis, l'entreprise islandaise qui a fait du cabillaud un habitué des hôpitaux. «Chaque semaine, nous voyons un représentant commercial qui vient nous présenter un produit «extraordinaire». Je suis ouvert à la nouveauté, mais reste sceptique, car qui dit nouveauté, dit marketing, et résultats parfois enjolivés. Le marché des substituts de peau est attractif, car la population vieillit et avec elle, le nombre d'ulcères chroniques, de pieds diabétiques et d'escarres

augmentent.» Aujourd'hui, il existe plus de 75 substituts cutanés, dérivés de composants humains, bovins, porcins, ovins ou même de requins. Chacun avec ses avantages et ses inconvénients: la panacée n'existe pas.

Aussi en pédiatrie et chez les chevaux

Curieux néanmoins, Damien Pastor discute avec des confrères et utilise le produit sur un premier patient dès août 2023, un homme âgé qu'une excision d'un cancer de la peau a lesté d'une large plaie au crâne laissant l'os à découvert. Les résultats, impressionnants, ont pu être répétés sur une série de patients. Une publication dans une revue scientifique est en cours de préparation. Le médecin est désormais convaincu – comme plusieurs autres professionnels suisses avant lui. Aujourd'hui, la majorité des hôpitaux universitaires du pays ont recours au substitut, ainsi que deux vétérinaires équités, dans les cantons de Berne et Fribourg. Et le cabillaud est aussi utilisé dans le soin des plaies aux États-Unis, en Corée du Sud, en Allemagne et en Autriche, notamment.

Il faut dire que le poisson a pour lui de nombreux avantages. La structure de sa peau, constituée de plusieurs couches, est très similaire à celle de la peau humaine. Dépourvu de cellule, le greffon ne provoque pas de rejet, ni ne cause d'infections puisque le poisson, qui vit en eaux froides, côtoie des virus et bactéries non adaptés à l'organisme humain.

Enfin, la présence d'acides gras, notamment d'oméga 3, confère à cette peau de substitution des propriétés anti-inflammatoires et antalgiques. Ces dernières font encore l'objet de recherche, mais sur le terrain, Damien Pastor observe que ces greffes permettent de diminuer le recours aux opiacés destinés à soulager les patients. Enfin, comme le produit est séché et se conserve pendant trois ans, il per-

met une certaine flexibilité dans les commandes contrairement à d'autres substituts qui exigent d'être posés dans les jours suivant la livraison.

«Pour les infirmières, l'un des avantages est qu'il suffit d'une certification pour appliquer le produit. Un médecin doit bien sûr valider la thérapie et la prescrire, mais les infirmières spécialisées en plaie et cicatrisation peuvent poser la peau de poisson et faire

«Mes jambes ressemblent de nouveau à des jambes. A un moment donné, je pensais que j'allais les perdre»

ARLETTE*, 83 ANS, PATIENTE

le soin, sans médecin, car il n'y a pas besoin de sutures ou d'agrafes pour maintenir les pansements, ce qui n'est pas le cas avec d'autres substituts cutanés», souligne aussi Amélie Cary, infirmière spécialisée dans le traitement des plaies au CHUV où la peau de cabillaud a d'abord été utilisée en pédiatrie. Aujourd'hui, le centre des grands brûlés s'y intéresse.

A Isafjordur, où le cabillaud vaut autant que le caviar

Bien sûr, il y a le prix, plus proche de celui du caviar que de la morue. En Suisse romande, il faut compter une centaine de francs pour le plus petit format de peau (16 mm x 16 mm) à quelques milliers pour les plus grands formats – le produit est remboursé par la LAMal. Mais le coût effectif est intéressant en cela qu'il permet de diminuer la fréquence du changement des pansements et donc le nombre

de consultations ambulatoires des patients, ainsi que de raccourcir la durée des hospitalisations, relate Damien Pastor. Quant à Kerecis, qui est basée dans la ville d'Isafjordur, dans le nord-ouest de l'Islande, elle a été désignée parmi les 250 entreprises européennes à la croissance la plus rapide par le *Financial Times* en 2023.

Au Brésil, un autre poisson, d'élevage celui-là, est régulièrement utilisé dans le traitement des plaies: le tilapia. Sa peau est appliquée, encore fraîche, sur les plaies avec les écailles. «Des études très robustes, randomisées en double aveugle, ont montré, chez les grands brûlés, son efficacité, mais aucune demande de brevet n'a été déposée auprès de la FDA, l'agence du médicament américaine», précise Damien Pastor.

«J'ai arrêté de manger du poisson»

Même dépourvu d'écailles, le produit de Kerecis reste, indéniablement, du poisson. Arlette en a fait l'expérience la nuit quand des odeurs de marée peu agréables sont montées à son visage. «Un peu dégoûtée, j'ai arrêté de manger du poisson», dit-elle, toujours avec humour: «Pour éviter que la couette appuie sur mes jambes, j'avais un grillage que j'appelais la cage à poissons.»

Patients, proches et soignants doivent être tenus informés de l'odeur se dégageant de la plaie, complète Damien Pastor, complice. Sans quoi il peut arriver qu'un soignant bien intentionné retire le tout en pensant avoir décelé une infection. Aujourd'hui, Arlette a recommencé à manger des filets de perche, «mais toujours pas de cabillaud», lance-t-elle rieuse, avant de s'étendre sur la table de consultation le temps qu'on lui refasse ses pansements. Son combat contre le cancer n'est pas terminé et une dernière greffe, de peau cette fois, l'attend sans doute. Mais ce mercredi matin, elle quittera l'hôpital à pieds et sur ses deux jambes. ■

FONDS DE PLACEMENT

Fournis par: Swiss Fund Data AG en collaboration avec SIX Financial Information AG
Ordre des informations de fonds: Nom du fonds, monnaie comptable du fonds, Conditions d'émission / *rachat*, Particularités, Valeur d'inventaire, prix d'émission ou cours de clôture (valeurs du jeudi, 22.08.2024, indication des fluctuations de cours voir particularités), Performance 2024 en %

BONHÔTE

Ensemble, trouvons la solution d'investissement qui vous correspond. Consultez la performance de nos fonds sur bonhote.ch/produits.

Fonds immobiliers			
Bonhôte Immobilier SICAV - BIM	CHF 32	146.50	5.4

S|Y|N|C|H|R|O|N|Y Funds

Fonds en obligations			
Synchrony (LUI) World Bonds (CHF) A	CHF 1/16	95.20	2.0
Synchrony (LUI) World Bonds (EUR) A	EUR 1/16	99.78	1.1
Synchrony LPP Bonds B	CHF 1/16	108.10	2.9
Synchrony Swiss Government Bonds	CHF 4/16	95.37	4.0

Fonds en actions			
Synchrony (LUI) High Div US Stocks A	USD 1/16	158.79	13.4
Synchrony (LUI) High Div EuroP St. A	EUR 1/16	124.73	7.6
Synchrony (LUI) S ilk Road ZSA	USD 1/16	124.39	10.7
Synchrony (LUI) Swiss All Caps (CHF) A	CHF 1/16	156.47	9.2
Synchrony (LUI) Swiss All Caps (CHF) A	EUR 1/16	155.74	7.0
Synchrony (LUI) Swiss Sm&Mid Caps A	CHF 1/16	133.87	4.3
Synchrony (LUI) World Equity (EUR) A	EUR 1/16	216.33	7.7
Synchrony All Caps CH A	CHF 1/16	135.85	10.5
Synchrony Europe Equity A	EUR 4/16	97.91	5.6
Synchrony High Div Sw Stocks A	CHF 1/16	131.76	8.7
Synchrony High Div Econ Eq. A	USD 4/16	104.56	7.2
Synchrony Small & Mid Caps CH A	CHF 1/16	139.36	5.0
Synchrony Swiss Equity A	CHF 1/16	105.40	9.5
Synchrony Swiss Equity C	CHF 1/16	107.43	9.8
Synchrony Swiss Equity II	CHF 1/16	105.43	-
Synchrony US Equity A	USD 4/16	207.06	17.2

Fonds d'allocation d'actifs			
Synchrony (CH) Balanced (CHF)	CHF 2/11	140.29	6.7
Synchrony (CH) Balanced (EUR)	EUR 2/11	145.99	4.9
Synchrony (CH) Defensive (CHF)	CHF 2/11	97.06	4.2
Synchrony (CH) Dynamic (CHF)	CHF 1/11	129.87	8.7
Synchrony (CH) Guardian (CHF)	CHF 1/11	97.94	3.5
Synchrony (CH) World Equity (CHF)	CHF 1/11	148.36	11.6
Synchrony (LUI) Balanced (EUR) A	EUR 1/16	140.14	4.2
Synchrony (LUI) Dynamic (EUR) A	EUR 1/16	175.82	5.8
Synchrony LPP 25 B	CHF 1/11	124.85	5.4
Synchrony LPP 40 B	CHF 1/11	130.54	6.8
Synchrony LPP 40 ESG B	CHF 1/11	118.91	6.5
Synchrony LPP 80 B	CHF 1/11	132.13	8.9

BBGI GROUP

Autres fonds			
BBGI - Equit. Sw. Behavior Value	CHF 1/16	161.70	12.3
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF	CHF 1/16	120.00	21.0
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl CHF Hdg	CHF 1/16	85.90	16.2
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR	EUR 1/16	161.80	18.4
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl EUR Hdg	EUR 1/16	99.80	18.0
BBGI - Swiss Phys. Gold Cl USD	USD 1/16	133.80	19.2
BBGI Commodities (USD) A	USD 1/16	109.20	8.6
BBGI Natural Resources (USD)	USD 1/16	187.90	4.3
BBGI Share Alternative Energy (USD)	USD 1/16	88.20	17.8

BCV

Fonds d'allocation d'actifs			
BCV Actif Balance (CHF) ESG	CHF 1/11	101.06	7.4
BCV Actif Défensif (CHF) ESG	CHF 2/11	90.93	5.3
BCV Actif Offensif (CHF) ESG	CHF 2/11	97.61	9.7
BCV Actif Sécurité (CHF) ESG	CHF 2/11	91.36	3.1
BCV Stratégie Actions Monde ESG A	CHF 2/11	137.27	12.5
BCV Stratégie Dynamique ESG A	CHF 2/11	109.72	9.5
BCV Stratégie Équilibrée ESG A	CHF 2/11	163.37	7.3
BCV Stratégie Équilibrée ESG Amb A	CHF 2/11	97.86	6.2
BCV Stratégie Obligation ESG A	CHF 2/11	85.48	2.5
BCV Stratégie Revenu ESG A	CHF 2/11	113.64	5.2
BCV Stratégie Revenu ESG Ambition A	CHF 2/11	104.17	4.3

Fonds en actions			
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/16	255.48	34.8
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/16	260.91	31.7
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/16	311.72	33.4

Berninvest

Fonds immobiliers			
Good Buildings SREF	CHF 1/16	138.50	4.9
Immo Helvetia	CHF 1/16	214.00	5.4

BLACKROCK

Fonds en obligations			
BGF Ff Glob Ops D2 USD	USD 1/16	17.19	4.3
BGF Glo Corp Bond D2 USD	USD 1/16	16.27	4.3

Fonds en actions			
BGF Stgst Glob Eq Hf D2 USD	USD 1/16	24.27	15.1
Glo Unicon Eq D Acc USD	USD 4/16	183.57	11.4

bordier | 1844

Fonds en obligations			
BO Fd M-Bordier Afo Bal USD	USD 4/16	117.28	8.8
BO Fd M-Bordier Eur. Fix Inc EUR	EUR 4/16	105.90	3.2
BO Fd M-Bordier Glo Fix Inc USD	USD 4/16	116.82	4.8

Fonds en actions			
BO Fd M-Bordier Core Hfd Eur EUR	EUR 4/16	159.09	5.6
BO Fd M-Bordier Core Hfd Eur EUR	EUR 1/16	148.74	6.1
BO Fd M-Bordier Gbl EmMkt USD	USD 4/16	192.08	5.9
BO Fd M-Bordier Sar Eq Eur EUR	EUR 4/16	123.43	9.6
BO Fd M-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/16	240.05	17.0
BO Fd M-Bordier US Sel Eq USD	USD 4/16	233.03	16.4

BRUNOWALTER

Fonds en actions			
Aikround Quadinvest Fund ESG B	USD 2/16	214.53	1.2
Aikround Quadinvest Fund ESG C	EUR 2/16	160.68	1.4
Aikround Quadinvest Fund ESG D	EUR 2/16	228.80	1.5
Aikround Quadinvest Fund ESG Da	EUR 2/16	96.81	1.5
Aikround Quadinvest Growth B	USD 2/16	305.79	10.1
Aikround Quadinvest Growth C	USD 2/16	307.73	8.8
Aikround Quadinvest Growth D	USD 2/16	317.37	10.4
Aikround Quadinvest Growth Da	USD 2/16	266.32	10.4
Aikround Quadinvest Growth DE	USD 2/16	295.28	9.8

bwm

Representant pour la Suisse:
LLB Swiss Investment AG

Fonds en actions			
Classic Global Equity Fund	CHF 3/16	561.90	10.8
Classic Value Equity Fund	CHF 3/16	173.49	8.3

caceis

Fonds en actions			
Swissquote Quant European Eq. A CHF	CHF 1/16	129.58	11.0
Swissquote Quant European Eq. A EUR	EUR 1/16	95.94	12.7
Swissquote Quant Swiss Eq. (CHF) A	CHF 1/16	133.14	10.8

carne

Fonds en actions			
Konwave Gold Equity Fd CHF - B	CHF 2/16	255.48	34.8
Konwave Gold Equity Fd EUR - B	EUR 2/16	260.91	31.7
Konwave Gold Equity Fd USD - B	USD 2/16	311.72	33.4

CITÉ GESTION

Fonds d'allocation d'actifs			
WF Asset Allocation Fund A EUR	EUR 1/16	1123.81	6.0
WF Asset Allocation Fund A H CHF	CHF 1/16	1043.94	4.0
WF Asset Allocation Fund A H USD	USD 1/16	1272.02	6.7

CREDIT SUISSE

Fonds en instruments du marché monétaire			
CS MoneyMarket Fund CHF B	CHF 2/16	953.12	0.8
CS MoneyMarket Fund EUR B	EUR 2/16	1056.67	2.2
CS MoneyMarket Fund USD B	USD 2/16	1176.02	3.2

Fonds en obligations			
CS (CH) Corporate CHF BF A	CHF 2/16	116.98	2.2
CS (Lus) Asia Corporate Bond Fund B	USD 2/16	117.73	6.2
CS (Lus) Corp ST Duration CHF BF B	CHF 2/16	113.01	1.7
CS (Lus) Corp ST Duration EUR BF B	EUR 2/16	136.09	2.4
CS (Lus) Corp ST Duration USD BF B	USD 2/16	160.35	3.7
CS (Lus) EM Corp IG Bd Fd B	USD 2/16	147.01	4.4
CS (Lus) Emerging Mkt Corp Bd Fd B	USD 2/16	142.40	7.1
CS (Lus) Swiss Franc Bond Fund B	CHF 2/16	507.57	2.2
CSP (Lus) GL Bd Convertible B	USD 2/16	127.18	4.6
CSP (Lus) Glob Inv Grade Conv Bd Fd B	USD 2/16	160.74	6.0

Fonds en actions			
CS (CH) T30/30 Swiss Equity Fd B	CHF 2/16	41.10	9.0
CS (CH) Small Cap Switzerland EF A	CHF 2/16	432.71	3.9
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd A	CHF 2/16	14.82	6.7
CS (CH) Swiss Div Plus Eq Fd B	CHF 2/16	23.17	9.8
CS (CH) Swissacc EF B	CHF 2/16	54.51	9.1
CS EF (CH) SSM Cap Switz Eq Fd B	CHF 2/16	1458.46	6.6
UBS (Lus) Digital Health Eq Fd B USD	USD 2/16	624.43	-2.1
UBS (Lus) European Entrepr Eq Fd B EUR	EUR 2/16	4289.44	5.5
UBS (Lus) Ger SmallMid Cap Eq B EUR	EUR 2/16	2722.32	-7.4
UBS (Lus) Glo Quality Dividend Eq Fd B	USD 2/16	26.70	13.0
UBS (Lus) Infrastructure Eq Fd B	USD 2/16	222.83	6.3
UBS (Lus) Security Equity Fund B	USD 2/16	48.49	6.8

Fonds d'allocation d'actifs			
CS (CH) Int. & Div Focus Growth CHF UB	CHF 2/16	131.57	7.3
CS (CH) Int. & Div Focus Bal CHF UB	CHF 2/16	115.05	5.1
CS (CH) Int. & Div Focus Yld CHF UB	CHF 2/16	100.80	2.6
CS (CH) Privilege 20 CHF UB	CHF 1/16	106.57	4.1
CS (CH) Privilege 35 CHF UB	CHF 1/16	110.33	5.4
CS (CH) Privilege 45 CHF UB	CHF 1/16	127.56	6.6
CS (CH) Privilege 75 CHF UB	CHF 1/16	119.27	5.8
CS (Lus) Global High Income USD UB	USD 2/16	305.50	6.8
UBS (Lus) Syst Index Fd Balan CHF UB	CHF 2/16	123.33	6.1
UBS (Lus) Syst Index Fd Growth CHF UB	CHF 2/16	140.80	8.3
UBS (Lus) Eur SmallMid Cap Eq LS Fd B	EUR 2/16	108.28	4.2

Fonds immobiliers			
CS Real Estate Fund LogisticsPlus	CHF 1/16	98.00	3.6
CS REF Green Property	CHF 1/16	119.00	-1.6
CS REF Hospitality	CHF 1/16	79.40	11.5
CS REF Interweiss	CHF 1/16	174.00	6.8
CS REF LivingPlus	CHF 1/16	145.50	1.4
CS REF Slat	CHF 1/16	225.00	6.1

Investissements alternatifs			
CS Commod. Fd Plus (CH) USD Bf CHF	CHF 2/16	110.43	-4.1
UBS (Lus) Eur SmallMid Cap Eq LS Fd B	EUR 2/16	157.52	-3.5

Autres fonds			
CS (CH) Swiss Real Estate Sec Fd A	CHF 2/16	19.12	4.5
CSP (Lus) Conv Int Bond Fund A CHF	CHF 2/16	252.18	5.9
UBS (Lus) Com Ind Pr USD Fd B	USD 2/16	67.29	-0.2
UBS (Lus) Commodity Allocation Fd B	USD 2/16	71.56	1.1

CRONOS

Fonds immobiliers			
Cronos Immo Fund	CHF 1/16	113.30	-3.4

gutzwiller FUNDS

Fonds en obligations			
EG CHF Bond Fund (CHF)	CHF 2/16	101.60	4.0

Fonds en actions			
EG European Equities (EUR)	EUR 2/16	-405.70	5.9
EG Global Equities (EUR)	EUR 2/16	221.93	-1.9
EG Swiss Equities (CHF)	CHF 2/16	66.40	5.9
Gutzwiller ONE	USD 2/16	628.00	16.2

Investissements alternatifs			
Gutzwiller TWO (USD)	USD 2/16	175.70	1.0

DE PURY PICTET TURRETTINI

Fonds en actions			
Cadmos - Emg Mkts Enga B	USD 2/16	137.04	1.8
Cadmos - Emg Mkts Enga I	USD 2/16	81.86	2.1
Cadmos - Peace Eur Eng B	EUR 2/16	203.13	6.6
Cadmos Swiss Engagement B	CHF 4/16	224.84	8.3
ENETA Energy Inhas. Fund IG EUR	EUR 2/16	17285.01	2.6
ENETA Energy Transition Fund IG EUR	EUR 2/16	130.62	-8.0
White Fleet M-Line Eur lo S (EUR)urdet	EUR 1/16	11488.37	3.2
White Fleet M-Pl. St. B (USD)	USD 1/16	44.58	-8.0
White Fleet M-Sec. Tds S (USD)	USD 1/16	207.75	15.8

Fonds d'allocation d'actifs			
Cadmos Balanced CHF B-Dist	CHF 4/16	124.63	6.3

Autres fonds			
Physical Gold B3	USD 1/16	136.45	20.7

Edmond de Rothschild Real Estate SICAV

Fonds immobiliers			
ERRE Swiss A-CHF	CHF 4/16	147.00	7.7

ethos

Fonds en actions			
Vontobel (CH) Ethos Swiss M&S A	CHF 4/16	483.90	6.6

FIR

Fonds en obligations			
GENERALI Bond Fund CHF	CHF 2/16	107.72	2.9
GENERALI INVEST - Long Term BF	CHF 1/16	106.80	4.0
GENERALI Short Term Bond Fund CHF	CHF 1/16	96.18	1.9

Fonds en actions			
GENERALI Eq Fd Switzerland A	CHF 2/16	-408.00	10.8

Fonds d'allocation d'actifs			
GENERALI Anlagelonds	CHF 2/16	137.33	9.0
GENERALI ESG Equity Fund C	CHF 1/16	91.32	11.8
GENERALI ESG Multi Asset Fund C	CHF 1/16	97.52	7.4
GENERALI Europe Balanced Fund CHF	CHF 2/16	111.37	5.7
GENERALI Europe Balanced Fund EUR	EUR 1/16	150.42	2.0
GENERALI INVEST - Risk Control 1	CHF 2/16	93.58	1.8
GENERALI INVEST - Risk Control 2	CHF 2/16	93.88	1.7
GENERALI INVEST - Risk Control 3	CHF 2/16	94.67	1.7
GENERALI INVEST - Risk Control 4	CHF 2/16	90.73	1.7
GENERALI INVEST - Risk Control 5	CHF 2/16	94.92	1.6
GENERALI INVEST - Risk Control 6	CHF 2/16	97.13	1.7
GENERALI Multi INDEX 10	CHF 2/16	102.13	3.0
GENERALI Multi INDEX 20	CHF 2/16	113.64	4.3
GENERALI Multi INDEX 30	CHF 2/16	125.07	5.3
GENERALI Multi INDEX 40	CHF 2/16	138.67	6.4

FIR

F

Economie & Finance

126 millions

LA POSTE A RÉALISÉ AU PREMIER SEMESTRE 2024 UN RÉSULTAT D'EXPLOITATION EN LÉGÈRE BAISSSE de 5 millions par rapport à la même période de l'an dernier, pour s'établir à 160 millions de francs. Le bénéfice a en revanche augmenté de 8 millions, à 126 millions de francs

MASAMICHI TERADA
Directeur général de JT

Japan Tobacco va racheter le groupe américain Vector Group pour un montant de 2,4 milliards de dollars. Le cigarettier nippon veut accroître sa présence aux États-Unis, le deuxième marché mondial du secteur



90%

L'EUROPE A REMPLI À 90% SES STOCKAGES DE GAZ NATUREL, avec plus de deux mois d'avance sur l'échéance fixée au 1er novembre, signe que l'UE est «prête pour l'hiver prochain», sur fond de remontée des cours ces dernières semaines en raison des risques géopolitiques, a annoncé la Commission européenne

SMI	12 305,45	Dollar/franc	0,8522
Euro Stoxx 50	4885,00	Euro/franc	0,9472
FTSE 100	8288,00	Euro/dollar	1,1112
		Livre st / franc	1,1161
		Banl Brent/dollar	77,63
		Once d'or/dollar	2483

Changement surprise de patron chez Nestlé

GOUVERNANCE L'annonce a fait l'effet d'une bombe: Mark Schneider quittera la multinationale veveysanne à la fin du mois. L'actuel directeur de la région Amérique latine, le Français Laurent Freixe, a été nommé pour lui succéder dès le 1er septembre

LE TEMPS AVEC L'ATS

Le géant de l'alimentation Nestlé a annoncé hier que le Français Laurent Freixe deviendrait son directeur général au 1er septembre, succédant à Mark Schneider. Arrivé en 2016 à la tête du groupe, Mark Schneider a renoncé à ses fonctions et quittera également le conseil d'administration, a indiqué le géant veveysan de l'alimentation dans un communiqué, sans plus de précision. «C'est un coup de tonnerre», a commenté l'analyste de Vontobel Jean-Philippe Bertschy, contacté par l'agence de presse AWP.

«Un départ abrupt»

Artisan de la refonte de Nestlé, le Germano-Américain de 58 ans, de son nom complet Ulf Mark Schneider, a contribué à recentrer le portefeuille du groupe sur les catégories à forte croissance, en particulier le café, les produits pour animaux de compagnie et



MARK SCHNEIDER

les produits de santé nutritionnelle. Cite dans le communiqué, son prédécesseur et actuel président de la multinationale Paul Bülcke a salué «sa contribution significative» et «son leadership exceptionnel et résolu en période de crise».

Reste que «ce départ aussi soudain qu'abrupt est sans précédent», a souligné Jean-Philippe Bertschy. Les passations de pouvoir à la tête du paquebot alimentaire se font habituellement sur plusieurs années. Pour l'analyste, la pression sur l'actuel patron ne faisait qu'augmenter au cours des derniers trimestres, avec des



LAURENT FREIXE

résultats systématiquement en deçà des attentes. «Les objectifs ont dû constamment être revus à la baisse, ce qui tend à éroder la confiance des investisseurs», a-t-il poursuivi.

Laurent Freixe est membre du comité exécutif de la multinationale depuis seize ans et dirige actuellement la zone Amérique latine. Le conseil d'administration a également proposé sa candidature comme administrateur, a indiqué Nestlé hier dans un communiqué diffusé après la clôture des marchés.

«Je connais Laurent depuis longtemps et je le considère comme un

leader talentueux doté d'un bon sens de la stratégie, d'une vaste expérience et expertise du terrain, ainsi qu'une compréhension profonde des marchés et des consommateurs, s'est réjoui Paul Bülcke. «Il a démontré sa capacité à obtenir des résultats dans des conditions de marché difficiles», a-t-il ajouté.

Nestlé tourne la page de l'ère Mark Schneider. Et avec la nomination de Laurent Freixe, le groupe opère une forme de «retour aux racines», a relevé Jean-Philippe Bertschy. «Paul Bülcke et lui se connaissent depuis de nombreuses années et ont l'habitude de travailler ensemble.»

Se concentrer sur les besoins des consommateurs

Moins d'une heure après sa nomination à la tête du géant alimentaire, le Français Laurent Freixe a dévoilé les premiers éléments de sa future stratégie. «Le

mot d'ordre est d'être performant tout en se transformant», a-t-il expliqué hier soir en conférence téléphonique.

«Le mot d'ordre est d'être performant tout en se transformant»

LAURENT FREIXE, NOUVEAU PATRON DE NESTLÉ

Sous sa direction, Nestlé se fixe comme cap de gagner des parts de marché. «Et pour cela, nous devons nous concentrer sur les besoins des consommateurs et des clients.» Le président Paul Bülcke a indiqué que Laurent Freixe sera opérationnel dès ce vendredi.

Afin de stimuler la croissance organique, le nouveau patron de

Nestlé veut miser sur le cœur de métier, sur les «bases». «Nos segments clés, nos marques clés, nos produits clés et nos plateformes de croissance clés figureront au cœur de notre approche», martèle celui qui entend encourager la productivité et maîtriser les coûts. De telles mesures permettront de libérer des ressources, notamment pour promouvoir l'innovation. Des acquisitions ne sont pas exclues, mais l'accent sera mis particulièrement sur l'activité de base de Nestlé, a expliqué le dirigeant français.

Pour le président, il est la personne idéale pour diriger Nestlé. «Il connaît notre groupe sur le bout des doigts et a déjà dirigé trois zones géographiques», a-t-il souligné. Questionné sur l'alternative qu'aurait représenté un candidat externe, Paul Bülcke a balayé l'idée. «Il n'y avait pas besoin», selon lui. «Laurent est déjà là et est parfaitement adapté pour le poste.»

Les fonctionnaires sont mieux rémunérés que les employés du secteur privé

TRAVAIL Une nouvelle étude démontre que les administrations cantonales, communales et fédérales offrent des salaires jusqu'à 12% plus élevés que dans les entreprises. A l'heure où les négociations salariales automnales débutent, le sujet est sensible

LAUREL GONZALVES
X @laurelgonz

Qui dit «inégalités salariales» dit, d'ordinaire, inégalités entre hommes et femmes. Pourtant, il en est une autre qui fait moins de bruit, à tort: celles entre le secteur public et le secteur privé, au bénéfice du premier. Publiée en juin, une étude de l'Institut de politique économique suisse de l'Université de Lucerne (IWP) établit ce constat: votre «jumeau statistique» qui travaille dans le secteur public gagne plus que vous dans le privé.

Un différentiel est de 5,4% au niveau cantonal

A l'heure où les négociations salariales automnales démarrent, un coup de projecteur s'impose. Lundi à Berne, les syndicats ont en effet réclamé une hausse de 2 à 4% des salaires réels. Le syndicat Transfair, représentant le service public, n'a pas été en reste, mettant en avant la perte du pouvoir d'achat du personnel de l'administration fédérale notamment.

Le contexte politique posé, voici le constat chiffré. A qualification, expérience et responsabilité égales, un employé de l'administration fédérale gagne 11,7% de plus qu'un employé d'une entreprise privée selon l'étude. Au niveau cantonal, ce différentiel est de 5,4% et au niveau communal de 4,5%. En chiffres bruts, le salaire annuel moyen pour un poste dans l'administration fédérale est de 118 457 francs, alors qu'il est de 92 723 francs dans le secteur privé. Soit 25 000 francs de plus par an pour le fonctionnaire. Dans les cantons et les communes, les salaires sont également en moyenne supérieurs

à ceux du secteur privé. Les entreprises publiques ne sont pas aussi rémunératrices, avec un salaire annuel moyen de 92 704 francs.

Etre femme est aussi un avantage

C'est ce que montrent les professeurs lucernois Marco Portmann, Christoph Schaltegger et Frederik Blumel. Fin 2023, ils réalisaient une première étude reposant uniquement sur l'Enquête suisse sur la population active (ESPA). Devant un sujet politiquement explosif, des critiques ont fusé, notamment sur la méthodologie. En juin, ils remettaient l'ouvrage sur le métier. Cette fois, ils prenaient également en compte l'enquête biennale sur la structure des salaires (LSE), en y incluant les données disponibles jusqu'en 2022. Cette seconde base de données n'a pas fait mentir la première, bien au contraire. Selon cette dernière, l'avantage salarial à la Confédération est encore plus important, soit 13,9%. En revanche, au niveau cantonal et communal, il est plus faible. La combinaison des deux ensembles de données – l'un détaillé mais moins étendu, l'autre étendu mais moins détaillé – permet d'obtenir des estimations très fiables, estiment les professeurs.

S'il fait bon être fonctionnaire, être femme est aussi un avantage: les employées de l'administration fédérale gagnent 14,4% de plus que celles du privé, contre 11% pour les hommes. Autre constat: l'Etat est plus généreux que les entreprises pour les salariés au bas de l'échelle salariale, soit 19% de plus pour les 5% des emplois les moins lucratifs. «Cela s'explique par le fait que la distribution des salaires est plus comprimée dans le secteur public que dans le secteur privé», répond Marco Portmann. Autrement dit, l'Etat ne verse pas des salaires aussi élevés à ses cadres supérieurs que ceux des managers du privé, mais d'un autre côté, il ne fait pas pression sur les salaires des travailleurs à bas revenus comme cela se produit souvent dans le secteur privé.



«Dans le secteur public, les bas salaires sont supérieurs à ceux du privé, mais les cadres gagnent moins»

GRETA GYSIN, PRÉSIDENTE DE TRANSFAIR

Si l'économie est créatrice d'emplois, l'Etat la bat à plate couture. Dans le secteur public, l'emploi en équivalent temps plein a augmenté de 12% entre 2011 et 2019, contre 9,7% dans les entreprises privées, note l'IWP. La démographie, elle, s'est accrue de 8,2%.

Si cette attractivité étatique a un coût, financé par le contribuable, elle a aussi des conséquences négatives pour les entreprises, notamment en période de pénurie de personnel: «Pour la Suisse, il existe des enquêtes qui montrent que les diplômés de certaines filières considèrent l'Etat comme un employeur très attractif. Pour certains pays, il existe des études scientifiques qui montrent que les demandeurs d'emploi préfèrent attendre de trouver un emploi au sein de l'Etat plutôt que d'accepter un poste

dans le secteur privé», relève Marco Portmann.

Pour Alain Salamin, expert en rémunération, il ne faut pas crier à la concurrence déloyale pour autant: «Le secteur privé comporte d'autres avantages, comme les augmentations de salaire au mérite, la rémunération variable selon les performances, ou la participation au capital. Le privé a tout intérêt à se montrer inventif plutôt que de copier le secteur public.» Cependant, il constate aussi que «certaines administrations publiques se montrent de plus en plus proactives pour recruter dans certains métiers en compétition avec le privé.» Exemple récent: dans la région lausannoise, les grands acteurs publics du secteur de la petite enfance paient des salaires d'entrée plus élevés que ceux de la CCT, dans un contexte de forte augmentation de l'offre, et donc de recrutement. La concurrence ne s'arrête pas là: selon l'IWP, les salaires à la Confédération exercent aussi une pression sur les cantons et les communes. «C'est un peu le même reproche que font les PME aux grandes entreprises», résume Alain Salamin.

Pour ce spécialiste, la hausse des salaires dans le public est une vague de fond constatée depuis plusieurs années. Elle serait aussi due à «l'histoire d'un secteur teinté politiquement, souvent très syndicalisé, avec pour conséquence fréquente l'indexation automatique des salaires.» Quand on ajoute à cela la sécurité de l'emploi et la présomption, justifiée ou non, d'un moindre stress, on comprend le charme discret qu'exerce le secteur public.

Genève, champion des dépenses de personnel

Politiquement, ces acquis sont très difficiles à remettre en cause. A Genève par exemple, le projet de réforme de la grille salariale de l'Etat (Score) a capoté avant de naître. Le gouvernement s'attelle désormais à un nouveau projet dont il est peu probable qu'il soit moins favorable aux employés. «Dans ce type de

réformes, si une masse critique et significative de fonctions ne sont pas revalorisées, ça ne passe pas politiquement», relève Alain Salamin. Ce faisant, cette logique a un effet de clapot: les rémunérations sont toujours poussées vers le haut sans plus pouvoir redescendre.

Le cas de Genève est emblématique des largesses étatiques. Il est le canton suisse où le niveau des dépenses cantonales et communales de personnel est le plus élevé par habitant: soit 9554 francs, suivi de Bâle-Ville, Neuchâtel, Zurich et Vaud, selon l'IWP. Argovie et Schwyz sont les cantons les moins dépensiers avec 3653 et 3652 francs par habitant pour la fonction publique. Les dépenses administratives garantissent-elles une meilleure efficacité que la discipline budgétaire? Rien n'est moins sûr.

«Il faut que le privé s'adapte»

Au bout du lac, le fossé salarial entre public et privé paraît abyssal, selon l'Office cantonal de la statistique: le salaire mensuel brut médian affiche 32,7% de plus dans le public que le privé. Interrogés sur cette énorme différence entre ce chiffre et les leurs, les professeurs expliquent que Genève compare l'ensemble des professions du secteur public avec l'économie privée, quand leur étude se cantonne aux administrations. «Si nous procédons de la même manière pour comparer les salaires de l'administration avec ceux du secteur privé, nous obtenons une différence de 21%», note Marco Portmann.

Même à moitié moins, c'est beaucoup, voire excessif pour la droite. Ce que conteste Greta Gysin, présidente de Transfair et conseillère nationale verte: «Dans le secteur public, les bas salaires sont supérieurs à ceux du privé, mais les cadres gagnent moins. Si on baisse les salaires, ce seront en toute logique les bas revenus qui seront touchés pour ne pas devoir toucher les hauts, déjà, et non l'inverse. De plus, la Confédération se doit de donner le bon exemple.» Aux contribuables de trancher.

12 Bourses

BOURSE 22.08.2024

↑ SMI 12305 45 0 45% ↑ SPI 16345 50 0 44% ↑ SLI 1999 88 0 60% ↑ SMIM 2685 665 0 37% ↓ VSMI 13 3692 -0 35%

SMI

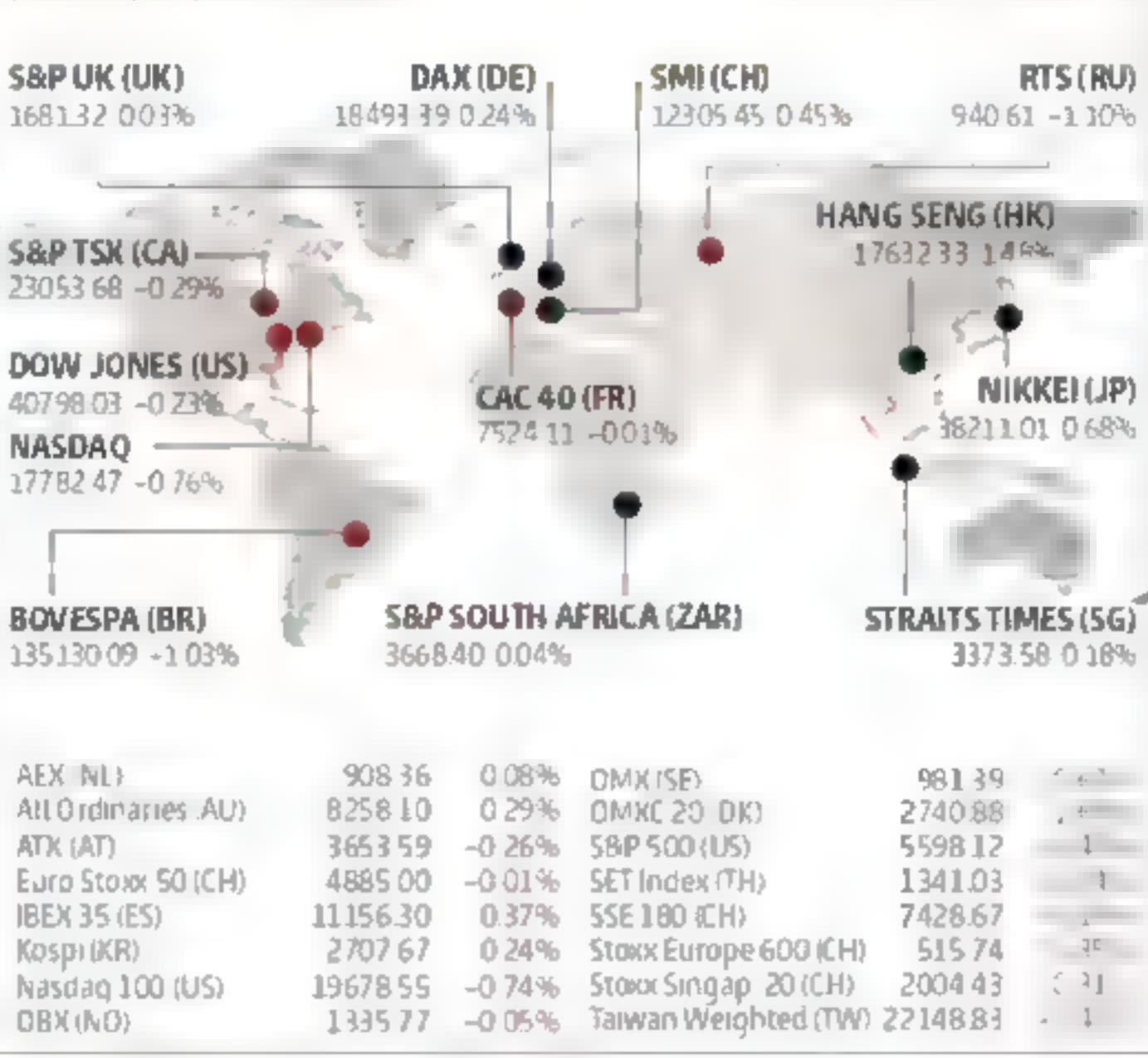
Titre	Div	Rend du div.	Cours clôture	Variation % jour d'avant	Plus bas / Plus haut 52 semaines	Haut
ABB NA	0 87	1 82	47 91	0 06	29 13	52 46
A.com N	0 24	0 29	81 46	0 84	61 28	84 42
Geberit NA	12 70	2 41	528 00	0 38	409 00	571 20
G. vat. dan	68 00	1 62	4191 00	0 07	2769 00	4396 00
Holcim N	2 80	2 48	80 66	0 80	54 34	85 58
Kühne+Nagel	10 00	3 87	258 70	0 74	234 50	301 90
Logitech NA	1 06	1 48	78 28	-0 46	58 56	93 50
Löwen Gr	4 00	0 71	564 40	1 36	308 60	589 40
Nestlé NA	3 00	3 35	89 44	±0 00	85 70	108 08
Novartis	3 30	3 29	100 40	0 14	81 63	100 96
Partners Gr	39 00	3 20	1220 00	1 54	913 00	1325 50
Richemont	3 50	2 00	137 25	0 73	102 95	151 10
Roche HldGS	9 60	3 39	282 90	-0 11	212 90	287 40
Sika N	3 30	1 25	264 60	1 61	206 90	287 60
Sonova	4 30	1 46	293 90	1 73	205 80	300 60
Sw. ss. Life	33 00	4 90	673 40	0 75	535 80	682 40
Swiss Re NA	6 22	5 36	115 90	4 51	84 34	117 20
Swisscom	22 00	4 15	530 50	0 09	486 80	559 80
JBS Group N	0 64	2 44	26 19	0 58	20 88	28 78
Zürcher ns. Gr.	26 00	5 36	485 50	0 37	406 10	492 90

↑ GAGNANTS

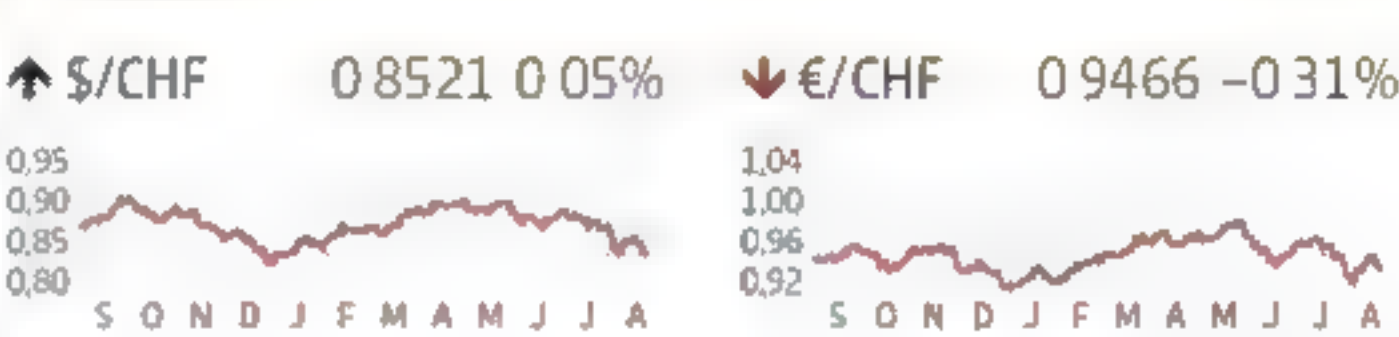
Siegfried	1078.00	+7.37%	Hochdorf	6.24	-23.90%
Evolvea Hold.	0.94	+6.58%	Leclanche NA	0.30	-18.11%
Medartis	65.20	+6.02%	GAM NA	0.15	-12.50%
Curatis N	5.36	+5.10%	Highlight	8.05	-10.56%
Sw. ss. Re. NA	115.90	+4.51%	W. sekey	3.60	-10.00%

↓ PERDANTS

INDICES BOURSIERS



CHANGES



La Banque 22.08.	Devises		Billets		avec 100 fr on achete
	achete	vend	achete	vend	
1 Euro	0 9478	0 9480	0 92	0 98	101 88
1 Dollar US	0 8508	0 8510	0 82	0 89	112 04
1 Dollar canadien	0 6267	0 6269	0 59	0 67	149 81
1 Dollar australien	0 5738	0 5740	0 53	0 61	163 27
100 Dollar hongkong	10 9141	10 9171	10 30	12 10	826 45
100 Yens	0 5845	0 5846	0 54	0 63	15810 28
1 Livre sterling	1 1163	1 1167	1 04	1 19	84 21
100 Couronnes suédoises	8 3324	8 3384	0 00	9 25	1081 08
100 Couronnes norvég.	8 0793	8 0850	0 00	9 00	1111 11
100 Couronnes danoises	12 6992	12 7032	0 00	13 45	743 49

Bitcoin USD 60404.10 (22.08.) 61262.80 (21.08.)

Monnaies 22.08.	CHF	USD	EUR	GBP	JPY	CAD	RUB
Franc suisse	-	1 1735	1 0562	0 8963	171 7035	1 5960	107 3682
Dollar US	0 8521	-	0 9001	0 7638	146 3130	1 3602	91 4949
Euro	0 9466	1 1109	-	0 8486	162 5601	1 5110	101 6545
Livre sterling	1 1155	1 3091	1 1783	-	191 5498	1 7805	119 7860
Yen	0 5823	0 0068	0 0062	0 0052	-	0 0093	0 6253
Dollar canad.	0 6264	0 7352	0 6617	0 5615	107 5730	-	67 2643
Rouble	0 0093	91 4949	0 0098	0 0083	1 5991	0 0149	-

SWISS-PERFORMANCE-INDEX (SPI 3000 SMI)

Titre	Cours 22.08.	Var %	52 semaines	Comet	347 00	-0 29	389	171
Accelleron	43 46	0 88	44 3	21 4	146 50	-0 34	157	113
Adax Therap	0 056	0 36	0 26	0 04	79 70	1 66	800	33 7
Adeco Gr. NA	28 78	1 48	42 2	27 3	65 00	1 56	73 6	52 0
Adval Tech	85 00	±0 00	117	83 0	5 36	5 10	35 8	0 90
Aewis Vict. NA	14 95	1 01	19 0	13 8	173 20	±0 00	207	15 4
Aresis SA	0 35	-	0 72	0 25	67 20	±0 00	69 1	54 0
Alreal NA	158 20	0 25	159	140	42 12	0 29	102	35 2
Also Hold ng	249 00	-0 40	282	205	518 00	0 19	535	40 1
ams-OSRAM	1 08	-0 78	3 48	0 92	263 00	2 94	270	190
APG SGA NA	196 00	-0 76	226	165	68 00	±0 00	116	67 0
Arbona NA	12 86	-0 16	13 5	7 10	12 12	0 17	13 7	9 30
Arundel NA	0 12	±0 00	0 27	0 08	878 00	0 11	964	82 0
Aryzta NA	1 75	0 58	1 83	1 34	730 50	0 28	785	58 1
Ascom NA	5 59	-1 82	11 3	5 29	71 20	0 28	750	59 2
Asma, World	1 33	-8 28	1 94	1 25	0 94	6 58	4 10	0 62
Autoneum H NA	124 00	0 98	167	98 8	16 00	-0 62	22 9	16 0
Avdila	33 38	0 48	39 8	29 0	203 20	0 69	209	16 6
Bachem H NA	83 90	1 15	91 7	54 0	867 00	-0 23	1200	86 3
Baloue NA	160 10	0 63	163	126	16 15	0 62	17 3	15 2
Barry Callebaut	1362 00	0 07	1627	1215	81 77	3 42	83 8	60 0
BaselLand KB	854 00	±0 00	894	830	71 95	±0 00	78 2	65 1
Basilea Pharm.	44 90	-1 64	49 0	32 0	0 15	-12 50	0 54	0 14
Basler KB PS	66 00	-0 30	69 6	62 0	64 40	0 86	72 2	45 6
BB Biotech	39 85	0 50	49 8	35 4	21 30	±0 00	24 3	20 8
Belimo	553 50	0 64	557	369	234 00	0 86	290	21 6
Bell Food	260 50	0 19	265	238	37 00	-1 46	99 8	34 5
Bellevue Gr	16 90	0 90	25 7	16 0	132 40	0 30	137	11 5
Bergb. Engsb.	40 70	±0 00	45 9	39 7	76 80	1 32	81 4	69 4
Berner KB	233 00	-0 43	253	231	8 05	-10 56	15 3	4 00
BKW	156 60	-0 95	168	122	6 24	-23 90	29 0	1 23
Bossard	222 50	-1 33	230	173	82 60	0 24	84 7	59 9
Bq. Cant. de G.	276 00	-0 72	317	213	4100 00	±0 00	4380	3780
Bq. Cant. de J.	59 00	±0 00	66 5	49 2	2 12	-1 21	5 32	1 29
Bq. Cant. Vaud.	91 40	-0 60	113	89 0	31 20	-4 88	36 8	25 8
Bucher Ind.	356 50	±0 00	402	334	17 75	1 72	190	15 7
Bundner KB	1710 00	0 29	1815	1630	1202 00	0 17	1508	940
Burkhardt	581 00	0 35	666	436	2560 00	0 79	3080	2245
Burkhalter	90 10	0 67	101	83 0	121 00	2 51	130	11 3
BYZ	950 00	±0 00	1080	820	110 00	0 92	110	91 4
Bystronic	313 50	-1 57	598	299	136 00	-0 73	144	10 3
Calida Holding	28 30	0 35	32 0	25 0	49 78	0 24	62 1	43 0
Caro Gavazzi	246 00	1 65	354	232	202 00	±0 00	2 1	14 1
Cembra Money	77 45	0 45	78 9	60 0	255 50	0 20	278	16 3
Cr. Com.	1 25	-	2 40	0 90	16 30	-0 61	190	15 0
Cicor Technol.	51 80	0 78	53 4	43 0	130 20	-1 36	226	12 4
Cit. ant.	13 03	0 08	15 3	10 8	1 54	-7 23	1 99	1 11
Coltene	51 20	1 59	72 4	44 1	15 08	-7 48	16 6	1 76

Ledanche NA	0 30	-18 11	0 63	0 30	Siegfried	1078 00	7 37	1084	655
Lem.	1254 00	0 48	2120	1108	SIG Group	17 53	-0 40	23 9	15 9
Leonq	76 90	-0 92	41 3	21 7	SKAN Group	80 10	2 04	86 6	65 0
Leichtent LB	75 10	-0 92	76 5	59 3	SoftwareONE	16 10	-1 83	19 3	14 0
Lindt & Spr	109600 00	0 7411360095000			Spens	0 057	-	1 06	0 01
Lundt & Spr PS	11010 00	0 55	12430	9385	St. Gallen KB	422 50	1 81	508	415
Luxemier XB	65 60	-1 06	76 4	64 2	Stadler Rail	27 20	0 93	36 3	24 7
MCH Group N	3 94	-	5 88	3 50	StarragTornos	45 00	-0 88	57 0	44 6
Medacta Gr	130 40	1 09	135	98 1	Straumann	126 15	-0 08	152	97 0
Medartis	65 20	6 02	96 9	61 0	Sulzer NA	127 60	0 16	139	72 3
Medmat	10 66	0 57	26 8	10 1	Swatch N Gr.	179 60	1 17	259	163
Meier Tobl.	25 65	-1 72	44 7	25 0	Swatch N Gr.	35 60	0 14	48 9	33 3
Metal Zug	1235 00	-1 20	1570	1215	Swiss Pr. Sire	93 05	2 42	93 5	81 3
Meyer Burger	4 50	-2 17	123	4 50	SwissSteel H.	5 00	-0 60	26 8	4 63
Mikron	18 20	-0 82	200	12 5	Swissquote	306 80	0 92	309	158
Mobilezone	13 52	-1 31	15 3	12 7	Tecan	284 40	1 72	392	251
Mobimo	268 50	0 37	270	24 1	Remenis NA	58 80	0 51	89 7	52 7
Molecular Partn.	5 46	-2 50	9 50	3 04	Thurgau KBPS	124 00	1 64	130	117
Montana A	18 56	0 22	19 9	9 68	TX Group	160 80	0 37	171	81 7
Newron Pharma	7 75	-1 27	11 5	4 09	u-blox Holding	78 30	-1 51	102	73 2
Novavest Real Est	32 70	0 31	370	31 7	Valiant Hld	98 30	±0 00	111	92 8
OC Oerlikon NA	4 74	-0 34	5 12	3 30	Vana US Prop	32 50	±0 00	410	30 7
Orascom Dev	4 15	-0 24	6 02	3 20	VAT Group N	435 90	-0 41	528	309
Orell Fussli	75 60	0 27	83 6	69 0	Vaudoise	446 00	0 45	462	413
Onor	57 20	±0 00	77 1	52 5	Vetropack N	30 30	±0 00	48 0	29 8
Peach Prop.	7 35	-8 13	14 2	6 30	Vilars	560 00	-	715	550
Perron Duval	68 50	-	81 0	35 2	Vontobel	56 20	0 72	59 4	47 6
Phoenix Mec.	436 00	±0 00	536	34 2	VP Bank	75 20	-0 27	97 6	69 0
Pierrel Mob	26 10	0 97	74 1	24 1	VZ Holding	127 00	0 16	129	85 7
Plazza	314 00	±0 00	315	291	V-ZUG	59 00	1 37	69 2	48 1
PolyPeptide	33 50	3 24	35 8	14 1	Walliser KB	115 50	0 43	118	107
PrivateEquity	73 60	0 82	78 0	63 0	Wartec Invest	1700 00	0 89	1907	1610
PSP	123 70	1 23	124	105	Wiskey	3 60	-10 00	5 47	2 80
R&S Group	16 00	-2 14	16 9	9 55	Xurle Sciences	27 40	-8 67	51 4	27 3
Relief Therap	1 09	-0 91	4 89	1 09	Ypsomed	407 00	0 25	432	244
Rietor	102 20	0 20	138	74 1	Zehnder Gr	53 80	-1 28	62 2	45 2
Roche I	305 20	±0 00	312	22 9	Zublin ImmoB	26 00	±0 00	27 4	23 8
Romande Energie	53 00	±0 00	58 8	50 6	Zug Estates	1780 00	1 71	1915	1480
Sandoz	37 71	-0 58	38 8	22 7	Zuger KB	8340 00	0 72	8580	7460
Santhera Pha	8 89	-1 11	14 6	7 14	Zwahlen&Mayr I	160 00	-	180	112
Schindler N	229 00	0 88	237	171					
Schindler PS	234 60	0 86	243	176					
Schlatter Hold	22 80	±0 00	28 0	21 0					
Schweizer Tech.	423 00	±0 00	638	37 2					
Schweizer NB	3700 00	0 27	4790	34 40					
Sensiron	69 30	-2 94	88 1	57 5					
SFL Urban Prop N	91 60	0 66	96 0	82 5					
PS Group	126 80	-1 09	130	88 9					
SGS	94 14	0 38	96 2	69 6					
HL Telemed.	3 07	-8 90	10 4	2 74					

AVIATION

Après huit ans et une crise historique, André Schneider, le directeur de l'aéroport de Genève, quitte ses fonctions cet automne. Il estime avoir posé de bonnes bases pour que Cointrin atteigne ses objectifs climatiques



André Schneider «Les avions à hydrogène et électriques joueront un faible rôle à Genève» — AÉROPORT DE COINTRIN 22 AOÛT 2024 DAVID WAGNER/LES POUR LE TEMPS

«Nous allons investir 1,7 milliard de francs»

PROPOS RECUEILLIS PAR
ET ENNE MEYER-VACHERAND
ET RICHARD ETIENNE

✉ @etiennemeyva ✉ @rieienne

André Schneider quitte son poste cet automne après huit ans à la direction de l'aéroport de Genève. Le Bernois aura dirigé l'entreprise durant l'une des plus grandes crises de son histoire, celle du covid, et dans un contexte de crise climatique en partie engendrée par l'aviation. Entretien.

Comment conciliez-vous la mission de répondre aux besoins de la région en matière de transport aérien et de réduire les émissions de CO2 en Suisse alors qu'il n'y a pas de solution technologique en vue? Je vais vous contredire. Il faut répondre à la demande et en même temps réduire l'impact environnemental de nos avions et de l'aéroport, ce que nous nous attelons à faire. Nous avons réduit les émissions – de CO2 et sonores – depuis que je suis arrivé. En Suisse, 10% des émissions viennent de l'aviation (et 2,5% à l'échelle mondiale) mais c'est en mettant sur le compte de la Suisse la totalité d'un trajet aérien, jusqu'au Japon par exemple. Un plan de decarbonation de l'aviation en Suisse pour atteindre le net zero en 2050 a été publié par les aéroports, les compagnies aériennes et la Confédération.

Et comment y parviendra-t-on alors? Il y a plein d'hypothèses et il faut y aller par priorité. La principale porte sur l'utilisation de kérosène durable, de SAF [sustainable aviation fuel, ndlr]. Il y a d'autres mesures. Il y a plus de passagers, mais le nombre de mouvements [décollages et atterrissages, ndlr] est stable, voire en baisse. Nous avons des incitations financières pour les compagnies sur le remplissage des avions, ce qui diminue l'empreinte carbone

par passager. Nos principales compagnies ont des flottes jeunes, avec une part grandissante d'avions de nouvelle génération, moins gourmands et moins bruyants. Il faut aussi aller vers un espace aérien unique en Europe, car aujourd'hui les appareils font beaucoup trop de détours.

Les carburants durables, il y en a encore peu, l'aviation électrique ou à hydrogène, on n'y est pas encore. Les avions à hydrogène et électriques joueront un faible rôle à Genève. L'aviation électrique, ce sera pour les petits avions et les vols courts. Quant aux SAF, il n'y en a presque pas aujourd'hui, mais dès 2025 il faudrait qu'ils représentent 2% des carburants. La loi sur le CO2 et les réglementations européennes le demandent. Les avions de dernière génération vont aussi engendrer des réductions de consommation de kérosène, ce qui réduira aussi les émissions de CO2. Sur la question climatique, c'est comme gravir l'Everest, mais on connaît désormais la voie. Ce qui ne veut pas dire que ce ne sera pas difficile.

Vous avez été à la manœuvre pour la feuille de route de l'aviation suisse pour atteindre la neutralité carbone. Quel bilan en tirez-vous aujourd'hui? Nos émissions sont en baisse, même si le covid a repoussé nos plans de trois ans. A Genève, nous avons augmenté la part de véhicules électriques sur le tarmac. La nouvelle aile est un terminal inauguré en 2021, [ndlr] produit plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Avec Geni-lac, nous allons remplacer totalement notre système de chauffage, qui pèse pour 60% de nos émissions.

Comment évoluera l'aviation à Genève? L'aviation est une composante importante pour la mobilité, mais chacun doit se poser la

question de savoir si c'est défendable de continuer à voyager comme on le fait aujourd'hui. Mais ce n'est pas à l'aéroport de se prononcer. Son mandat consiste à fournir de la capacité de voler avec comme objectif une neutralité carbone en 2050. On n'ira pas demain en bateau aux Etats-Unis, en Europe, l'offre en train restera limitée. Mais nous ne pourrions sans doute pas continuer à voyager comme nous le faisons actuellement, aussi pour des questions de surtourisme.

L'aviation d'affaires à Genève ne retrouve pas son niveau d'avant-pandémie. Les chiffres sont un peu en dessous, mais il y a aussi une reprise. En 2024, en termes de trafic passagers, on sera quasiment au niveau de 2019, et certains mois, comme en juillet, il y a eu plus de passagers. A Genève beaucoup de gens voient pour rendre visite à des proches à l'étranger. Dans les organisations internationales, on voit que les négociations par visioconférence marchent moins bien qu'en face-à-face. Les vols privés, l'aviation d'affaires, ont connu une hausse durant le covid, puis une baisse. Mais on constate que les manifestations pour le climat n'ont eu aucun impact sur la demande.

Y aura-t-il demain moins de jets privés et plus de low cost? On constate que les différences de prix pour des voyages en Europe – sur des distances courtes, sans repas et avec peu de bagages – ne varient que très faiblement d'une compagnie à l'autre. Par rapport à il y a 30 ans, les prix ont largement baissé, mais sur cinq ans, ils ont augmenté. Les compagnies aériennes travaillent comme les hôtels: quand l'avion est plein, les prix montent. Mais cette hausse, en Suisse, ne semble avoir aucun impact sur la demande. Des études montrent que les Suisses sont même prêts à augmenter leur budget consacré aux voyages. Cela

dit, la pression sur les prix, avec l'inflation et les SAF, plus chers, va demeurer.

Ces dernières années, cette pression sur les prix a rendu les conditions de travail difficiles dans les coulisses de l'aviation. Les conflits sociaux ont été nombreux sur le tarmac... En Suisse, les aéroports sont les derniers vrais centres avec une grande main-d'œuvre industrielle, qui sont par définition des environnements plus difficiles. Et l'aviation est un domaine avec des marges très faibles, qui subit une grande pression. L'aéroport, l'entreprise, doit aussi revoir son système de rémunération tout en évitant une grève. Il faut trouver le bon équilibre. Je relève tout de même qu'aujourd'hui tous les agents au sol ont une CCT.

«Il faut répondre à la demande et en même temps réduire l'impact environnemental de nos avions et de l'aéroport»

Al'heure de votre départ, quelle est la santé financière de l'aéroport? Nous sommes maintenant sortis de la crise. Nous avons un meilleur résultat qu'avant la pandémie avec moins de passagers. Nous avons enregistré un bénéfice de 88,6 millions de francs (contre 84,1 millions en 2019, ndlr). De 2000 à 2018, le trafic passagers a augmenté en moyenne de 4,8% par an, il ne devrait pas croître de plus de 1 ou 2% désormais. Or les redevances liées aux passagers représentent une grosse part de nos revenus. Cela aura un grand impact sur leur progression. Nous

trainons aussi la dette contractée pendant le covid. Nous prévoyons de revenir à un niveau d'endettement d'avant crise en 2028.

Cet objectif vous paraît-il atteignable, compte tenu des investissements liés à l'environnement? Nous avons les plans pour y parvenir. En parallèle, nous devons continuer à développer nos infrastructures, qui ont pris de l'âge. Notre planification directrice court jusqu'en 2050 avec une stratégie claire jusqu'en 2030, s'il n'y a pas d'incident de parcours. En 2019, personne ne pouvait imaginer une crise comme le covid, qui nous a durement touchés mais que nous avons réussi à gérer. Nous n'avons pas dû licencier massivement, nous sommes sur la bonne voie pour réduire notre dette, qui est finalement restée dans un cadre gérable.

Après la nouvelle aile est, quelles sont les priorités d'investissement? Pour des questions environnementales, énergétiques et d'infrastructures, nous allons investir 1,7 milliard de francs d'ici à 2034. Nous ne sommes pas subventionnés donc tout doit sortir des poches de l'aéroport. L'essentiel des infrastructures d'accueil des passagers date de 1968, comme notre terminal principal, qui doit être remplacé dans les dix ans qui viennent. De plus, l'utilisation a beaucoup changé depuis cette époque, comme exemple, les trois bâtiments satellites sur le tarmac ont été conçus pour accueillir quatre avions d'une capacité de 50 places. Aujourd'hui, il y a des Airbus A320, le nombre de sièges a été quadruplé. Le principal hangar de maintenance date des années 1940. Il y a urgence à renouveler ces installations.

Il y a quelques semaines, la panne de CrowdStrike paralysait l'aviation sans vous toucher. Les investissements dans la cybersécurité doivent-ils être revus à la hausse?

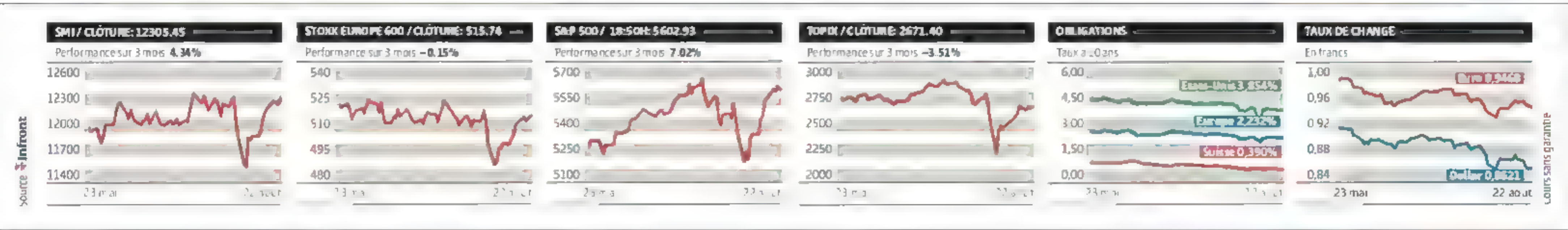
Pour la Confédération, nous sommes une infrastructure critique, on doit tout faire pour éviter cela. C'est par chance que nous n'avons pas été touchés, parce que nous n'utilisons pas cet outil. Il y a déjà beaucoup de mesures que nous prenons et nous sommes contrôlés par notre régulateur. Mais ce qui est terrible avec la cybersécurité, c'est que le temps de se protéger d'une menace, il y en a déjà trois nouvelles.

Genève subit beaucoup d'attaques? Oui, elles se comptent en milliers par jour. La grande majorité ne sont pas graves et mal exécutées. Je ne suis pas un spécialiste donc je ne saurais vous donner plus de détails. Mais les dernières attaques majeures ont eu lieu lors du sommet du Burgenstock, des attaques par dénis de service.

Votre successeur, Gilles Rufenacht, ne vient pas du secteur aérien, quel conseil lui donneriez-vous? J'aimerais rappeler que quand je suis arrivé ici, je n'étais pas dans une situation fondamentalement différente de la sienne. Je n'avais jamais travaillé dans le secteur. Je répondrais donc ce que l'on recommande à tout le monde, c'est-à-dire faire le tri pour identifier quelles sont les questions stratégiques et s'y coller pour comprendre les enjeux.

Pas besoin d'être un spécialiste pour réussir? Il y a plein de directeurs de grandes entreprises en poste qui n'ont pas fait toute leur carrière dans leur domaine d'activité. J'ai beaucoup changé de secteurs durant ma carrière, j'ai été musicien, puis j'ai travaillé au WEF. Je pense que c'est un avantage d'arriver avec d'autres lunettes.

Qu'allez-vous faire après votre départ? Je vais continuer à travailler, dans le conseil et dans l'aéronautique. Je n'en dirais pas plus, je reste encore le directeur de l'aéroport pour quelque temps. ■



Pour André Kudelski, «le retour à la rentabilité est la priorité absolue»

RÉSULTATS Le groupe technologique, qui vient de vendre Skidata, a perdu 22,8 millions de dollars lors du premier semestre. Son directeur se dit toujours persuadé que sa stratégie portera ses fruits

ANOUCHE SEYDTAGHIA
 X @Anouch

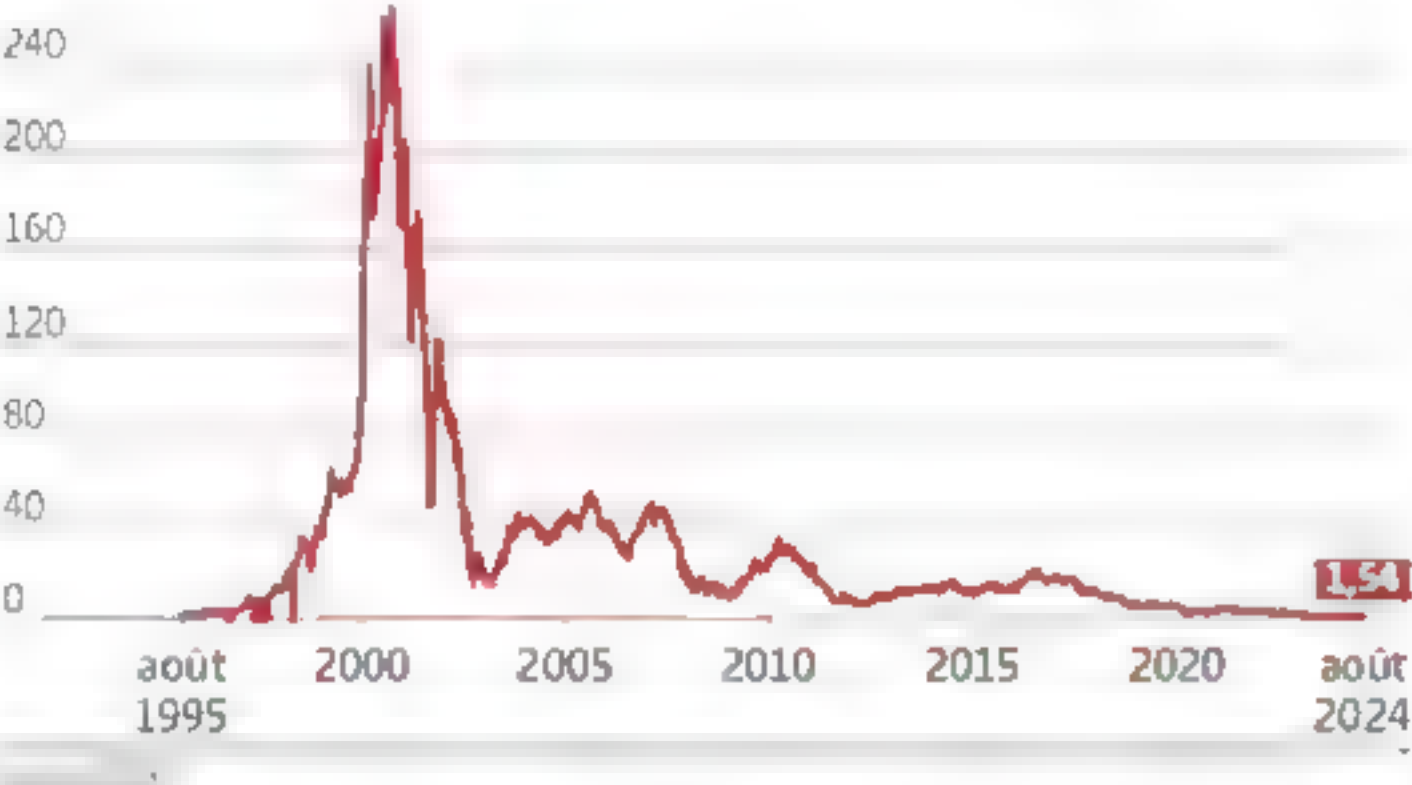
C'est un Kudelski soudainement beaucoup plus petit qui a présenté ses résultats hier matin. La conséquence immédiate de la vente de sa filiale Skidata, annoncée le 22 juillet dernier, et qui pesait lourd dans le chiffre d'affaires du groupe technologique. Il y a un an, Kudelski revendiquait des revenus semestriels de 333,4 millions de dollars. Et lors des six premiers mois de cette année, en ôtant les résultats de Skidata, ils n'ont représenté que 192 millions. La taille du groupe change ainsi drastiquement, mais pas un indice fondamental: son résultat net. Avec une perte de 22,8 millions de dollars, la société reste dans le rouge.

Perte en baisse

La transaction étant toute fraîche, il est bien sûr trop tôt pour mesurer l'impact à long terme de la vente de Skidata, filiale spécialisée notamment dans les accès, au groupe suédois Assa Abloy. Dans l'immédiat, c'est de l'argent frais qui entre dans les caisses de Kudelski: la valeur de Skidata était estimée à 340 millions d'euros, le groupe helvético-américain en recevra, après déduction de frais et remboursement de dette, 300 millions d'euros. Cette somme lui permet de rembourser un emprunt de 145,9 millions de francs. Au final, quelque 100 millions de dollars parviennent ainsi dans la trésorerie de Kudelski.

UNE ACTION TRÈS LOIN DE SON NIVEAU RECORD

Cours boursier de Kudelski depuis août 1995, en francs



Il reste donc au groupe trois divisions, la télévision numérique, la cybersécurité et l'internet des objets. Leur santé n'est pas étonnante: sans compter Skidata (desormais hors des comptes), le chiffre d'affaires total a certes progressé, lors du premier semestre, de 195 à 198,2 millions de dollars, mais l'Ebitda a plongé de -9,8 à -11,7 millions de dollars. La perte globale a quant à elle reculé, passant de 28,5 à 22,8 millions de dollars.

Optimisme pour toutes les divisions

Pour André Kudelski, qui s'exprimait en fin de matinée face aux analystes, désormais «le retour à la rentabilité est la priorité absolue du groupe». Et le directeur de l'entreprise du même nom est convaincu de faire juste. «Nous sommes au milieu de la transformation, Skidata vient d'être vendu, nous ne voyons pas encore les résultats de cette transaction. Ensuite, nous allons simplifier notre structure, réduire nos coûts, nous rendre plus agiles. Et

nous voulons que nos trois unités restantes soient en croissance.»

Mais pour l'heure, les indicateurs sont mitigés. Lors du premier semestre, les revenus liés à la télévision numérique ont baissé de 7,4% à 109,8 millions de dollars. Quant au chiffre d'affaires de la division cybersécurité, il a stagné à 58,6 millions de dollars. Enfin, l'internet des objets a vu ses revenus progresser de 66,8% à 23,6 millions de dollars.

Le directeur estime que chacune de ses divisions a ses chances. «Dans le domaine de la cybersécurité, les attaques par ransomware ont doublé entre 2022 et 2023, les entreprises doivent investir toujours plus pour se protéger. Les attaques menées avec de l'intelligence artificielle se développent vite. Et nous avons les solutions face à ces menaces». Idem dans le segment de l'internet des objets, où André Kudelski estime qu'il reste énormément à faire pour sécuriser des millions d'appareils connectés.

Dans la même veine, même en recul, le secteur de la télévision

numérique demeure intéressant, selon le directeur, qui estime que «la protection des contenus audiovisuels est un marché très important». Pour André Kudelski, «il existe des synergies très importantes entre nos trois divisions. Nous allons les exploiter au mieux».

Retrouver les chiffres noirs est la priorité. Mais le directeur n'articule aucune date. Il n'est de loin pas certain que cela soit le cas en 2024, au vu des prévisions actualisées hier par le groupe. Ainsi, les revenus pour la télévision numérique sont prévus en hausse, mais l'Ebitda annuel de cette division est anticipé à la baisse. Pour la cybersécurité, les revenus sont attendus au même niveau qu'en 2023. Quant à l'internet des objets, qui a affiché une croissance à deux chiffres en 2023, il devrait croître d'une unité en 2024.

Le groupe emploie 620 personnes en Suisse

Rappelons que la société a affiché des pertes à quatre reprises lors des cinq derniers exercices annuels. Seule 2021 avait été un exercice dans les chiffres noirs. Aujourd'hui, le groupe emploie (hors Skidata) 620 personnes en Suisse et 349 aux États-Unis. Le directeur n'a pas voulu se prononcer sur de nouvelles suppressions d'emploi, après celles décidées en janvier.

Hier à la clôture, l'action reculait de 7,23% à 1,54 franc, valorisant la société à quelque 79 millions de francs. On est loin, très loin des sommets de 2000, lorsque l'action valait plus de 230 francs. Actuellement, la famille Kudelski contrôle environ 60% des droits de vote du groupe, et le directeur vient à lui seul quelque 35% des titres. ■

MAIS ENCORE

TotalEnergies épinglée pour du «greenwashing»

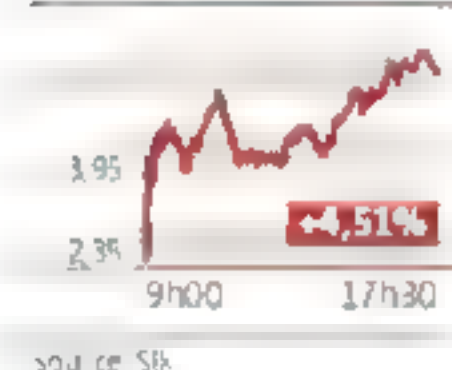
décision historique sur un sujet de «greenwashing» le régulateur de la publicité en Afrique du Sud a jugé que la façon dont TotalEnergies fait la promotion du développement durable dans une campagne publicitaire dans ce pays est trompeuse. La campagne visée a été réalisée en collaboration avec l'autorité sud-africaine de protection de la nature, Sanparks pour encourager les gens à visiter les parcs nationaux du pays (ATS).

Swiss Re progresse de plus de 4%

BOURSE Jeudi, le marché suisse a entamé la séance en légère hausse de 0,13% à 12266 points dans le sillage des indices américains et asiatiques. L'attention des investisseurs se concentre sur le symposium économique de Jackson Hole dans le Wyoming, qui a débuté hier et sur le discours de Jerome Powell, président de la Réserve fédérale, qui s'exprimera aujourd'hui. Selon la Banque centrale

LE TITRE VEDETTE

Swiss Re



européenne, la croissance des salaires dans la zone euro a ralenti à 3,55% au deuxième trimestre, contre 4,74% au trimestre précédent, avec un ralentissement notable en

Allemagne, la plus grande économie de la région. Aux États-Unis, les demandes hebdomadaires d'allocations chômage ont augmenté de 4000 pour atteindre 232000, un chiffre conforme aux attentes. L'activité manufacturière s'est contractée au début du mois, au rythme le plus rapide de l'année, en raison d'une nouvelle baisse de la production, des commandes et de l'emploi dans les usines. Le SMI a clôturé en progression de 0,45% à 12305,45 points et le SPI de 0,44% à 16345,50 points. Tous les titres du SMI se sont raffermis, à l'exception de **Logitech** (-0,46% à 78,28 francs), **Roche** (-0,11% à 282,90 francs) et **Nestlé** (inchangé à 89,44 francs). Pour sa part, **Novartis** (+0,14% à 100,40 francs) a annoncé une nouvelle alliance avec la société américaine Versant dans le développement de médicaments de nouvelle génération pour le traitement des maladies rénales. Dans le compartiment des financières, **Swiss Re**, qui a enregistré de solides résultats semestriels, portés par les faibles coûts liés aux catastrophes naturelles et un fructueux résultat des placements, s'est envolé de 4,15% à 115,90 francs. La compagnie a confirmé ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'exercice. **Partners Group** a progressé de 1,54% à 1220 francs, **Swiss Life** de 0,75% à 673,40 francs, **UBS** de 0,58% à 26,19 francs et **Zurich Insurance** de 0,37% à 485,50 francs. ■ BCGE, SALLE DES MARCHES

CHARTES ÉDITORIALES • SOURCES • CLÉS TABLEAU

EN BREF

La BCV secourée par les taux d'intérêt

La Banque cantonale vaudoise a enregistré une rentabilité en repli au premier semestre, après un exercice 2023 record. Soulignant l'effet négatif de la baisse des taux d'intérêt, la direction prévoit une seconde partie d'exercice dans la continuité des semestres précédents. Les charges d'exploitation se sont faites plus pesantes, notamment en raison de la hausse des coûts du personnel (+7%). ATS

PostFinance accuse une baisse de régime

La rentabilité de PostFinance a souffert sur les six premiers mois de l'année, nonobstant des recettes en hausse. Le produit d'exploitation s'est étioffé de 7% à 989 millions de francs, quand le résultat d'exploitation a chuté de plus d'un quart à 89 millions. L'établissement d'importance systémique abritait fin juin un patrimoine-clients presque stable sur six mois mais en recul de près de 2 milliards sur un an. ATS

Chanel boutonne la structure du genevois MB&F

HORLOGERIE La maison parisienne prend 25% de la marque indépendante MB&F. C'est la troisième opération de ce genre menée par le groupe, qui précise ne poursuivre aucun objectif financier. MB&F prévoit d'ailleurs de geler sa croissance sur les prochaines années

STEPHANE GACHET

Le fait est assez rare pour être souligné. Hier, 11h, la maison Chanel envoie un communiqué annonçant un «partenariat» avec MB&F. De quoi s'agit-il? D'une prise de participation, à hauteur de 25% du capital-actions, dans la marque horlogère genevoise indépendante MB&F, connue pour ses montres hors du commun. La direction de la maison parisienne explique les raisons de cette opération: «Cet investissement stratégique témoigne de la volonté de Chanel de continuer à évoluer et à investir dans l'avenir du savoir-faire, de la création et du design horlogers haut de gamme.» En clair, l'opération ne répond à aucun objectif financier direct.

MB&F n'est pas en phase d'investissement et n'a aucun besoin de recapitalisation. Maximilian Busser, créateur, dirigeant et actionnaire majoritaire de MB&F, rappelle même qu'il est prévu «de ne pas faire de croissance sur les trois ou quatre prochaines années». Il précise encore que l'entreprise a «zéro dette» et n'a «jamais enregistré de pertes» depuis sa création, en 2005. Tout a été autofinancé, et avant l'arrivée de Chanel, le capital n'était détenu que par deux associés, Maximilian Busser (57 ans) et Serge Krikhoff (58 ans), qui ont cédé une partie de leurs positions et détiennent maintenant respectivement 60% et 15%.

Pérennité de la marque

La transaction a pour but principal de bétonner la pérennité de la marque MB&F. Maximilian Busser, joint par téléphone, nomme l'opération «plan de succession préemptif». Mais ça, c'est pour le long terme. Dans l'immédiat, Chanel assure au laboratoire créatif genevois un appui sur tout ce qui sort des pures compétences métiers, comme les aspects légaux. Ce qui

n'est pas négligeable pour une structure dont l'évolution récente a été très rapide. Il y a encore trois ans, MB&F réalisait près de 15 millions de chiffre d'affaires, avec une trentaine de collaborateurs. En 2023, le nombre d'employés est passé à 59 et les ventes

Dans un horizon de deux à cinq ans, Maximilian Büsser envisage de se retirer de l'opérationnel

sont montées à 45,4 millions, avec 419 montres produites (et vendues, car toute la production est pré-vendue). Soulignons encore que le réseau de distribution compte 14 points de vente, dont sept boutiques monomarches. L'annonce de Chanel fait suite à d'autres opérations du même type. La première prise de partici-

pation chez un horloger indépendant remonte à 2011, avec Romain Gauthier, établi à la vallée de Joux. Suivie de François-Paul Journe, à Genève, en 2018.

Passages de témoin prévus

Le groupe parisien, en main de la famille Wertheimer, est entré en horlogerie en 1987, avec l'ouverture d'un studio de création à Paris. Un premier investissement est effectué en Suisse en 1993, à la manufacture G&F Châtelain, à La Chaux-de-Fonds. L'entreprise est fournisseur de MB&F depuis sa création et a même été dirigée un temps par Serge Krikhoff.

MB&F prépare également sa pérennisation à l'interne. Dans un horizon de deux à cinq ans, Maximilian Büsser envisage de nommer un dirigeant et se retirer de l'opérationnel. Il prépare aussi sa succession à la direction artistique. Son remplaçant est déjà connu, il est déjà dans la maison depuis un petit moment, et porte le même prénom: Maximilian Maertens, designer industriel, diplômé de l'ECAL (Ecole cantonale d'art de Lausanne). ■

Donnez un
nouvel élan à
votre carrière



letempsemploi.ch

Carrières

275

INTERIMAN GROUP AFFICHE UN CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DE 275 MILLIONS DE FRANCS POUR LE PREMIER SEMESTRE 2024. Pour le leader suisse de la prestation de services en ressources humaines et en recrutement, c'est un chiffre stable par rapport à la même période en 2023.



Andrea Dunbar occupera le poste de directrice de la technologie au Centre suisse d'électronique et de microtechnique dès 2025. Elle a rejoint le CSEM en 2007 et dirige actuellement le domaine «Edge AI & Vision».

Votre
prochain
rendez-vous
formation:

vendredi
30 août

La semaine de six jours est une réalité

EMPLOI La mesure, instaurée cet été en Grèce pour une partie des salariés, a suscité nombre de réactions. En Suisse, certains enchaînent aussi les journées de travail, dans un cadre qui n'est pas toujours légal

JULIE EIGENMANN

X @JulieEigenmann

«Je travaille la majorité des samedis matins. Contractuellement, il est prévu de récupérer cette demi-journée en semaine mais en pratique, ce n'est que rarement possible». Nicolas* est agent de location de véhicules en Suisse romande. En contrat à durée indéterminée, il accumule les heures supplémentaires. Mais lorsqu'il demande à les compenser, il lui est souvent répondu que «c'est le rush» ou encore que «ça n'arrange pas».

Ces longues semaines commencent à lui peser, décrit-il. «Je n'ai que le samedi après-midi pour faire mes courses, et le dimanche je suis très fatigué. Je gère ça au mieux». Une situation qui l'amène à envisager un changement d'emploi.

Bien loin de Nicolas, hors de nos frontières, une nouvelle loi a fait couler beaucoup d'encre cet été: certaines entreprises en Grèce sont désormais autorisées à imposer la semaine de travail de six jours en échange d'une meilleure rémunération, pour augmenter la productivité.

Des différences selon les branches

En Suisse, aucune donnée statistique officielle n'existe concernant la pratique d'une semaine «de six jours». La loi sur le travail prévoit qu'avec le consentement de l'employé uniquement (en contrat à durée indéterminée comme déterminée), il est possible d'effectuer six jours de travail au lieu de cinq, mais les jours de repos non pris doivent être compensés dans un délai de quatre semaines. De nombreuses exceptions sont prévues, précise Jean-Philippe Dunand, avocat, professeur de droit du travail à l'Université de Neuchâtel et chroniqueur pour nos contenus Carrières.

«Certains secteurs économiques, lorsque leurs activités sont soumises à de fortes variations, pré-



En Suisse, le secteur hospitalier fait partie de ceux où les travailleurs peuvent légalement être occupés plus de cinq jours d'affilée. (JEFFREY MARKOWITZ/CORBIS)

sentent d'autres délais pour cette compensation, dans les huit ou douze semaines par exemple», poursuit l'avocat. Il mentionne notamment les branches particulières que représentent les hôtels et restaurants, les entreprises de services dans les gares et les aéroports, ou encore les théâtres professionnels. Des conventions collectives de travail prévoient aussi des modalités spécifiques. Par ailleurs, dans des secteurs déterminés, les travailleurs peuvent être occupés, à certaines conditions, sept jours (cliniques et hôpitaux), voire onze jours consécutifs (entreprises de radiodiffusion et

de télévision). Il convient par ailleurs de respecter la législation sur le travail et de ne pas dépasser les 45 heures hebdomadaires, ou 50 heures selon les secteurs, mais là aussi il existe des exceptions.

Multiactifs et indépendants

En matière de profils, on peut imaginer que les 8,2% de la population active occupée qui exerçaient en 2023 davantage qu'une seule activité professionnelle sont particulièrement concernés. «Les personnes qui ont plusieurs employeurs peuvent avoir des difficultés à comptabiliser leur temps de travail total et ont

tendance à sortir des radars en matière d'inspection du travail», note Jean-Philippe Dunand. D'autres travailleurs peuvent être aisément amenés à travailler plus de cinq jours par semaine: les indépendants, qui décident eux-mêmes de leurs horaires et de leurs pauses.

Qui sont-ils, ces travailleurs à rallonge? «Il y a probablement deux pôles, analyse Isabelle Zinn, sociologue du travail et professeure à la Haute École spécialisée bernoise. Les personnes issues de classes sociales plutôt inférieures qui cumulent plusieurs emplois à temps partiel par nécessité –

statistiquement davantage de femmes – totalisant souvent plus qu'un temps plein. D'autre part, il peut s'agir de personnes plutôt en haut de la hiérarchie, des indépendants, des cadres. Les travailleurs et travailleuses de milieux artistiques, qui cumulent des mandats, sont aussi souvent concernés.»

Risques pour la santé

Cette flexibilisation peut ainsi être bien vécue ou, à l'inverse, synonyme de précarisation, souligne-t-elle. Une réalité qui dépendra beaucoup de la possibilité ou non de compenser ce surplus en jour de repos. «Si ce n'est pas le cas, le

risque est évidemment une mise en danger de la santé. Et celles et ceux qui auraient la santé fragile ou qui seraient des parents célibataires ne peuvent souvent pas se permettre la semaine de six jours, même compensée. Si c'est une exigence de la part de l'employeur, cela crée une inégalité à l'embauche.»

La flexibilisation peut être bien vécue ou, à l'inverse, synonyme de précarisation

Selon les sociétés et les branches, le rapport aux heures supplémentaires diffère aussi. Ainsi, Jeanne*, avocate en Suisse romande, décrit un quotidien où il est normal de déborder sur les week-ends, d'autant qu'une demande importante peut encore tomber le vendredi. Ce n'est pas le cas de toutes les études. Elle travaille environ un samedi par mois. «Il est admis qu'il faut faire ces heures supplémentaires pour la bonne conduite des dossiers, y compris les soirs en semaine. Ce sont des heures que nous facturons aux clients, mais que nous ne récupérons pas. On sait que cela fait partie du métier. Il arrive parfois de pouvoir partir plus tôt quand c'est calme.» Si le travail est passionnant, ce rythme n'en est pas moins épuisant, confie-t-elle.

«Les réflexions sur le temps de travail sont anciennes», conclut la sociologue Isabelle Zinn. La semaine de cinq jours (plutôt que six) a été instaurée à partir des années 1920 aux États-Unis, et est arrivée en Europe après la Deuxième Guerre mondiale, alors que des mouvements syndicaux ont coïncidé avec une croissance économique d'après-guerre. ■

* Prénoms d'emprunt

EXPERTISE

La rentrée scolaire, un casse-tête organisationnel?



PATRIZIA FEROLETO
DIRECTRICE DES
RESSOURCES HUMAINES
DE LOSINGER MARAZZI

La semaine de la rentrée? Un défi logistique pour tous les parents actifs! En effet, cette semaine de rentrée est un moment particulier où les parents se trouvent confrontés chaque année à un casse-tête organisationnel. Les enjeux de la fin des vacances et du retour au travail coïncident avec ceux de la rentrée scolaire de nos chères têtes blondes, et nos bonnes résolutions post-vacances entrent en collision avec les contraintes de la reprise des classes.

Finies les grasses matinées ponctuées d'éclats de rire et de séances de chatouilles, les journées de flâneries et de découvertes, les longues soirées devant un écran géant... Place aux journées chronométrées, où tous les parents actifs professionnellement semblent avoir avalé une horloge.

Les journées raccourcissent, les températures baissent et une nouvelle année de jonglage s'annonce! Jongler entre les séances budgétaires, les réunions stratégiques et les séances d'information aux parents, la présentation à la direction générale et le soutien aux devoirs du petit dernier, l'organisation de la prochaine soirée du personnel et les repas équilibrés de nos chérubins, la séance de sport quotidienne et les activités extrascolaires de chacun-e.

Les parents, et plus encore les mamans, font face sans relâche à des injonctions multiples. La société attend d'elles qu'elles soient des mères parfaites, des professionnelles exemplaires, ainsi que des femmes sportives et pleines d'humour! Leur quotidien s'apparente à une course contre la montre. Une nouvelle fois, le bonheur réside probablement dans l'équilibre... Savoir prendre de la distance par rapport aux injonctions paradoxales que nous recevons, faire des choix et vivre au mieux chaque aspect de notre vie.

Ainsi, le directeur général d'un grand groupe international avait pour coutume d'afficher fièrement sa politique: pas de séance avant 9h ni après 18h. Ses obligations professionnelles le

retenaient souvent loin de son domicile, et il voulait être libre de passer du temps avec ses enfants, peut-être pas tous les jours mais de manière très régulière. Il ne voulait pas regretter de ne pas avoir vu ses enfants grandir. Et ce rythme qu'il adoptait résolument jusqu'alors fortement le présentisme. Cet équilibre qui l'a animé toute sa vie professionnelle ne l'a pas empêché de devenir un directeur général apprécié et respecté, tant pour son humanité que pour ses succès professionnels.

Pour autant, la semaine de la rentrée scolaire reste une semaine particulière, qui demande une bonne dose d'adaptation de la part de chacun-e. La rentrée est souvent synonyme de

changements, et d'un doux mélange de joie et de stress chez nos enfants. Les accompagner pendant cette semaine requiert de la présence, de l'écoute et une certaine souplesse horaire.

Jouir d'une flexibilité horaire ou télétravailler pour perdre moins de temps en transports sont des atouts précieux pour vivre au mieux cette semaine un peu particulière, et un privilège que beaucoup n'ont pas. Et si toutes les entreprises s'inspiraient de ce directeur général pour offrir un peu de souplesse aux parents de jeunes enfants en cette semaine de rentrée? Une rentrée réussie contribue à une année sereine, et la motivation des personnes concernées n'en serait que renforcée. Qu'en pensez-vous? ■

Tutoyer le vent, un sport de l'extase

PLANCHE À VOILE A l'heure où la technologie fait naître de nouvelles disciplines attractives qui permettent de voler sur l'eau tout en douceur, ce sport physique et fastidieux résiste. Pour des raisons sensorielles, philosophiques et poétiques, soutient la journaliste et pratiquante passionnée Virginie Troussier



Alors que les pratiques de sport sur l'eau tendent vers plus de facilité, la planche à voile (windsurf) reste une discipline aussi exigeante qu'appréciée. Ses adeptes y trouvent une façon de se dépasser et d'entrer en symbiose avec l'océan. (FILE DE CARRUCO/U/GRENADE/HENRIK TRYGG/GETTY)

VIRGINIE TROUSSIER

Ils se remarquent aisément. Au bord du Léman, ou des océans, les véliplanistes dénombrent les nuages, leurs friselis, les ombrés, les formes pâles ou accusées. Les lumières semblent les pénétrer. Présences solides, yeux durcis derrière les lunettes de soleil, corps taillés dans le minéral, saillie des muscles sous la combinaison en néoprène. Ils sont burinés, à force de froncer les traits contre les rafales en des grimaces dont les rides portent le souvenir. Leur regard embrasse tout dans leur acuité – des formes qui ne sont que lueurs et flux, le mouvement de l'eau, la brillance des vagues. Puis, ils attrapent leur matériel, grimpent sur la planche, aidés par la portance du vent, avant de partir. Ils sont directs, sans calcul, ils réagissent vite. Le paysage impose leur conduite. En une poignée de secondes, ils sont déjà loin, lancés à pleine vitesse; on ne voit plus que leurs voiles penchées, tendues sous la force des rafales. Ils ne prennent aucune place dans le décor; ils naviguent, autonomes, sur leurs modestes embarcations, des bateaux fusées. Leurs corps convulsent, les volets embrassent le ciel.

Le grand mouvement marin semble vouloir tout emporter, tout arracher, les laissant dépossédés.

Nerfs à vif, tourbillons d'adrénaline, souffle haché. La morsure du vent pénètre les chairs, et si ce sport est beau c'est qu'il naît de la sensation. Alors que les pratiques en général tendent vers plus de facilité, de légèreté et de praticité, qu'il existe le kitesurf, le wingfoil, disciplines moins ingrates, d'avantage accessibles, donnant accès à des glisses originales, comme celle du vol au-dessus de l'eau, pourquoi se tourner encore vers la planche à voile (ou windsurf)? Sisa fin est souvent évoquée, parce que le matériel prend de la place et que l'approche n'est pas évidente, la flamme est pourtant toujours aussi vive chez les pratiquants et les curieux qui envisagent de prendre un cours en école de voile durant l'été. Les émotions liées à cette pratique restent singulières et inégalables.

On tombe énormément

Mais, soyons honnêtes, au début, on tombe énormément, l'exercice en devient décourageant. Les bras et le dos tirent, on s'essouffle, on s'épuise, mer ou ciel ne valent plus rien, et s'équivalent dans une indifférence complète. Les échecs nous ruinent jusqu'aux os. Il faut alors se référer à Bergson, qui, dans *L'Énergie spirituelle*, voit l'effort comme un tremplin vers l'accomplissement: «L'effort est pénible, mais il est aussi précieux, plus précieux

encore que l'œuvre où il aboutit, parce que, grâce à lui, on a tiré de soi plus qu'il n'y avait, on s'est haussé au-dessus de soi-même.» C'est aussi une question de désir.

Le désir n'est jamais léger. Il exige une discipline. Réaliser pleinement ses desirs n'est pas chose aisée: cela demande d'aller chercher au fond de soi. Elever ses instincts, contrer la paresse et mobiliser son énergie sur ce qui est convoité. Les envies passagères s'évaporent aussi vite qu'elles sont apparues, elles sont fluctuantes et se manifestent par périodes. Le désir véritable est coriace, constant et apportera des expériences profondes. Une fois les premiers bords acquis, vous rejoindrez une tribu sacrée. La planche à voile n'est pas un sport de masse. Peu le pratiquent, mais vous trouverez toujours un passionné au bord de l'eau quand les anémomètres s'affolent, où que vous soyez.

Cette attente du vent, cette affinité avec la mer, cette impression momentanée d'être coupé de la vie ordinaire, ces rencontres en petit comité, tout cela pousse à converser. Des liens souterrains se construisent, un envers des choses puissant et insolent, un bonheur qui s'écrit en marge du reste, accentué par le sentiment de partager quelque chose d'exceptionnel. A Genève, il faut se rendre au Tropical Corner pour le voir.

La vitesse, c'est ensuite la grande révélation de la planche à voile. Elle ne ménage jamais son ardeur et nous empoigne vers le firmament. Elle apparaît quand la planche part au planing. La mer s'engouffre sous la planche, et celle-ci déjauge. La surface immergée se réduisant, la résistance diminue et l'embarcation accélère en effleurant l'eau au lieu de la fendre. Apparaît un bruit très spécifique, très prometteur, clac-clac-clac, qui confirme la sensation de ricocher sur l'eau. Le planchiste est à la fois ivre et léger, connaît l'extase en épousant les ondulations du vent. Qu'il est grisant de sentir sa planche réagir à la puissance des appuis, lorsque l'énergie transmise par les jambes se traduit par une accélération.

La magie sauvage du vent

Le plaisir est accentué lorsque apparaissent des vagues à surfer ou des rampes à sauter... Ces instants évoquent l'amour sans limites, la fugue continue de l'esprit, les sens en éveil, l'amplitude de la perception – le sentiment que la force intérieure provient toujours de la mer. La vitesse en windsurf est d'abord une propulsion et, dans propulsion, il y a pulsion, pulsion de vie. Ça pulse, le pouls palpable, la voile claque, le bruit de la planche est là pour rythmer le sang dans les veines et la pompe du cœur. Une joie parfaite, souveraine. Les sil-

houettes semblent toujours sur la brèche. Les trapèzes durs, le buste livré, enhardi par la connaissance affûtée de l'effort et la caresse incisive du vent. Sur l'eau, la tension est telle qu'il est souvent impossible de distinguer les muscles des tendons, les tendons des os, les os des combinaisons, les combinaisons des mains grossies, les mains grossies des pensées qui traversent l'esprit.

Windsurfer se résume à un état d'esprit. On ne garde rien, on ne conquiert rien. La mer nous échappe et nous rend légers

Il faut se concentrer sur la trajectoire, le poing fermé autour du wishbone. Il faut du solide, car il y a long à tenir. Du muscle et de l'art. Le corps n'est pas un outil, il affirme une présence. Sollicité par la puissance du vent dans la voile, il éprouve sa résistance, sa coordination, son intelligence; une intelligence qui ne passe pas par les mots

mais par les gestes, et qui éveille à une conscience de soi plus aiguë. Quand on utilise son corps, jamais on ne s'écarte de la vie. «Le corps est notre bien le plus sûr», écrit Nietzsche, on lit avec ses muscles, on crée avec ses muscles. Le corps, les nerfs, les sens vous tirent vers l'existence. La vie apparaît alors dans sa grandeur et sa beauté.

Windsurfer se résume à un état d'esprit: une volonté d'introduire dans nos existences la magie sauvage du vent; il n'y reste rien de palpable. La pratique s'affaît dans les photos, elle se révèle impossible à capturer. Rien ne transparaît, on n'imagine pas une seconde ce qu'elle contient. On ne peut que s'en imprégner avec le temps, au contact des éléments, à force de fatigue. On ne garde rien, on ne conquiert rien, on n'emporte rien, même les expériences de navigation se diluent, la mer nous échappe et nous rend légers.

La pratique va avec le magnétique hasard d'une session, les flux et reflux de l'océan, les intermittences de l'air. Elle rompt les amarres de l'habitude, déjoue et brise l'ancrage, le confort. Le vent fort, imploré par tout planchiste, balaie l'esprit de sérieux, absorbe les pensées qui s'entortillent sur elles-mêmes, déploie l'âme et attise les fougues. Il ouvre un espace de pure intensité. Au fond du ciel comme au fond du corps. ■

Le «spinning», rodéo automobile urbain, enflamme l'Afrique du Sud

BOLIDES La pratique née clandestinement dans les townships est maintenant un sport motorisé reconnu et soutenu jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Reportage entre Soweto et Johannesburg, dans le bruit, la fureur et l'odeur de l'essence

LE TEMPS AVEC L'AFP

Des crissements de pneus résonnent dans un terrain vague à l'est de Soweto: Dankie Darlie enchaîne les dérapages, les «donuts» ou figures circulaires et les vives accélérations au volant de son bolide, dans un nuage de fumée. La jeune femme porte débardeur, longues tresses et, autour du cou, une croix qui fait des va-et-vient tandis que son bras gauche, couvert de tatouages, donne la cadence...

A la ville, cette fraîche quadragénaire s'appelle Nalo Jivhuho, travaille dans

les ressources humaines et élève un adolescent. Mais il ne lui faut qu'une seconde, en embarquant dans sa BMW noire siglée, pour devenir Dankie Darlie, un alias connu et respecté dans l'univers très particulier du *spinning*. Objectif: enchaîner cascades, figures et dérapages, si possible jusqu'à la crevasse d'un pneu. «Quand résonne le bruit d'un pneu qui explose, les gens deviennent fous. Si vous arrivez à faire ça, c'est que vous avez le feu», raconte Dankie Darlie.

Une pratique héritée du gangstérisme

Née en plein régime d'apartheid à Soweto, la pratique du *spinning* fut d'abord associée au gangstérisme avant de devenir extrêmement populaire. L'Afrique du Sud l'a officiellement reconnue comme un sport automobile en 2014 et, en juillet dernier, le nouveau

ministre des Sports, Gayton McKenzie, a annoncé vouloir en faire «l'un des sports les plus importants» du pays. Le *spinning* cherche donc à s'institutionnaliser et à développer son sponsoring.

Il possède maintenant ses lieux dédiés, comme dans le sud de Johannesburg, où Monde Hashe, propriétaire de circuit, ne manque pas d'ambition: «La pratique se développe. Il s'agit maintenant de le montrer au monde.» L'ambiance est à la fête cet après-midi. Entre glacières et chichas, familles et groupes d'amis encouragent les «spinneurs» venus des quatre coins du pays. Le raffut couplé aux odeurs de caoutchouc brûlé et de gaz d'échappement crée l'ivresse recherchée. «Je suis client de n'importe quoi qui fait du bruit et beaucoup de fumée!» lance Chahid, qui observe le show depuis son stand de burgers.

Ici, les «spinneurs» qui arpentaient il y a des dizaines d'années les rues des

townships pour des rodéos clandestins, se donnent en spectacle devant des centaines de passionnés. Certains sont accompagnés de cascadeurs qui s'amuse avec la voiture, à la manière d'une danse scénarisée. «Lorsque j'ai commencé, on pratiquait dans la rue. Pour ces événements encadrés, on a plus d'opportunités et de temps pour s'entraîner», confie Iksaan «Iki» Khan, «spinneur» professionnel, avant de s'élancer sur la piste.

Figure inspiratrice

Retour à Soweto, quelques heures avant l'entraînement de Nalo Jivhuho. Une équipe 100% masculine s'active pour préparer les voitures garées à l'entrée de sa maison de l'immense township. La patronne donne le tempo. «Elle peut vous tuer si vous touchez à ses voitures», s'amuse Nqobile Tshabalala, garagiste qui l'aide à entretenir ses

bolidés. «J'ai la chance d'avoir un entourage qui me soutient, car cette activité est extrêmement coûteuse. Sans eux, Dankie Darlie n'existerait pas.»

Son investissement personnel dans cet univers à l'odeur d'essence «est aussi une façon d'exprimer ma féminité. J'inspire les jeunes filles et c'est important car, dans ce sport, nous sommes minoritaires», confie-t-elle. Mains sur le volant, elle retrace le chemin parcouru depuis ses débuts en 2019. «C'est fou, regardez la voiture que je conduis maintenant, c'est une voiture de mec. Et moi, j'en possède quatre!» Mais Nalo Jivhuho a une obsession: ne pas être considérée comme «l'un des gars». «Parfois, je spinne en robe ou en jupe», revendique cette «spinneuse», femme jusqu'au bout des ongles... ou presque. «Je ne peux juste pas conduire avec des faux ongles [très courants ici] – c'est impossible.» ■

David Lynch, en son plastique

MUSIQUE Le réalisateur publie «Cellophane Memories», disque réalisé en collaboration avec la chanteuse et compositrice Chrystabell. Un appréciable résumé des engouements sonores du maître

PHILIPPE SIMON
 X @PhilippeSmn

David Lynch a eu une vision. Il est coutumier du fait, et il a métabolisé ces expériences, d'*Eraserhead* (1977) à *Inland Empire* (2006), en films qui auront marqué tout à la fois l'avant-garde que le grand public, ou en ce chef-d'œuvre sériel qu'est *Twin Peaks*. Les visions de David Lynch nourrissent aussi des disques, c'est le cas de la dernière en date, dont on trouve la transcription dans *Cellophane Memories*, réalisé avec Chrystabell (alias Chrysta Bell Zucht), et publié ce mois-ci par Sacred Bones, à Brooklyn: «Cet album provient d'une vision que David a eue lors d'une promenade nocturne dans une forêt de grands arbres, au-dessus de la cime desquels il a vu une lumière brillante. La lumière est devenue le timbre de la voix de Chrystabell et lui a révélé un secret», détaille la communication du label.

La nuit, la forêt, la lumière, une voix féminine, le secret: du pur Lynch, personne n'en doutera. Et même si Angelo Badalamenti n'est plus de ce monde (l'âme sœur du réalisateur, compositeur attitré de ses films, est mort en 2022), *Cellophane Memories* se situe dans un espace reconnaissable. On a beau vouloir faire abstraction d'une œuvre entière, difficile, à l'écoute, de ne pas voir apparaître un reflet de Laura Palmer ou le visage de Jack Nance (son acteur fétiche, d'*Eraserhead* à *Lost Highway*, sorti l'année suivant la mort du comédien).

Eros et Thanatos

Est-ce qu'on retrouve cette ambiance avec plaisir? Oui, même si certains morceaux de *Cellophane Memories* auraient pu être menés à un degré d'aboutissement supplémentaire et s'avèrent dès lors partiellement interchangeables. Il n'empêche: on a ici un appréciable condensé de ce qui fait la patte Lynch – le noir, le bizarre, la nostalgie; Eros, Thanatos, bouquet vénéneux de roses. Ici l'espace musical est consti-



DAVID LYNCH
CINEASTE

tué de rêves lourds, de fantômes bricolés, de polars à l'intrigue en ruban de Möbius. C'est malgré tout très entêtant, comme la voix de Chrystabell sur le très beau *The Answers to the Questions* qui, portée par un rythme en ossuaire et une guitare plongée dans une pédale de vibrato, se rapproche d'un grain à la PJ Harvey.

Le disque court de la méthode

Cellophane Memories est aussi un très intéressant résumé des méthodes sonores particulières de Lynch. A ce titre, on renverra le lecteur avec profit vers la dernière livraison de *The Wire*, la bible mensuelle des musiques aventureuses, qui consacre 20 (!) pages spéciales aux rapports que le maître entretient avec le son et la musique dans ses différents champs d'activité. On a évoqué le trémolo de la guitare, mais d'autres usages typiquement lynchien donnent son architecture au disque: les notes de synthétiseur dépourvues d'attaque, qui se révèlent à l'oreille comme des vagues montantes (c'est là, typiquement, un legs de Badalamenti); un goût prononcé pour la réverbération, qui nimbe toute l'écoute d'un halo effrangé. Et le travail sur la voix, bien entendu, celle de Chrystabell étant soumise par Lynch à toute une série d'interventions: elle est coupée et recollée dans un (faux) désordre, superposée à elle-même, passée à l'envers.

Le tout donne parfois l'impression d'une glossolalie un peu dérangée – souvenez-vous de la manière dont s'exprimaient les personnages de la Loge noire, dans *Twin Peaks*: on faisait lire aux acteurs leurs répliques à l'envers, et les bandes étaient retournées dans le «bon» sens au moment du montage. Un effet très proche de celui de *Cellophane Memories*. Du pur Lynch, encore une fois. ■

Cellophane Memories de Chrystabell & David Lynch (Sacred Bones Records).

MAIS ENCORE

Play Suisse entre à l'école

L'éducation fait partie du service public – un mandat que remplit la SSR avec sa vaste offre éducative. Les contenus de la plateforme de streaming SSR peuvent désormais être présentés dans les salles de classe et les amphithéâtres. A cette occasion, et juste à temps pour la rentrée scolaire, Play Suisse propose, outre sa rubrique «Education», une nouvelle collection de films et de séries autour du thème de l'école. (ATS)

Procès requis contre Depardieu pour viols sur Charlotte Arnould

SCANDALE Le géant du cinéma français, qui sera jugé en octobre pour violences sexuelles, risque de passer à nouveau devant la cour criminelle pour viols et agressions sexuelles sur la comédienne de 28 ans

AFP

Le parquet de Paris a indiqué hier avoir requis le 14 août le renvoi de l'acteur devant une cour criminelle pour «viols par pénétration digitale et agressions sexuelles les 7 et 13 août 2018 au préjudice de Charlotte Arnould», âgée de 28 ans. L'acteur français Gérard Depardieu, sera déjà jugé en octobre pour des vio-

lences sexuelles sur deux femmes lors du tournage du film de Jean Becker, *Les Volets verts*, en 2021.

Dans l'affaire concernant Charlotte Arnould, le géant du cinéma français, âgé de 75 ans, est mis en examen depuis le 16 décembre 2020 à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile de la comédienne qui l'accuse de deux viols au domicile parisien de l'acteur.

Il revient désormais à la juge d'instruction d'ordonner ou non un procès. Contacté, l'un des avocats de M. Depardieu n'a pas souhaité répondre dans l'immédiat. «Je suis extrêmement soulagée et émue», a réagi sur X Charlotte Arnould. «Ça me donne de l'espoir pour la suite

bien que je reste prudente en attendant la décision finale de la juge d'instruction».

Dans une lettre publiée dans *Le Figaro* en octobre 2023, l'acteur accusé par d'autres femmes de violences sexuelles, avait contesté les accusations. «Jamais au grand jamais, je n'ai abusé d'une femme», avait-il affirmé, faisant référence aux accusations de Charlotte Arnould.

Ces réquisitions «sont le résultat d'une longue instruction qui a permis de rassembler les éléments qui corroborent la parole de ma cliente», a réagi Me Carine Durrieu-Diebolt, avocate de Charlotte Arnould. ■

Exposition d'œuvres pillées au Bénin avant leur possible restitution

ARTS ANCIENS Le Musée Rietberg de Zurich, dédié aux arts des cultures traditionnelles du monde, interroge la question coloniale à travers une présentation où regards suisse et nigérien se croisent

ATS

L'art issu de l'ancien royaume du Bénin – l'actuel Nigeria – fait l'objet d'une exposition peu commune au Musée Rietberg, à Zurich. La présentation porte notamment un regard nigérien sur l'histoire coloniale du pays et envisage la restitution d'œuvres pillées.

Ouverte au public dès aujourd'hui et jusqu'au 16 février, l'exposition *En dialogue avec le Bénin. Art, colonialisme et restitution* a été réalisée par deux commissaires nigérianes et deux commissaires suisses, en collaboration avec des partenaires au Nigeria et issus de la diaspora. Elle réunit une quarantaine d'œuvres d'art, présentées sous

l'angle de leur réception et de leur commerce. En 1897, l'armée britannique s'est emparée de la capitale du royaume et a pillé son palais royal avant de le détruire. Une reconstitution du palais, conçue par l'architecte helvético-nigérien Solange Mbanefo divise l'exposition en un espace intérieur et un espace extérieur.

Une biographie des objets

Dans la cour intérieure du palais, les œuvres d'art pillées sont présentées en faisant allusion à leur emplacement originel. A l'extérieur du palais, le public peut découvrir la «biographie» des objets et l'histoire qui leur est liée, marquée notamment par le commerce du royaume avec le Portugal dès le XVe siècle. Parmi les œuvres exposées, on découvre des sculptures en ivoire, des figurines commémoratives et des plaques à relief en laiton.

La collection permanente du Musée Rietberg en compte 16, pré-

sentées dans le cadre de cette exposition. *En dialogue avec le Bénin* évoque la possibilité de leur restitution au Nigeria.

Durant les quatre dernières années, le musée zurichois s'est penché sur cette question dans le cadre de l'Initiative Bénin Suisse (IBS). Tout comme sept autres musées helvétiques, soutenus par l'Office fédéral de la culture.

Une décision finale sur la possible restitution des objets est agendée au 26 octobre prochain, a indiqué le musée. «La décision est prise au niveau politique, nous ne donnons que des recommandations», a-t-il également précisé. D'autres expositions et événements en lien avec l'héritage culturel du royaume du Bénin en Suisse sont proposés par le Musée d'ethnographie de Neuchâtel, le Musée d'ethnographie de Genève et le Musée d'ethnologie de l'Université de Zurich. ■

En dialogue avec le Bénin, Musée Rietberg, Zurich, jusqu'au 16 février 2025.

PUBLICITE



L'impact de vos investissements compte pour nous

Inspirés par l'avenir depuis des générations

Quand il est question d'investissement réussi, retour, risque et impact sont des éléments clés. C'est pourquoi vous souhaitez avoir un partenaire qui s'engage en faveur du développement durable, aussi bien en paroles qu'en actes. lgt.com/ch



«Je ne suis pas contre la biodiversité mais contre cette initiative-là. Elle est dogmatique»



PROFIL

1996 Naissance le 30 novembre à Giez (Nord vaudois).

2015 Maturité bilingue à la Kantonsschule Frauenfeld.

2017 Etudes à la Haute Ecole des sciences agronomiques, forestières et alimentaires, à Zollikofen (BE).

2021 Président des Jeunes agriculteurs vaudois.

2022 Chef de projet en communication chez Prométerre.

2023 Adhésion au Centre Vaud.

Pendant la campagne des élections fédérales d'octobre 2023, Steve Montandon haranguait les passants sur les marchés: «Voyez ces pommes de terre! Ce sont celles que la grande distribution nous refuse!» L'une ou l'autre patate était certes un brin bis-cornue mais, pour en avoir reçu trois des mains du jovial candidat du Centre, le soussigné peut témoigner qu'elles étaient savoureuses.

A moins de 28 ans, Steve Montandon a déjà eu plusieurs vies. Né à Giez, dans le Nord vaudois, dans une famille de paysans à la tête d'un domaine de grandes cultures, son choix de carrière paraissait évident: reprendre un jour l'exploitation. Il commence cependant par passer une maturité bilingue à... Frauenfeld (TG). Puis enchaîne avec la Haute Ecole des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (BFH-HAFL) à Zollikofen (BE). «Chaque prof parlait sa langue», se souvient-il. Il interrompt cependant son cursus avec le covid, en 2021. Mais sa passion pour les sciences végétales demeure intacte.

Durabilité et prix équitables

Entre-temps, Steve Montandon a travaillé deux ans comme journaliste chez *Agri Hebdo*, a cofondé en 2021 les Jeunes agriculteurs vaudois (JAVD) dont il assume la présidence et a été embauché en 2022 comme chef de projet en communication par Prométerre, l'association vaudoise de promotion des métiers de la terre. Depuis ce mois d'août, il travaille également à temps partiel chez Dicofood, une ambitieuse entreprise de vente directe des produits de la terre à Cottens (VD). Il milite activement, depuis l'an dernier, pour Le Centre. Pourquoi ce parti? «Justement parce que Le Centre se veut au centre,

s'exclame Steve Montandon. Le Centre est capable de rabibochoer la gauche et la droite.» Et aussi un peu parce que l'ex-président du FC Rances, modeste club de 3e et 5e ligue où Steve joue assidûment, n'était autre qu'Emilio Lado, alors président de la section vaudoise du Centre. Mais si ce dernier se nommait toujours PDC, où ce protestant de baptême se serait-il investi? «Pas au PDC, c'est sûr! La religion ne doit rien avoir à faire avec la politique.»

Dicofood, Sarl fondée en 2018, a pour vocation de séduire les consommateurs romands avec des produits innovants qu'ils peuvent voir pousser sur plusieurs domaines du canton et notamment à Cottens: des graines de lin ou de chia, de moutarde de toutes espèces, de pavot et de tournesol. Mais aussi des lentilles, du quinoa, des pois chiches, du sarrasin et des

Pour l'amour de la terre

STEVE MONTANDON

Le jeune Vaudois est sur tous les fronts pour défendre les intérêts de l'agriculture suisse. Il réclame des prix équitables «de la fourche à la fourchette»

GIAN POZZY

céréales exotiques telles que le sorgho et le millet, plus africains que vaudois. Sans parler des noisettes et des noix, de l'épeautre, de l'orge perlé et des haricots. Et du pop-corn pour faire bon poids. Le tout en sachets de 300 grammes ou en sacs de 25 kilos.

A la tête des JAVD, Steve Montandon entend favoriser le dialogue avec les sections Jeunesse de tous les partis. En février, il a convié à Lausanne l'ensemble de ces sections pour un échange sur l'agriculture et l'alimentation. Une démarche couronnée de succès, puisqu'elles ont toutes répondu présent. Il en est né une liste de dix suggestions censées contribuer à la durabilité de l'agriculture en Suisse, notamment une hausse moyenne d'au moins 10% des prix payés aux agriculteurs. «Pour assurer en Suisse un système alimentaire durable et équilibré, il faut que les agriculteurs aient des moyens

suffisants pour vivre de leur travail et s'adapter aux changements climatiques.» Résumé en un slogan: «Des prix équitables de la fourche à la fourchette.»

Trop d'administration, trop de réglementations

Il a également été de ceux qui ont lancé, en 2022, le groupement La Terre au Centre, qui vise à mettre en relation agriculteurs, vignerons, maraîchers, commerçants, restaurateurs et consommateurs, afin d'apporter des solutions dans les domaines de l'alimentation durable et de la protection du climat.

Steve Montandon est résolument opposé à l'initiative sur la biodiversité, sur laquelle le peuple se prononcera le 22 septembre prochain. «Je ne suis pas contre la biodiversité, mais contre cette initiative-là. Elle est dogmatique, elle n'apporte pas de solution au vrai problème qui est notre dépendance alimentaire de l'étranger. En plus, elle a des effets sournois parce qu'elle est vague.»

Il énumère en quelques mots les problèmes qui alimentent la grogne des agriculteurs. La sur-administration arrive en tête: «Les paysans passent leur temps sur l'ordinateur à justifier leurs faits et gestes au lieu d'être aux champs ou à l'étable. L'Office fédéral de l'agriculture doit leur simplifier la vie.» Ils manquent aussi de liberté d'entreprendre. «Il y a trop de réglementations, tout est archi-contrôlé.» Il évoque aussi les prix fixés par les inter-professions. «On pratique de plus en plus une agriculture respectueuse, mais cela pousse les coûts à la hausse. Ces efforts supplémentaires devraient être rémunérés par le marché.» En quelques mots: «Il nous faut une agriculture fière, entrepreneuriale, prête à innover et résiliente.» ■

COTTENS (VD). 12 AOÛT 2024/NORA TEYLOU/LE TEMPS

Un jour, une idée

A Nyon, Jazz au Peuple fête 10 ans de groove



VIRGINIE NUSSBAUM
X @Virginie_nb

Comme une bonne jam-session, le paysage du jazz helvétique est fougueux, virtuose – et sonne drôlement bien. En Suisse romande, on trouve même aux notes bleues une forme olympique, comme le suggérait encore l'ouverture du club Les Jumeaux, ce printemps à Lausanne. Pour preuve, et pour s'en mettre plein les oreilles, rendez-vous à l'Usine à Gaz de Nyon vendredi et samedi prochain, où se jouera la dixième édition du festival Jazz au Peuple. Un anniversaire, avec ça? L'occasion est trop belle de fêter le jazz national, là où on le cultive depuis 2015.

Tout a commencé à Prangins. Là où deux amis d'enfance cultivent des rêves de groove et d'impro-

visation. L'un de ces enfants du cru, toujours dans l'aventure, s'appelle Kate Espasandin. Une musicienne aimantée par la flamme jazz. «J'avais envie de lancer un festival qui mette en valeur cette scène helvétique, diverse et hyperqualitative, et faire venir des artistes de suisse alémanique, moins présents dans les salles romandes.» Ce sera chose faite et Jazz au Peuple naît là, entre le temple et le vieux pressoir. Un format de taille modeste, intimiste.

Le festival grandit (mais pas trop!) et en 2020, pour assurer de meilleures conditions d'accueil, déménage à Nyon. Avec toujours la même mission: porter le jazz et les musiques improvisées.

Une ligne tenue pour cet anniversaire avec six concerts. On y croquera la chanteuse et guitariste Laure Bétris qui tissera, avec la percussionniste Yann Hunziker, des contes magiques et polyglottes. *

Christophe Calpini, jazzman flirtant volontiers avec l'électro, qui abattra sa carte blanche avant que ne frappent les fusions cosmiques du Trio Heinz Herbert. Le lendemain, Louis Matute, tête chercheuse et figure de proue de la nouvelle génération romande, succédera avec son large ensemble à Matthieu Michel et Collin Vallon.

Une fête «en famille», résume Kate Espasandin. Mais pas sectaire: en misant sur la gratuité, Jazz au Peuple ouvre grand ses portes. «C'est un festival très relax et convivial, de quoi se sentir appartenir à quelque chose qui, sur le papier, pourrait nous sembler alien!» Se laisser bercer, et surprendre, donc. «Et si le festival peut permettre un premier coup de foudre...» ■

Jazz au Peuple, Nyon, l'Usine à Gaz, ve 30 et sa 31 août.